

DIALOGUE GLOBAL

9.2

3 numéros par an en 17 langues

Entretien avec
Nandini Sundar

Johanna Grubner

Transformations
et alternatives

Matt Dawson
Rainer Rilling
Mateo Martínez Abarca
Abdelkader Latreche
Teresa Perez
Christopher Mabeza

Hommage à
Erik Olin Wright

Michael Burawoy
Michelle Williams

Genre et inégalités
sociales

Birgit Riegraf
Lina Abirafeh
Kadri Aavik
Liisa Husu
Blanka Nyklová
Margaret Abraham
Nicola Piper
Jeff Hearn

Sociologie
d'Afrique
(du Sud)

Jeremy Seekings
Mokong S. Mapadimeng
Asanda Benya
Thabang Sefalafala
Marc C.A. Wegerif
Jabusile Madyazvimbishi Shumba
Alexia Webster
Edward Webster

Rubrique ouverte

> **Populisme de droite et conceptions de
la solidarité**

MAGAZINE



Association
Internationale
de Sociologie
isa

VOLUME 9 / NUMÉRO 2 / AOÛT 2019
<http://globaldialogue.isa-sociology.org/>

DG



> Éditorial

Les sociologues ne cherchent pas seulement à encourager les discussions au sein de la discipline, mais sont également engagés dans les débats publics et les controverses qu'ils suscitent. Depuis des années, Nandini Sundar, sociologue et activiste indienne de renom, bouscule la frontière entre monde universitaire et activisme et s'oppose aux injustices sociales en Inde au travers de l'action politique. Dans l'interview qui ouvre ce numéro de *Dialogue Global*, Sundar revient sur l'histoire et l'état actuel de la « guerre » que mène l'Inde dans la région du Bastar, et évoque la difficulté d'être à la fois une bonne universitaire et une bonne activiste en ces temps où tout s'accélère.

Notre premier symposium intitulé « Transformations et alternatives » commence par deux textes consacrés aux réflexions sociologiques sur les sociétés alternatives et les futurs possibles qui ont jalonné l'histoire de la sociologie, en cherchant à déterminer pourquoi ce type de réflexions est nécessaire pour combiner critique sociologique et idées émancipatrices. Un article en provenance d'Amérique latine met en avant les luttes politiques pour une société solidaire, et le rôle de concepts comme celui du *Buen Vivir*. Un autre article du Qatar aborde les différents futurs possibles pour le monde arabe. Deux autres articles, en provenance d'Afrique du Sud et du Zimbabwe, s'intéressent d'un point de vue empirique à la façon dont les gens font face à certains changements majeurs dans leur vie quotidienne (dans ce cas précis causés par le changement climatique), et aux obstacles auxquels peuvent se heurter les changements de politique souhaités.

Erik Olin Wright, un chercheur dont la vie et l'œuvre ont été consacrées aux idées d'égalité, de liberté et de communauté, est décédé en janvier 2019. Avec lui, nous perdons un sociologue dont le travail sur les classes sociales, Marx et les « utopies réelles » n'ont pas seulement inspiré des collègues du monde entier, mais aussi des activistes qui se battent pour construire une société plus juste et démocratique. Deux de ses amis proches rendent hommage à sa vie et à son œuvre.

Pour notre deuxième symposium, Birgit Riegraf, Lina Abirafef et Kadri Aavik ont invité des chercheurs du monde entier à présenter leurs recherches sur la relation entre les inégalités de

genre et les inégalités sociales. Différents aspects de cette relation sont mis en évidence, notamment les inégalités hommes-femmes dans le financement de la recherche en Europe et plus particulièrement dans les pays nordiques, le statu quo et le sort des études de genre en République tchèque, la trajectoire et les obstacles à l'égalité des sexes dans le monde arabe, et la main-d'œuvre féminine dans le contexte asiatique. Ces articles permettent de mieux comprendre les débats actuels sur le progrès social ou les réactions de rejet de l'égalité entre les sexes, et invitent à débattre de la façon dont notre discipline peut offrir des solutions concrètes pour l'égalité et la justice sociale. Sont ici mises en avant la nécessité de l'action sociale et celle de poursuivre le combat en faveur de l'égalité hommes-femmes pour préparer plus avant une société égalitaire.

La dernière section est consacrée à la sociologie d'Afrique du Sud, et plus largement d'Afrique. Dans le premier article, la persistance de la pauvreté et des inégalités en Afrique du Sud est présentée comme une mise en garde pour toute l'Afrique. Le deuxième article, sur la popularité grandissante des Églises charismatiques en Afrique du Sud et les controverses qu'elles soulèvent, aborde le silence des voix sociologiques sur cette question. Les deux articles suivants s'intéressent à la situation des travailleurs des mines en Afrique du Sud, l'un pour montrer comment la rhétorique de l'inclusion contredit l'exclusion *de facto* des femmes de certaines tâches, et l'autre pour montrer à partir d'une étude ethnographique les effets du chômage sur la confiance et l'estime de soi d'anciens travailleurs noirs des mines qui ont perdu leur emploi. Dans l'article suivant, l'auteur montre ce que nous pouvons apprendre des travailleurs tanzaniens et du fonctionnement du système alimentaire à Dar es Salaam. L'article qui suit examine les modes d'accumulation et de reproduction politique qui ont transformé et assuré la pérennité de l'État prédateur du Zimbabwe. Le reportage photographique d'Alexia et Edward Webster qui clôt cette section offre à la fois un aperçu sur l'histoire de Johannesburg et de remarquables photos de cette cité bâtie sur l'or.

L'article de la rubrique ouverte finale analyse le concept de solidarité à l'heure du populisme de droite en Europe, en se concentrant sur l'Autriche et la Hongrie. ■

Brigitte Aulenbacher et **Klaus Dörre**,
rédacteurs en chef de *Dialogue Global*

> **Dialogue Global** est disponible en 17 langues sur le site web de l'ISA.

> Les propositions d'articles sont à adresser à globaldialogue.isa@gmail.com.

ISA Association
Internationale
de Sociologie

**DIALOGUE
GLOBAL**



> Comité de rédaction

Rédacteurs en chef : Brigitte Aulenbacher, Klaus Dörre.

Assistants d'édition :

Johanna Grubner, Christine Schickert.

Rédactrice en chef adjointe : Aparna Sundar.

Responsables éditoriaux : Lola Busuttil, August Bagà.

Consultant : Michael Burawoy.

Consultant médias : Juan Lejárraga.

Rédacteurs-consultants :

Sari Hanafi, Geoffrey Pleyers, Filomin Gutierrez, Eloísa Martín, Sawako Shirahase, Izabela Barińska, Tova Benski, Chih-Jou Jay Chen, Jan Fritz, Koichi Hasegawa, Hiroshi Ishida, Grace Khunou, Allison Loconto, Susan McDaniel, Elina Oinas, Laura Oso Casas, Bandana Purkayastha, Rhoda Reddock, Mounir Saidani, Ayse Saktanber, Celi Scalón, Nazanin Shahroki.

Équipes régionales

Monde arabe : Sari Hanafi, Souraya Mouloudji Garrouddji, Fatima Radhouani, Mounir Saidani.

Argentine : Alejandra Otamendi, Juan Ignacio Piovani, Pilar Pi Puig, Martín Urtasun.

Bangladesh : Habibul Haque Khondker, Hasan Mahmud, Jewel Rana, US Rokeya Akhter, Toufika Sultana, Asif Bin Ali, Khairun Nahar, Kazi Fadia Esha, Helal Uddin, Muhaimin Chowdhury, Md. Eunos Ali.

Brésil : Gustavo Taniguti, Andreza Galli, Lucas Amaral Oliveira, Benno Warken, Angelo Martins Junior, Dmitri Cerboncini Fernandes.

France/Espagne : Lola Busuttil.

Inde : Rashmi Jain, Nidhi Bansal, Pragya Sharma, Manish Yadav, Sandeep Meel.

Indonésie : Kamanto Sunarto, Hari Nugroho, Lucia Ratih Kusumadewi, Fina Itriayati, Indera Ratna Irawati Pattinasarany, Benedictus Hari Juliawan, Mohamad Shohibuddin, Dominggus Elcid Li, Antonius Ario Seto Hardjana, Diana Teresa Pakasi, Nurul Aini, Geger Riyanto, Aditya Pradana Setiadi.

Iran : Reyhaneh Javadi, Niayesh Dolati, Abbas Shahrazi, Sayyed Muhamad Mutallebi, Vahid Lenjanzade.

Japon : Satomi Yamamoto, Yuko Masui, Riho Tanaka, Marie Yamamoto, Shogo Ariyoshi, Kazuma Kawasaki, Sae Kodama, Koki Koyanagi, Tatsuhiro Ohata, Shunji Sugihara, Ryo Wakamatsu.

Kazakhstan : Aigul Zabirowa, Bayan Smagambet, Adil Rodionov, Almash Tlespayeva, Kuanysh Tel, Almagul Mussina, Aknur Imankul.

Pologne : Jakub Barszczewski, Iwona Bojadźjewa, Katarzyna Dębska, Anna Dulny-Leszczynska, Krzysztof Gubański, Monika Helak, Sara Herczyńska, Justyna Kościńska, Agata Kukla, Adam Müller, Weronika Peek, Zofia Penza-Gabler, Jonathan Scovil, Agnieszka Szypulska, Aleksandra Wagner, Mateusz Wojda.

Roumanie : Cosima Rughiniș, Raisa-Gabriela Zamfirescu, Luciana Anăstăsoaie, Cristian Chira, Diana Alexandra Dumitrescu, Radu Dumitrescu, Iulian Gabor, Dan Gițman, Alecsandra Irimie-Ana, Cristiana Lotrea, Ioana Mălureanu, Bianca Mihăilă, Andreea Elena Moldoveanu, Oana-Elena Negrea, Mioara Paraschiv, Codruț Pînzaru, Susana Maria Popa, Adriana Sohodoleanu, Maria Stoicescu, Cătălin Varzari.

Russie : Elena Zdravomyslova, Anastasia Daur, Valentina Isaeva.

Taiwan : Jing-Mao Ho.

Turquie : Gül Çorbacıoğlu, İrmak Evren.



La réflexion sur les transformations et les alternatives concernant l'organisation actuelle des sociétés a toujours fait partie de la réflexion sociologique, tout comme la recherche empirique sur les changements sociétaux. Ces contributions en provenance du monde entier donnent un aperçu théorique et empirique sur ces questions.



Une proportion non négligeable des pauvres et des exclus dans le monde restent des femmes. Les articles compilés pour ce symposium traitent de la relation entre le genre et les inégalités dans différentes sphères – de celle du financement de la recherche et du néolibéralisme à celle de l'État et du monde du travail.



Cette section donne un aperçu des approches théoriques et de la recherche empirique en provenance d'Afrique du Sud sur des questions concernant non seulement ce pays mais aussi le Zimbabwe et la Tanzanie ainsi que l'Afrique dans son ensemble. Le reportage photo final offre un autre regard sur l'histoire de Johannesburg.



Dialogue Global est rendu possible grâce au généreux concours des **Éditions SAGE**.

Édition française : ISSN 2519-8696

> Dans ce numéro

Éditorial	2	La dimension du genre dans le financement de la recherche	
		Liisa Husu, Finlande/Suède	25
		Les attaques contre l'égalité des sexes en République tchèque	
		Blanka Nyklová, République tchèque	27
		Persistance et changements : les inégalités hommes-femmes aux États-Unis	
		Margaret Abraham, États-Unis	29
		Genre et inégalités dans le monde arabe	
		Lina Abirafteh, Liban	31
		Les femmes au travail dans le contexte asiatique	
		Nicola Piper, Royaume-Uni	33
		L'IPSP : progrès social et réflexions sur le genre	
		Jeff Hearn, Finlande/Suède/Royaume-Uni	35
> PARLONS DE SOCIOLOGIE			
Forêts en flammes : Entretien avec Nandini Sundar			
Johanna Grubner, Autriche	5		
> TRANSFORMATIONS ET ALTERNATIVES			
Une brève histoire des alternatives sociologiques			
Matt Dawson, Royaume-Uni	8		
L'avenir en devenir			
Rainer Rilling, Allemagne	10		
Les multiples voix du <i>Buen Vivir</i>			
Mateo Martínez Abarca, Mexique	12		
L'autre avenir du monde arabe			
Abdelkader Latreche, Qatar/Algérie	14		
Ramasseurs de déchets en Afrique du Sud : le poids des préjugés			
Teresa Perez, Afrique du Sud	16		
Les petits exploitants du Zimbabwe s'adaptent au changement climatique			
Christopher Mabeza, Zimbabwe	18		
> HOMMAGE À ERIK OLIN WRIGHT			
Erik Olin Wright, un utopiste réel			
Michael Burawoy, États-Unis	20		
Mes souvenirs d'Erik Olin Wright			
Michelle Williams, Afrique du Sud	22		
> INÉGALITÉS DE GENRE ET INÉGALITÉS SOCIALES			
Les liens entre genre et inégalités : introduction			
Birgit Riegraf, Allemagne, Lina Abirafteh, Liban et Kadri Aavik, Finlande	23		
		> SOCIOLOGIE D'AFRIQUE (DU SUD)	
		Pauvreté et inégalités : l'Afrique du Sud en guise d'avertissement	
		Jeremy Seekings, Afrique du Sud	37
		Pentecôtisme et christianisme charismatique en Afrique du Sud	
		Mokong S. Mapadimeng, Afrique du Sud	40
		Envahisseuses de l'espace : les femmes dans les mines	
		Asanda Benya, Afrique du Sud	43
		Les répercussions extra-économiques du chômage	
		Thabang Sefalafala, Afrique du Sud	45
		Comment nourrir la planète : l'exemple de la Tanzanie	
		Marc C.A. Wegerif, Afrique du Sud	47
		L'État prédateur du Zimbabwe	
		Jabusile Madyazvimbishi Shumba, Zimbabwe	50
		Jozi, la cité précaire de l'or	
		Alexia Webster et Edward Webster, Afrique du Sud	52
		> RUBRIQUE OUVERTE	
		Le populisme de droite et les conceptions de la solidarité	
		Jörg Flecker, Carina Altreiter, István Grajczar et Saskja Schindler, Autriche	57

“ Le plus difficile en temps de crise est de ne pas oublier que nous avons aussi la responsabilité de continuer à faire de la recherche. Parfois, l'écriture sociologique peut apparaître comme un projet personnel qui n'est utile à personne d'autre qu'à l'auteur, parfois elle peut apparaître comme une entreprise vaine, surtout si elle n'est pas très originale, mais au final, nous sommes payés pour apporter au monde les connaissances supplémentaires que nous pouvons, aussi limitées soient-elles.”

Nandini Sundar

> Forêts en flammes

Entretien avec Nandini Sundar

Nandini Sundar est professeure de sociologie à la Delhi School of Economics de l'Université de Delhi. Auteure de *The Burning Forest: India's War in Bastar* (Juggernaut Press, 2016, et nouvelle édition sous le titre *The Burning Forest: India's War Against the Maoists*, Verso, 2019), elle a également dirigé l'ouvrage collectif *The Scheduled Tribes and Their India* (OUP, 2016), *Civil Wars in South Asia: State, Sovereignty, Development* (avec Aparna Sundar, SAGE, 2014), et *Inequality and Social Mobility in Post-Reform India*, numéro spécial de *Contemporary South Asia* (avec Ravinder Kaur, 2016). Elle est également l'auteure de *Subalterns and Sovereigns: An Anthropological History of Bastar* (2e éd., 2007), coauteure de *Branching Out: Joint Forest Management in India* (2001) et a dirigé la publication de *Legal Grounds: Natural Resources, Identity and the Law in Jharkhand* (2009) et co-dirigé celle de *Anthropology in the East: The founders of Indian sociology and anthropology* (2007). Sundar a été entre 2007 et 2011 rédactrice en chef de *Contributions to Indian Sociology* et a siégé aux conseils d'administration de plusieurs revues, centres de recherche et commissions gouvernementales. Elle a reçu en 2010 le Prix Infosys en sciences sociales (dans la spécialité « Anthropologie sociale »), en 2016 le Prix Ester Boserup pour la recherche en développement, et en 2017 le Prix Malcolm Adiseshiah pour contribution méritoire à la sociologie du développement.

Depuis 2005, Nandini Sundar est engagée dans la lutte pour la défense des droits de l'homme. En 2011, suite à la procédure judiciaire qu'elle a entamée contre l'État du Chhattisgarh, la Cour suprême de l'Inde interdisait dans un arrêt historique le soutien de l'État aux milices armées. Sundar traite régulièrement des questions d'actualité dans les médias ; ses articles sont disponibles sur <http://nandinisundar.blogspot.com>.

Elle est ici interviewée par **Johanna Grubner**, doctorante à l'Université Johannes Kepler de Linz (Autriche) et assistante d'édition de *Dialogue Global*.



Nandini Sundar.

JG : Dans votre livre paru en 1997 et acclamé par la critique, *Subalterns and Sovereigns: An Anthropological History of Bastar*, vous vous intéressez à l'histoire du Bastar aux XIX^e et XX^e siècles. Comment est né votre intérêt pour cette région du centre de l'Inde ?

NS : Lorsque j'ai commencé mon doctorat à la fin des années 80 au département d'anthropologie de l'Université Columbia, j'ai été inspirée par les travaux d'historiens marxistes comme E.P. Thompson et Eric Hobsbawm, ainsi que ceux d'anthropologues s'intéressant à l'économie politique, comme June Nash et William Roseberry. À l'époque en Inde, les débats entre chercheurs portaient sur le courant historique des *subaltern studies*. Je savais que je voulais étudier le colonialisme, l'expansion capitaliste et les rébellions paysannes et mouvements sociaux contemporains, mais il m'a fallu du temps pour décider où et comment le faire. En 1990, j'ai fait mon premier séjour au Bastar : cette région semblait réunir tout ce dont j'avais besoin pour un doctorat – un peuple généreux, des mouvements sociaux persistants, un passé de rébellion... et personne n'avait vraiment travaillé sur cette histoire.

>>

JG : Dans votre dernier livre *The Burning Forest: India's War Against the Maoists* [La forêt en flammes : La guerre de l'Inde contre les maoïstes], vous analysez les résultats de vos recherches et de vos travaux sur le terrain dans la région du Bastar. Pourriez-vous nous exposer brièvement les conflits sociaux et politiques spécifiques qui s'y déroulent aujourd'hui ?

NS : Cela fait plus d'un siècle que le centre de l'Inde est exploité pour ses ressources forestières et minérales, et le processus s'est intensifié au début du XXI^e siècle. De grandes entreprises se sont fait octroyer des concessions minières, ce qui a entraîné le déplacement de communautés locales ainsi que des bouleversements environnementaux et sociaux. Au travers de différents mouvements, la population s'est opposée à ces déplacements forcés. L'une des formes de résistance apparues depuis une vingtaine d'années a été de participer à des activités de guérilla armée aux côtés du Parti communiste (maoïste) d'Inde. Les opérations anti-guérilla menées par le gouvernement se sont traduites par de nombreuses exécutions extrajudiciaires, la prolifération massive de camps de sûreté et la militarisation de la zone. Actuellement, aussi bien le gouvernement que les maoïstes ne renoncent pas aux méthodes armées, tout en prétendant, dans un camp comme dans l'autre, rechercher le dialogue et la paix dans l'intérêt de la population.

JG : Dans *The Burning Forest*, vous remettez en question le statut et la conception de la démocratie et les pratiques démocratiques en Inde et affirmez que « l'Inde est une démocratie dotée de toutes les institutions qui vont avec (...) mais ce que cela signifie pourrait ne pas correspondre à nos attentes ». Pourriez-vous préciser le sens de votre critique ?

NS : Des éléments souvent considérés comme essentiels à la démocratie, tels que les élections ou les mesures de protection sociale, sont souvent utilisés pour délégitimer des modes alternatifs de protestation ainsi que des modes de vie qui ne s'accordent pas avec la vision de l'État d'une croissance sans emploi. Il s'agit notamment de formes de coexistence avec la forêt ainsi que de toute une variété de pratiques productives artisanales. Même en temps « normal », la représentation électorale pose problème en raison des inégalités structurelles qui caractérisent son mode de fonctionnement, notamment les énormes sommes d'argent nécessaires pour mener une bataille électorale, qui rendent les partis dépendants du monde des affaires et facilitent diverses pratiques de corruption. Cependant, pour lutter contre une insurrection ou en cas de conflit, l'utilisation de l'appareil démocratique comme instrument d'oppression plutôt que comme instrument de représentation est particulièrement évidente. Par exemple, les gens se voient contraints de voter pour légitimer l'ordre politique établi, et des partis et organisations sont interdits de façon sélective. Actuellement, en Inde, une bonne partie des médias ont été cooptés par la droite et fonctionnent comme des propagandistes de haine sous couvert de nationalisme. De plus

en plus, l'ensemble des institutions qui soutiennent la démocratie, telles que le pouvoir judiciaire, les autorités de régulation, etc., sont vidées de leur substance. Le jeu politique démocratique – sous l'apparence de la séparation des pouvoirs et du consentement populaire de la population – fonctionne comme une limite à ne pas franchir par ceux qui voudraient réfléchir de manière approfondie à des alternatives créatives.

JG : Les conflits sociaux et politiques au Bastar impliquent l'État, ainsi qu'un certain nombre de groupes politiques et sociaux différents, qui ont chacun une organisation et des objectifs politiques et sociaux différents. Pouvez-vous nous parler du cadre théorique qui vous sert de fondement, ainsi que de l'approche empirique que vous adoptez pour saisir ces différences, et de la raison pour laquelle vous les jugez utiles ?

NS : Mon cadre théorique sous-jacent reste largement marxiste. Dans *The Burning Forest*, cependant, j'ai essayé de réaliser une étude ethnographique de la démocratie au travers des diverses aspirations que les gens associent au processus démocratique, ainsi que des réactions de différentes institutions comme les médias, le système judiciaire et les partis politiques. Ainsi voit-on comment l'impunité et la précarité vont de pair, mais aussi comment les gens ont la volonté de survivre et de se battre. J'ai essayé de m'adresser à un public généraliste, de sorte que la critique est implicite. Le choix des méthodes et des sites a été largement déterminé par les circonstances. Comme j'étais tellement impliquée dans ce que j'écrivais – en tant que plaideuse engagée contre les violations des droits de l'homme – il m'a été plus difficile d'accéder à certains milieux, tels que le milieu de la police et celui des forces de sécurité. Mais j'ai pu avoir accès à d'autres milieux et étudier notamment de près le processus juridique inhérent à l'engagement d'une procédure judiciaire d'intérêt public, et le fonctionnement du système judiciaire.

JG : D'après votre expérience, des études sociologiques sur le terrain comme celle que vous avez menées au Bastar peuvent-elles nous aider à comprendre plus généralement la structure sociale des conflits ? Et dans ce cas, pourriez-vous nous parler de certains des éléments de votre travail que vous estimez particulièrement intéressants au regard des conflits sociaux en dehors du contexte du Bastar ?

NS : Il y a beaucoup de résonances entre ce qui se passe au Bastar et ce qui se passe ailleurs, en particulier dans les régions riches en ressources où vivent des peuples autochtones. J'ai beaucoup appris des travaux consacrés aux mouvements latino-américains et à la violence d'État, ainsi que des études sur la contre-insurrection, y compris sur l'utilisation par les Britanniques des lois d'exception et des « hameaux stratégiques » en Malaisie, au Vietnam, etc.

Il y a de nombreuses manières de traiter un sujet comme celui-ci, et je pense à au moins trois autres livres que

j'aurais pu écrire : autour du « vigilantisme » et des questions d'autorité, d'imputabilité indirecte de l'État et de responsabilité individuelle ; autour du droit et de sa mise en application fugace, et de la façon dont le droit constitue un cadre pour l'État ; ou autour des émotions contradictoires que suscitent les guerres civiles. De plus, à la différence des excellents travaux sociologiques et anthropologiques qui existent sur la gauche armée latino-américaine, nous ne disposons pas d'une étude approfondie du mouvement maoïste consacrée, par exemple, aux changements qu'il a entraînés dans la distribution des terres et l'économie politique agraire locale. Je pense que cette étude vaudrait la peine d'être menée.

JG : Lorsque les principes démocratiques sont remis en question et les droits humains fondamentaux sont violés, quelles sont selon vous les responsabilités des sciences sociales et plus particulièrement de la sociologie en tant que discipline ?

NS : Nous avons tous des responsabilités multiples – en tant que citoyens, en tant que sociologues, en tant qu'enseignants. Il y a des moments où l'on se sent appelé à endosser notre habit de citoyen – assister à une manifestation, signer une pétition, témoigner devant un tribunal, etc. À d'autres moments, notre responsabilité envers nos étudiants et nos collègues prend le dessus, et le rythme implacable de la vie universitaire fait obstacle à d'autres types d'activités. Le plus difficile en temps de crise est de ne pas oublier que nous avons aussi la responsabilité de continuer à faire de la recherche. Parfois, l'écriture sociologique peut apparaître comme un projet personnel qui n'est utile à personne d'autre qu'à l'auteur, parfois elle peut apparaître comme une entreprise vaine, surtout si elle n'est pas très originale, mais au final, nous sommes payés pour apporter au monde les connaissances supplémentaires que nous pouvons, aussi limitées soient-elles. En ces temps de précarité universitaire, il est également important de ne pas oublier qu'avoir un emploi est un privilège.

JG : Vous êtes considérée comme une universitaire en même temps qu'une activiste. Vous reconnaissez-vous dans cette description ? Et comment décririez-vous ce qui caractérise la relation entre le monde universitaire et le monde politique en Inde, et en quoi cela influe sur votre travail ?

NS : Je fais depuis longtemps partie de plusieurs plateformes de défense des libertés individuelles et de plateformes opposées à la loi sur les violences intercommunautaires, mais c'est parce que j'étais profondément investie dans mes recherches au Bastar que j'ai été amenée en 2005 à m'engager pratiquement à plein temps dans la lutte pour les droits de l'homme. En 2007, lorsque nous avons engagé une procédure judiciaire devant la Cour

suprême contre les milices d'autodéfense et les atrocités commises par l'État, je n'imaginai pas, cependant, que nous serions encore devant les tribunaux en 2019. Nous avons obtenu un arrêt important de la Cour en 2011, interdisant le soutien de l'État aux milices et ordonnant l'indemnisation de toutes les victimes, mais le gouvernement a refusé de l'appliquer, et donc nous continuons à lutter pour que justice soit faite. En 2016, la police du Chhattisgarh par mesure de rétorsion a déposé plainte contre six d'entre nous avec de fausses accusations de meurtre, port d'armes, participation à des émeutes, etc., ainsi que des accusations en vertu de la Loi sur la prévention des activités illégales, l'une des principales lois antiterroristes de l'Inde. Heureusement, nous avons obtenu de la Cour un sursis et n'avons pas été emprisonnés, mais les accusations n'ont été levées qu'en février 2019.

Avec le temps, mon activisme au Chhattisgarh s'est réduit à mesure que d'autres personnes ont commencé à travailler elles aussi sur cette question. Personnellement, je trouve difficile d'être à la fois une bonne activiste et une bonne universitaire, ne serait-ce que par l'investissement en temps que cela représente. De nombreux spécialistes indiens des sciences sociales sont engagés dans une forme ou une autre d'activisme, car les problèmes autour de nous sont particulièrement visibles et pressants. Mais il y en a d'autres qui considèrent l'activisme avec dédain, au motif qu'il nuit à l'objectivité et à la qualité de la réflexion théorique. Dans l'Inde de Modi, préserver l'université comme espace de réflexion théorique est devenu une tâche difficile, sachant que des séminaires et des colloques sont interdits, des invitations de conférenciers annulées, des étudiants accusés de sédition et battus, et des livres – dont le mien – retirés des programmes d'études au nom de leur caractère supposément « anti-national ».

JG : Comme vos travaux ont déjà suscité un vif intérêt, de nombreuses personnes seront sans aucun doute curieuses de connaître vos intentions pour l'avenir. Pouvez-vous nous parler brièvement de vos projets pour les années à venir, à la fois comme activiste et comme chercheuse ?

NS : Cela dépend en partie de l'avenir politique de l'Inde et du traitement qui sera réservé aux universités sous les prochains gouvernements. J'ai plusieurs projets en tête, dont une étude sur l'élaboration de la constitution de l'Inde, et une autre sur la contribution des mouvements étudiants à la vie politique nationale, mais je ne sais pas encore sur lequel d'entre eux je déciderai finalement de me centrer. J'aimerais beaucoup faire de la recherche sur un autre continent, mais je ne sais pas si et quand cela sera possible. Cela dépend aussi en grande partie de l'obtention d'un congé de mon université, ce qui est devenu aujourd'hui de plus en plus difficile. ■

Toute correspondance est à adresser à Nandini Sundar <nandinisundar@yahoo.com>

> Une brève histoire des alternatives sociologiques

Matt Dawson, Université de Glasgow (Royaume-Uni)



La réflexion sur des modes alternatifs d'organisation de la société a toujours fait partie intégrante de la sociologie.
C. Duncan/Flickr. Certains droits réservés.

« **A** lors, quelle est l'alternative ? » Je ne peux pas être le seul sociologue à qui l'on demande ce que la sociologie a à offrir comme alternatives aux problèmes sociaux qu'elle décrit si rigoureusement. C'est en partie ce questionnement, et mon incapacité occasionnelle à y répondre, qui m'a incité à écrire *Social Theory for Alternative Societies*, où j'ai essayé de présenter les principales alternatives proposées par les sociologues. Cela m'a permis de constater qu'il existait une riche histoire d'alternatives sociologiques. Comme d'autres l'ont souligné, une discipline qui, comme le fait de plus en plus la sociologie, se fonde sur la critique et conteste l'inévitabilité de ce qui est, se trouve automatiquement confrontée à la question de ce qui *pourrait être*, c'est-à-dire à la question des alternatives. Pour les sociologues qui sont aujourd'hui aux prises avec ce dilemme, il serait utile de mieux connaître l'histoire de ces alternatives.

Ce que nous constatons lorsque nous étudions cette histoire, c'est le lien étroit qui existe entre la formulation d'une critique et la proposition d'une alternative. Même Karl Marx, qui a dit sous forme de boutade qu'il n'écrivait pas de « recettes pour les marmites de l'avenir », a conceptualisé ce à quoi pourrait ressembler le communisme – l'éradication de la propriété privée, la réduction de la division du travail, le travail qui devient notre « principal besoin », etc. – afin d'étayer sa critique du capitalisme. Il en va de même pour les écrivains marxistes ultérieurs, que ce soit Henri Lefebvre qui a proposé l'autogestion pour éclairer la façon dont nous étions manipulés dans notre vie quotidienne, ou bien Herbert Marcuse qui a attiré l'attention sur la « nouvelle subjectivité » des êtres humains qui s'est manifestée à travers les mouvements du « grand refus » des années 1960 et 1970, ou la défense par Angela Davis de la suppression des prisons pour lutter contre le caractère pernicieux de l'industrie carcérale. Ces marxistes

avaient en commun de considérer certaines visions alternatives comme utiles et nécessaires pour remettre en question le statu quo.

Des sociologues d'opinions différentes s'accordaient sur le fait qu'il existait, dans de nombreux contextes, un lien étroit entre la critique et la proposition d'une alternative. Émile Durkheim a proposé de nombreuses alternatives, dont l'interdiction de l'héritage. L'héritage apparaissait comme étant incompatible avec la nouvelle France moderne qui mettait l'accent sur l'individualisme et la méritocratie, outre qu'il exacerbait les problèmes liés aux inégalités économiques, ce pour quoi il devait être interdit. En Écosse, Patrick Geddes a cherché à venir à bout de la surpopulation et des conditions insalubres de la ville de l'ère industrielle grâce à un système de « chirurgie protectrice » destiné à réaménager les villes en mettant l'accent sur les espaces civiques. Le *Patrick Geddes Heritage Trail*, dans la vieille ville d'Édimbourg, témoigne de l'impact de ses idées. Pendant ce temps, aux États-Unis, W.E.B. Du Bois réagissait à l'évolution des systèmes d'inégalité raciale en proposant différentes alternatives. Il est passé d'une croyance optimiste et libérale en la science et l'éducation, exprimée à travers la défense de son « American Negro Academy », à une dénonciation radicale de la ségrégation économique des Noirs, afin de montrer la possibilité d'une alternative par-delà le capitalisme.

Comme l'affirme C. Wright Mills dans *L'imagination sociologique*, la sociologie essaie de rendre la société plus démocratique, et il n'est donc pas surprenant de voir des alternatives qui mettent l'accent sur le renforcement de la démocratie. À Chicago, George Herbert Mead soulignait la difficulté pour le « génie » de tout peuple de s'exprimer dans une démocratie qui réduit la politique à une bataille de « personnalités » et préconisait au contraire une série de réformes sociales – implantations sociales, clubs municipaux, ligues de protection des immigrants, arbitrage dans les grèves, campagnes de suffrage, éducation spécialisée – qui garantissent à tous les citoyens la possibilité de s'exprimer de manière démocratique. Pendant ce temps, exilé à Londres, Karl Mannheim présentait un système de « démocratie militante » comportant un ensemble de valeurs démocratiques fondamentales strictement appliquées et une « nouvelle classe dirigeante », formée en sociologie afin d'éviter la montée du fascisme.

La sociologie féministe a également contribué de manière significative à la recherche d'alternatives. Selma James et Mariarosa Dalla Costa, en réponse à des écrivaines antérieures comme Margaret Bentson, qui avait

préconisé la socialisation des travaux ménagers, ont présenté le versement de salaires pour les travaux ménagers comme un moyen de surmonter les inégalités liées au système patriarcal. Elles espéraient par là également faire des femmes un élément central de la lutte révolutionnaire pour une société socialiste. Plus tard, en relation avec le souci que la pornographie puisse avoir « sexualisé la hiérarchie » et reproduit une notion des femmes comme étant avant tout une source de satisfaction pour les hommes, Andrea Dworkin et Catherine MacKinnon ont tenté d'interdire la pornographie. Des féministes comme Lynne Segal et Sheila McGregor ont réagi en faisant valoir qu'au lieu de chercher à interdire la pornographie, nous devrions plutôt encourager les expressions féministes de la sexualité.

Ces alternatives, et d'autres comme la « troisième voie » d'Anthony Giddens, le plaidoyer d'Ulrich Beck pour « une Europe des citoyens » ou celles des nombreux sociologues qui ont contribué au débat sur le revenu de base donnent à penser que la sociologie devrait reconsidérer la nature de ses interventions publiques. Tandis que la défense d'une « sociologie publique » par Michael Burawoy a encouragé les sociologues à réfléchir sur la nature de leur activité publique, cela a parfois été exclu des exemples traditionnellement cités de la sociologie publique. Cependant, lorsqu'on regarde cette histoire en considérant la façon dont les sociologues ont proposé des alternatives, on trouve des exemples intéressants pour l'époque actuelle, que ce soit le réaménagement urbain de Geddes, l'organisation communautaire de Mead, l'activisme anti-carcéral d'Angela Davis ou les conférences radiophoniques de Mannheim. Ce type d'éclairage nous rappelle également le rôle que la fiction a joué en permettant aux sociologues de rendre compte des alternatives proposées. L'utopie féministe de Charlotte Perkins Gilman, *Herland*, qui met l'accent sur l'éducation collective des enfants et les relations durables entre l'humanité et la nature, est peut-être ici la plus significative.

Ruth Levitas pense que le travail des sociologues est porteur d'« utopies silencieuses » dans la mesure où ils consacrent beaucoup d'efforts à critiquer les diverses formes d'inégalité et de pouvoir en partant du principe qu'elles pourraient être éliminées. J'espère que ce court article a montré que, souvent, les sociologues n'ont pas gardé le silence sur les alternatives qu'ils avaient à proposer. La sociologie a une riche histoire d'alternatives dont on peut s'inspirer, et qui peuvent être débattues et soumises à la critique. Lorsqu'on nous demande « alors, quelle est l'alternative ? », nous avons beaucoup de réponses à proposer. ■

Toute correspondance est à adresser à Matt Dawson
<Matt.Dawson@Glasgow.ac.uk>

> L'avenir en devenir

Rainer Rilling, Université de Marbourg (Allemagne)



Par qui et par quoi est déterminé notre avenir ?
S. Vastano/Flickr. Certains droits réservés.

Le terme « transformation » est récent mais il a une histoire déjà riche. Il sert à décrire toutes sortes de changements, au niveau de la vie quotidienne comme au niveau politico-scientifique, aussi bien un changement de régime politique et le passage de l'ordre postcolonial à un capitalisme démocratique libéral, que les différentes variétés d'un capitalisme qui se mondialise et enfin, plus généralement encore, les « Grandes Transformations » de la relation entre l'homme et la nature, et des sociétés vivant sous la coupe du socialisme d'État en sociétés vivant sous la coupe du capitalisme et de ce qui suivra. Alors que les débats portent souvent sur la question de savoir comment et avec qui les différents acteurs peuvent opérer ces transformations, les récits de transformation, étonnamment, négligent souvent certains aspects de ce qu'est une « politique de l'avenir ».

« L'avenir est déjà là ; simplement il n'est pas encore réparti de manière équitable ». C'est ce que William Gibson, qui a inventé le terme de « cyberspace », aurait déclaré il y a un quart de siècle. Il n'a cependant rien dit de la répartition actuelle ou future de cet avenir – une question pourtant déjà soulevée depuis plusieurs siècles. L'émergence d'un nouveau rapport au temps au sein de la modernité bourgeoise n'a pas seulement révolutionné la distinction jusqu'alors valable entre passé, présent et futur, et changé le sens du « futur » en le faisant passer d'un mode passif à un mode actif (« le futur se fait »), elle

a aussi déplacé la recherche du profit et le calcul liés aux temps à venir – c'est-à-dire aux futurs – au cœur du nouveau système économique. En fin de compte, les sociétés précapitalistes axées sur le passé ont été transformées en sociétés d'accumulation du capital axées sur l'avenir. C'est aussi depuis lors qu'existent des projets stratégiques visant à s'emparer massivement du « continent du futur ».

Avec l'universalisation des marchés et la capitalisation de l'argent et leur « désencastrement » aussi bien territorial que social (Karl Polanyi), sont apparus des modèles stratégiques tels que les « avènements présents » (Niklas Luhmann) que l'on retrouve maintenant partout. Aujourd'hui, ce sont, par exemple, les paris à l'échelle mondiale sur l'avenir du couple argent/pouvoir qui domine l'industrie financière, les promesses de sécurité et l'expansion des « futurs appareils » d'État qui s'appuient sur la prévention, la violence et l'armée, ou les calculs effectués sur la durabilité écologique et le bénéfice économique issus du couplage révolutionnaire de la géoingénierie et d'un « capitalisme vert » de l'ère post-énergies fossiles. Plus que toute autre chose, la construction d'un dispositif complexe d'innovations technologiques et sociales à travers l'industrie dite 4.0, le *big data*, la société numérique, les espaces intelligents et la domination du numérique, représente la grande promesse d'une consolidation à l'échelle mondiale d'un projet de transformation des forces productives informationnelles et industrielles du capitalisme contemporain.

>>

Tout porte à croire que cela va une fois de plus révolutionner l'ensemble des comportements individuels et socioculturels liés à une époque, ainsi que les pratiques sociales qui ont émergé depuis le XIX^e siècle, telles que la précaution, la prévention, la préemption, la préparation et l'adaptation (la résilience), qui témoignent d'une croyance forte en l'avenir.

Ces grands modèles représentent, à la fois dans les domaines publics et privés, les capacités du capitalisme pour l'avenir et sont censés laisser la voie libre au profit et au pouvoir dans un contexte d'incertitude face aux avenir possibles. Leur dynamique n'est pas exempte de violences ni de crises, précisément parce que, malgré leur manque de simultanéité, ils ont développé leur propres organismes et modes de pouvoir et constituent par conséquent une force planétaire porteuse d'un potentiel extraordinaire de transformation.

En même temps, chacun de ces projets qui visent à exploiter le « continent du futur » ne cesse de générer des visions, utopies, mythes et attentes (Jens Beckert) d'une grande profondeur et d'une grande ampleur, qui permettent de soutenir la viabilité systémique du capitalisme contemporain. Ces projets fonctionnent comme des « générateurs de sens » (Georg Bollenbeck) et apportent des éléments d'interprétation du monde et de leurs « avenir présents ».

Que se passe-t-il lorsque nous échafaudons, racontons, calculons, écrivons, espérons, planifions l'avenir ou fantasmons dessus ? Il en résulte que les avenir deviennent présents (concrets, réels). C'est en identifiant, en interprétant et en élaborant les avenir ici et maintenant, qu'ils sont intégrés au présent – devenant par là-même des « avenir présents ». Tous ces avenir en jeu ont été et sont nommés, compris, interprétés et intégrés dans leurs présents respectifs, les rendant ainsi actuels et disponibles pour une prise de décision. L'ensemble du processus s'accompagne d'un effort pour minimiser la différence entre les réels « présents à venir » et les actuels « avenir présents », car chaque « avenir présent » est maintenu entre un ici et maintenant et un là et ensuite. Les avenir présents sont présents mais en même temps absents parce qu'ils n'ont pas eu lieu, ne sont pas encore là, et peuvent ne jamais avoir lieu. Ce sont ces présences dans le présent de quelque chose qui n'a pas eu lieu, ou qui pourrait ne jamais avoir lieu, qui font de ces avenir présents le fondement même des décisions, des actions ou des non-actions.

Il s'agit donc de savoir qui laisse « l'empreinte temporelle » (*Zeitabdruck*) d'un avenir présent dans le présent à venir, et quelle est-elle. Par ailleurs, il est nécessaire, dans le présent, de prendre des décisions sur les idées, les modèles, les imaginaires, les récits et les actions orientés vers l'avenir qui peuvent servir à susciter la confiance,

la crédibilité, l'acceptation, l'approbation et, en fin de compte, l'assurance que ce présent à venir en particulier – aussi indéfini et non prévisible soit-il – aura réellement lieu. C'est là le fin mot d'une « politique de l'avenir », une politique qui s'appuie sur des pieds instables – mais ce sont les pieds de géants.

Cependant, développer des avenir présents implique également de les éloigner d'autres avenir, comme l'a dit la futurologue britannique Barbara Adam : « *We make and take futures* » (nous créons et supprimons des avenir) – par exemple, ceux des exploités, des plus démunis, des sans-abri, des sans-papiers, des détenus ou des réfugiés. Ici, toute configuration puissante et hégémonique de l'avenir préfigure, détermine et érode le présent à venir de ceux qui suivent. Les crises, la pauvreté, les conditions de vie difficiles et l'austérité ramènent leur horizon à l'essentiel, c'est-à-dire à la survie dans l'adversité présente, ne laissant par conséquent guère de temps pour s'intéresser à l'avenir, à une vie meilleure et aux imaginaires qui lui sont associés. L'austérité est une attaque ininterrompue contre l'avenir des pauvres. Fermer ce champ du futur – ce « réservoir de possibilités » (Luhmann) – et exclure du pouvoir tout ce qui pourrait aller à l'encontre des projets dominants au travers de sous-structures concurrentes est symptomatique de la politique pour l'avenir qui domine ici et maintenant.

Cependant, ce n'est pas tant la portée des grands modèles et récits culturels relatifs aux promesses capitalistes pour l'avenir qui s'est nettement réduite au cours des 50 dernières années, que leur pouvoir d'influence et leur stabilité. Ces dix dernières années, l'expérience de la crise économique, l'effondrement accéléré des anciens modèles sociaux-démocrates-libéraux et la montée de la violence dans les discours politiques de la droite ont accéléré cette déstabilisation. Les discours nationalistes et fascistes – où les élites, et non les marchés, sont désignées comme coupables – sont ravivés et remis au goût du jour. La financiarisation et la crise financière de 2008 ont conduit à dévaloriser et détruire l'imaginaire de millions de présents à venir. Les nouvelles voies d'avenir, essentiellement culturelles, qui ont été réactivées ou combinées à partir de ces expériences et de ces possibilités depuis le début du XXI^e siècle, reposent donc de plus en plus sur des ruptures de tendance et des perturbations dans l'économie en vue d'imposer les cultures rétrogrades de la droite. Ainsi, les contre-lectures politiques du passé gagnent en influence et se stabilisent au plan institutionnel et économique.

Ceux qui entendent critiquer, réformer ou transformer radicalement le capitalisme d'aujourd'hui doivent à l'évidence tenir compte du fait que le capitalisme est pour la première fois dans l'histoire une société du futur qui fonctionne sur la base d'avenir probables, plausibles et possibles – dont le mot d'ordre actuel est, bien sûr, l'invocation massive des récits faisant référence aux politiques du passé. ■

Toute correspondance est à adresser à Rainer Rilling <rillingr@mail.uni-marburg.de>

> Les multiples voix du *Buen Vivir*

Mateo Martínez Abarca, Universidad Nacional Autónoma de México (Mexique) et Centre d'études sociales de l'Université de Coimbra (Portugal)



| Illustration : Arbu.

Ces dernières années, l'Amérique latine, en particulier la région andine, a été le théâtre d'un débat de grande ampleur autour de l'idée du *Buen Vivir*. Le *Buen Vivir* est une idée puissante qui a parcouru un long chemin en très peu de temps. Elle est d'abord apparue dans la foulée des luttes indigènes des années 1990, puis s'est développée dans le cadre d'intenses discussions dans les milieux intellectuels et universitaires de gauche, et enfin, dans des pays comme l'Équateur, où ce concept a été décisif dans l'élaboration d'une nouvelle constitution nationale en 2008 (et qui a donc été transposé par la suite dans la politique des pouvoirs publics). Mais qu'est-ce que le *Buen Vivir* au juste ? Faut-il le considérer comme une proposition dotée d'une valeur pratique pour la construction d'un autre type de société, non seulement en Amérique latine, mais à travers le monde ?

Il existe de nombreuses manières de définir le *Buen Vivir*, qui dépendent en grande partie du lieu où il est énoncé. En ce sens précisément, c'est une idée qui varie selon la tonalité et la force de la voix qui l'invoque. Le *Buen Vivir* n'a donc pas la même signification pour tous les peuples autochtones, ni pour toutes les femmes autochtones, ni pour tous les écologistes, les intellectuels, les ONG ou même le gouvernement équatorien. Le *Buen Vivir*, littéralement « le bien vivre », indique en fin de compte un concept riche mais insaisissable, un concept en cours de construction, d'autant plus difficile à saisir qu'il est sans cesse construit et reconstruit, négocié et renégoциé.

Pour les peuples autochtones, par exemple, le *Buen Vivir* ne peut être compris sans avoir pris la mesure d'une philosophie et d'une représentation de la réalité particulières. En Équateur, les Kichwa utilisent le concept de *Sumak*

>>

Kawsay comme équivalent du *Buen Vivir*. Le *Sumak Kawsay* peut être défini comme une idée utopique enracinée dans la *Pachamama* (qui peut se traduire par « la Terre-Mère »), suivant laquelle l'ensemble des relations sociales entre les êtres humains et la nature sont intégrées dans la communauté selon les principes de complémentarité, de réciprocité, de solidarité et d'égalité. Pour ceux qui parlent le kichwa, le *Sumak Kawsay* peut être compris comme le contraire du *Llaki Kawsay*, ou « le mal vivre », qui correspond au caractère malheureux de la vie en l'absence de communauté. Les Aymaras de Bolivie ont un concept similaire quoique différent appelé *Suma Qamaña*. Les Guaranis du Paraguay l'appellent *Ñandereko*, tandis que les Mapuches du Chili et d'Argentine parlent de *Küme Mongen*.

Pour les intellectuels et les universitaires, en particulier au sein de la gauche latino-américaine, le *Buen Vivir* est fortement associé aux problèmes du développement, de la croissance et de l'extractivisme. Dans le cadre d'une organisation capitaliste de la vie, la croissance économique repose sur la marchandisation des activités productives humaines et de la nature elle-même (allant jusqu'à englober les processus humains et naturels « non productifs »). Dès lors, le *Buen Vivir* serait l'antithèse radicale des modes d'évaluation de la société de marché : une affirmation de la valeur d'usage par rapport à la valeur d'échange, suivant une distinction qu'auraient pu énoncer les théoriciens matérialistes des XIX^e et XX^e siècles. En ce sens, le *Buen Vivir* ne consisterait pas seulement à s'efforcer de suivre une logique sociétale post-croissance, mais aussi à construire une rationalité économique post-capitaliste totalement différente.

En tout état de cause, le *Buen Vivir* doit être compris comme une critique de la modernité fondée sur des ontologies différentes, non occidentales – y compris celles qui sont généralement présentées comme marxistes – dans un contexte de crise des modèles coloniaux et eurocentriques de pouvoir au niveau mondial. Du point de vue du développement théorique, le *Buen Vivir* tire de multiples idées de la théorie critique, de la théorie postcoloniale, du féminisme, des *cultural studies*, *race studies* et *gender studies*, et de l'écologie politique. Mais son importance historique tient principalement à l'expérience limitée, souvent difficile, vécue par les mouvements sociaux, en particulier les mouvements indigènes, qui ont donné l'impulsion nécessaire pour que leurs réflexions et engagements soient traduits en un ensemble d'idéaux à même de guider leurs luttes. De même, le *Buen Vivir* échappe constamment à la réification, la fluidité du concept constituant l'un de ses principaux atouts par rapport à la stagnation théorique dont pâtissent souvent d'autres propositions à caractère utopique.

À de nombreuses occasions, des communautés ont inventé à partir de l'idée du *Buen Vivir* de nouveaux concepts

très utiles, destinés à résoudre des problèmes spécifiques au cours de leurs luttes. La notion de *Kawsak Sacha* ou « forêt vivante », élaborée par les peuples autochtones de Sarayaku, qui vivent dans le bassin amazonien équatorien, en est un exemple. Cette proposition, née en réaction à la menace que représente l'exploitation pétrolière sur leur territoire, avait pour objectif premier de nourrir le « projet de vie » de la communauté comme alternative à l'imposition de modèles extractifs depuis le début des années 2000. Quelques années plus tard, Sarayaku et des organisations alliées ont présenté une initiative de *Kawsak Sacha* au Sommet sur le climat de la COP21 à Paris en 2015, puis au Congrès mondial de la nature de l'UICN à Hawaï en 2016.

Le *Buen Vivir* n'a pas simplement reconsacré des « visions du monde ancestrales » – même s'il est vrai qu'il a ravivé divers éléments traditionnels de la mémoire historique des peuples autochtones. Le concept s'inscrit en fait dans un assemblage très développé d'idées et de pratiques s'adaptant constamment aux rythmes d'une réalité où l'exploitation persistante des travailleurs et de la nature reste centrale. Une erreur typique des universitaires et activistes des pays du Nord aussi bien que du Sud consiste à s'imaginer le *Buen Vivir* comme la dernière tendance de la spiritualité New Age, où des groupes d'indigènes et leurs alliés se rassemblent pour jouer du tambour les nuits de pleine lune tandis que le monde s'effondre autour d'eux. Cette vision en rose, rationnelle et pragmatiste du *Buen Vivir* reviendrait à mettre involontairement en avant la dépolitisation d'une proposition qui, dans sa forme la plus pure, constitue un défi intrinsèquement et profondément politique.

Ce type d'erreurs d'interprétation, ainsi que la cooptation dépolitisée de ses principes par certains gouvernements en tant que doctrine élaborée exclusivement par et pour une logique étatique, ont contribué à discréditer le *Buen Vivir* comme proposition de transformation radicale. C'est ce qui semble s'être produit en Équateur, où le *Buen Vivir* a été intégré à la Constitution depuis 2008. Malgré son potentiel transformateur de départ, la subordination du *Buen Vivir* au projet spécifique d'un gouvernement aligné sur ce qu'on a appelé la « vague rose » en Amérique du Sud, a fini de manière bureaucratique et a épuisé son potentiel de transformation de la société équatorienne au fur et à mesure que le régime sombrait dans un programme d'extractivisme intensif, dans des pratiques autoritaires et dans une série de scandales de corruption. Cependant, l'échec momentané de cette expérience ingénieuse d'opposition politique a également stimulé un processus essentiel d'autocritique, de renouvellement et d'apprentissage parmi les multiples groupes subalternes qui continuent à s'identifier au projet et à y croire. Or au bout du compte, ce seront ces voix multiples qui auront le dernier mot sur l'avenir du *Buen Vivir* comme instrument philosophique et politique de leurs luttes. ■

Toute correspondance est à adresser à Mateo Martínez Abarca
<abortocronico@gmail.com>

> L'autre avenir du monde arabe

Abdelkader Latreche, sociologue et démographe (Qatar/Algérie)



À une manifestation en Algérie, on peut lire sur une pancarte : « Vous avez tout volé : notre identité, notre histoire, notre révolution, notre indépendance, nos ressources, notre passé et notre présent. Mais vous ne volerez jamais notre avenir ». Photo d'Abdelkader Latreche.

la liberté, semblables à celles du XIX^e siècle en Europe, le présent est toujours opposé à l'histoire passée, dont les symboles doivent être détruits. À l'inverse, l'avenir est synonyme de renouveau, de rupture et de modernisme, à l'instar du mouvement de renaissance arabe qui au XIX^e siècle dénonçait la stagnation de la société arabe et préconisait l'émergence d'un nouvel espace politique moderne.

L'idée de l'avenir des Arabes, de la « nation arabe » ou des pays arabes a toujours été présente dans la pensée, les mouvements politiques et les partis arabes, avant et après les indépendances. Cette idée, qui ne peut être dissociée de l'histoire contemporaine des pays arabes, en particulier du mouvement de renaissance (*Nahda*), de la décolonisation, du processus de modernisation et de la création de nouveaux États-nations, a été pendant des décennies exclusivement associée à l'idée d'unité arabe et/ou d'action commune arabe. Des initiatives sociales et populaires liées au rêve arabe se poursuivent encore dans divers domaines littéraires, artistiques, sportifs et autres. De toute évidence, l'idée d'un avenir pour les Arabes transcende les générations et les époques. Mais c'est une idée qui est devenue un véritable défi, compte tenu notamment de la croissance démographique à venir de la population arabe.

> L'autre avenir

Depuis qu'ils ont accédé à l'indépendance, les pays arabes ont montré leur volonté de moderniser la gestion de l'État en créant et en adoptant de nouvelles institutions nationales et régionales, de nouveaux cadres juridiques et législatifs ainsi que diverses politiques nationales et régionales de développement. Ces efforts engagés à l'échelle nationale et régionale ont nécessité la mobilisation d'une quantité considérable de ressources nationales et ont toujours été tributaires d'une source principale de richesse : le pétrole ou le gaz, le tourisme ou encore l'agriculture. Une crise dans le secteur – provoquée par exemple par la fluctuation des prix du pétrole ou du gaz – se traduit par des déficits importants et par l'arrêt des investissements

Chercher à prévoir ou orienter l'avenir des pays arabes ou du monde arabe est une tâche difficile mais stimulante. Une tâche stimulante, parce qu'il est question de pays excessivement fascinés par leur avenir et tiraillés entre les splendeurs du passé et les misères du présent : il s'agit de sociétés engagées dans un débat perpétuel entre tradition (*qadim*) et modernité (*jadid*), et dans une dialectique permanente entre rupture et continuité dans leur quête d'un avenir meilleur, dont l'éternelle quête d'un renouveau du mythe de la « nation arabe ». Une mission difficile, parce que les pays arabes ont connu une phase de changement depuis le XIX^e siècle : après la décolonisation, est venu le temps de la construction de l'État-nation, puis diverses crises se sont succédées, causées par des divisions et des conflits et par la recherche du renouveau (*tajdid*). En s'engageant dans la lutte pour l'émancipation, le renouveau (le modernisme) conduit à se rebeller contre le traditionalisme et provoque des ruptures. C'est également pour cette raison que les pays arabes apparaissent toujours faibles et désireux de tout recommencer ; dans leurs révolutions pour

publics, entraînant une crise aussi bien économique que sociale. La spécificité des économies arabes et leur dépendance totale à l'égard d'un seul secteur ne peuvent perdurer ; les pays arabes doivent gérer leur économie autrement et changer la manière dont ils utilisent leurs ressources, en particulier le pétrole et le gaz. Ce changement fondamental, cette « rupture », nécessite une véritable diversification de l'économie par delà l'industrie pétrolière et gazière, afin de valoriser le travail productif, et d'encourager et de soutenir les activités productives locales de manière inclusive. Cela implique de mettre fin à toutes les pratiques d'exclusion fondées sur le genre, l'âge, la religion ou l'appartenance ethnique, économique, sociale, régionale et tribale, entre autres. La stabilité future des pays arabes passe par une réforme et une modernisation de leurs systèmes politiques de manière à garantir la participation de toutes les fractions de la population, et nécessite de rompre avec la conception du « président à vie » qui a dominé la scène politique arabe tout au long du XX^e siècle. L'autre rupture institutionnelle nécessaire concerne l'amélioration de l'efficacité des institutions politiques nationales, ainsi que la modernisation et la professionnalisation des institutions arabes régionales, qui doivent être renforcées et rendues plus autonomes par rapport au pouvoir politique.

Cet « autre » avenir des Arabes implique une rupture avec les mentalités en cours, en adoptant de nouvelles stratégies basées sur l'intensification et la valorisation des initiatives locales (individuelles ou collectives), de manière à faire émerger de « nouveaux citoyens » qui soient parties prenantes dans la vie économique, politique et sociale. Pour assurer leur participation, il est nécessaire que la société civile s'organise moyennant la création de diverses organisations sociales et associations professionnelles libres et autonomes, et que différents secteurs de la société, tels que les entrepreneurs, les professions libérales et les travailleurs intellectuels (avocats, ingénieurs, enseignants), les étudiants, les jeunes, les femmes ainsi que les institutions sociales, contribuent au développement général de la société. Un débat général sur l'élaboration des politiques nationales est également nécessaire. Il ne s'agit pas par là de réduire les compétences de l'État, mais de faciliter une participation accrue des partenaires non gouvernementaux afin de créer une gouvernance inclusive et de renforcer ainsi les liens entre gouvernants et gouvernés.

Cette rupture à la fois dans les comportements et les mentalités exige également un débat responsable et courageux sur les modes de gouvernance, et sur la condition de la femme dans les pays arabes, en évitant toute forme de populisme. De même, la place de l'islam dans la société doit être débattue sereinement afin de réaffirmer son rôle central au sein de l'État.

Mais l'avenir des pays arabes d'ici la fin du XXI^e siècle ne dépendra pas exclusivement de ruptures institutionnelles

et comportementales : il dépendra aussi de la manière dont les Arabes conçoivent leur place, leur rôle et leur fonction dans le monde, à la fois en tant que nations et en tant que région. Ne seront-ils éternellement que des producteurs de pétrole et de gaz et des importateurs de divers produits de consommation utiles ou non ? La région arabe sera-t-elle toujours une région de conflits et de guerres, produisant toujours plus de réfugiés et d'exclus ? Ou bien les pays arabes vont-ils former une région stable, sans conflits ni personnes déplacées, et dotée d'une solide protection sociale et d'un système éducatif et de santé performant ? Que produiront les nouvelles générations arabes en matière d'industrie, de médecine, de technologie et de science ? Quelle(s) sera/seront leur(s) contribution(s) ?

La combinaison de différentes ruptures institutionnelles et comportementales doit aller de pair avec l'émergence et l'élaboration du nouveau rôle et de la nouvelle place des pays arabes dans le monde. Cela n'exige pas tant des institutions ou une législation particulières que de croire en la possibilité d'un autre monde arabe. Cela pourrait constituer le point de départ d'un nouveau débat interne sur l'avenir que veulent les Arabes. Cet avenir ne se limitera pas à des réformes politiques improvisées, à la réunification ou à l'union, mais visera l'élaboration d'une vision régionale fondée sur les intérêts pragmatiques, fondamentaux et communs des pays arabes, le maintien de la stabilité, la prévention et la résolution des conflits, la prospérité, la sécurité, les échanges interrégionaux et la coopération.

L'avenir des Arabes à la fin du XXI^e siècle doit être créé et planifié aujourd'hui pour que les générations futures héritent des fondements d'un Nouveau Monde Arabe – des fondements qui doivent être amorcés et élaborés en interne, et non importés ou imaginés artificiellement. Il ne s'agira pas d'une rupture complète avec toutes les réalisations du passé ; au fil des siècles passés, les pays arabes ont connu des changements considérables et ont réagi aux événements, et cela devrait servir de base pour construire l'avenir. L'avenir doit être considéré comme une priorité dès maintenant, afin d'éviter de reproduire les mêmes mésaventures, frustrations et défaites du passé et du présent, qui résulteraient notamment de l'augmentation et de la multiplication des difficultés internes et externes dans un avenir proche et lointain.

Les conditions objectives nécessaires à l'émergence d'un nouveau monde arabe prospère – auquel aspirent les Arabes, mais aussi leurs voisins et amis – sont diverses. Les ruptures requises doivent se faire au moyen du dialogue et de l'échange, et non de la violence et de l'exclusion. C'est là l'un des défis les plus importants pour les générations actuelles et futures d'Arabes. C'est pourquoi l'avenir des Arabes doit être une préoccupation prioritaire pour tous les Arabes aujourd'hui – non pas celle d'un seul pays mais celle de l'ensemble de la région. ■

Toute correspondance est à adresser à Abdelkader Latreche <ablatre@yahoo.fr>

> Ramasseurs de déchets en Afrique du Sud : le poids des préjugés

Teresa Perez, Université du Cap (Afrique du Sud)



South African Waste Pickers Association (SAWPA, Association sud-africaine des ramasseurs de déchets).
Copyright : SAWPA.

Le mois dernier, j'ai fini d'emballer mes derniers effets personnels pour retourner au Royaume-Uni après sept ans passés au Cap. J'ai déposé devant chez moi ce dont je ne voulais pas, et une heure après, tout avait disparu : les ramasseurs de déchets avaient collecté, trié et vendu mes affaires. Pour moi, c'était un moyen rapide et pratique de réduire le gaspillage tout en aidant des gens à générer un revenu. Pour d'autres, je faisais preuve d'irresponsabilité en attirant des sans-abri dans le quartier, qui allaient bien sûr dépenser l'argent ainsi gagné en alcool et en substances illicites. Les groupes de surveillance du quartier n'ont guère été surpris par le cambriolage qui s'est produit à côté de chez moi quelques semaines plus tard : ces soi-disant « ramasseurs de déchets » sont les yeux et les oreilles des malfaiteurs.

Ces opinions extrêmes peuvent s'expliquer par le fait que les politiques publiques n'ont pas encore su vaincre les préjugés auxquels sont confrontés les ramasseurs de déchets. Ces stéréotypes négatifs affectent les chances pour la collecte des déchets de devenir un « emploi vert », ou pour les ramasseurs de déchets d'être employés dans l'industrie du recyclage. L'expression *waste picker* (« ramasseur de déchets ») ayant des connotations négatives, certains préconisent d'employer d'autres appellations, telles que *reclaimer*, « recycleur ». Je reprends l'expression *waste picker* utilisée par la South African Waste Pickers' Association (SAWPA) et la Global Alliance of Waste Pickers, qui militent pour de meilleures conditions de travail. Malgré leurs efforts, il n'existe pas de consensus sur les circonstances (s'il en est) dans lesquelles les ramasseurs de déchets devraient être soutenus.

> Politiques publiques et image de marque

L'ambiguïté entourant le ramassage des déchets se trouve exacerbée par la diversité des positions adoptées aux différents échelons politiques et d'une région à l'autre. Au niveau mondial, le ramassage des déchets s'inscrit dans l'agenda du « travail décent » de l'Organisation internationale du travail. Les ramasseurs de déchets sont présentés comme des acteurs importants dans la réalisation des objectifs de développement durable de l'ONU. Cela signifie que les ramasseurs de déchets sont des travailleurs potentiels de l'économie verte dans les pays du Sud global. Contrairement à leurs homologues du Nord, parfois connus sous le nom de *freegans* ou *dumpster divers* (« fouilleurs de poubelles »), les ramasseurs de déchets ne sont pas liés aux mouvements de défense de l'environnement. Ils sont rarement perçus comme des personnes ayant fait un choix volontaire, mais plutôt ayant fait un choix désespéré. Cette image est lourde de conséquences au niveau national. D'un côté, les pouvoirs publics peuvent, pour réduire les déchets, opter pour des méthodes à plus forte intensité de main-d'œuvre qui pourraient donner du travail aux ramasseurs mais qui sont le signe de niveaux élevés de pauvreté. D'un autre côté, ils peuvent rechercher des solutions technologiques comme la valorisation énergétique des déchets, qui imitent les méthodes européennes modernes mais créent moins d'emplois – et des emplois peu susceptibles d'être occupés par des personnes travaillant actuellement comme ramasseurs de déchets.

La ville du Cap a accueilli en 2017 la première grande usine d'Afrique de valorisation énergétique des déchets.

>>

Compte tenu des pénuries d'électricité et du retour des pannes régulières au moment de la rédaction du présent article, toute solution alternative au fournisseur d'électricité nationalisé (Eskom) serait une proposition facile à faire accepter. Autre avantage mis en avant lors de la mise en service de l'usine : les travailleurs (environ 80) n'auraient pas à trier les déchets comme les ramasseurs des décharges. En fait, contrairement à d'autres collectivités locales qui ont aidé les ramasseurs à former des coopératives, la collecte des déchets dans les décharges est interdite dans la ville du Cap. Si ces variations à l'intérieur de l'Afrique du Sud sont possibles c'est parce que, bien que la législation nationale (The Waste Act) stipule que les collectivités locales doivent avoir un plan de gestion des déchets, les moyens employés pour arriver à zéro déchet sont entièrement à la discrétion des décideurs politiques locaux. Dans les zones urbaines qui aspirent à devenir de « grandes villes internationales », il est important d'offrir une image de modernité pour attirer les investissements étrangers. Les ramasseurs de déchets de rue sont écartés des quartiers d'affaires lors de la préparation d'événements très médiatisés, tels que l'organisation de la Coupe du Monde de la FIFA. Toute opération de recyclage dans les rues tend à être considérée par les autorités locales comme un acte volontaire, mais n'est pas du tout encouragée. Cela s'explique en partie par les plaintes des riverains, en particulier dans les banlieues historiquement « blanches », où l'on associe la saleté à la criminalité.

> La perception des riverains

Le développement d'emplois verts implique une participation de la population. En effet, pour que les systèmes de collecte en bordure des rues soient un succès, il faut que les résidents séparent leurs déchets et soient disposés à ce que les anciens ramasseurs informels aient accès à leurs ordures ménagères et puissent y faire le tri. Actuellement, les ramasseurs peinent à se faire valoir comme des travailleurs potentiels, et à faire valoir leur travail comme un service public. Il existe un climat de suspicion concernant l'identité, ainsi que les motivations, de ces gens qui passent au crible les poubelles. Si l'on s'en tient à leur apparence, les ramasseurs ne se distinguent guère de vagabonds indigents. Souvent ils sont qualifiés de *bergies* (clochards). On s'imagine que fouiller dans les poubelles est un dernier recours pour ces personnes qui ont rompu les liens avec leur famille et leurs amis, et qui n'ont donc plus les relations sur lesquelles les personnes « normales » peuvent compter en cas de besoin. L'apparence physique des ramasseurs de déchets peut aussi donner l'impression qu'ils ne sont pas fiables. Nombreux sont ceux qui portent les marques de leur passage en prison, tatouages, cicatrices et autres signes physiques qui servent de marqueurs pour les discréditer. Dès lors, il leur est difficile d'apparaître comme des personnes qui ont réussi à sortir de la délinquance en se trouvant un emploi. Ils apparaissent au

contraire un tant soit peu inapprochables. L'absence d'interaction signifie que les riverains jugent les ramasseurs de déchets sur la base d'autres sources d'information.

Dans les banlieues aisées, les entreprises de sécurité privées alimentent les préjugés et la discrimination en déconseillant de donner aux ramasseurs ; ce faisant, elles alimentent le sentiment de peur que suscite leur activité. De même, les groupes de surveillance de quartier ne savent pas faire la différence entre les gens qui essaient de gagner leur vie et ceux qui s'apprentent à entrer par effraction dans les maisons. Les résidents se sont unis aux conseillers municipaux pour créer des patrouilles de rue qui pratiquent le profilage en fonction de la « race », de l'âge et du sexe, signalant et chassant toute personne considérée comme une menace pour leur sécurité et leur tranquillité. Les groupes WhatsApp formés par les riverains utilisent « BM » comme code pour *black man* (« homme noir ») afin de se tenir au courant des types de personnes indésirables vues dans le quartier. Les ramasseurs de déchets doivent par conséquent continuellement négocier et renégocier leur accès aux rues et aux ordures ménagères. Dans l'état actuel des choses, il apparaît peu probable qu'ils soient perçus par la population comme des travailleurs potentiels du secteur des services. Mis à part quelques soutiens de la part du gouvernement dans certaines régions d'Afrique du Sud et le travail des associations qui défendent leurs droits, les ramasseurs de déchets restent marginalisés. Par conséquent, les politiques publiques visant à les aider à former des collectifs ou à devenir des employés (comme c'est le cas dans certaines régions d'Amérique du Sud), ne parviennent pas jusqu'à ces personnes qui sont stigmatisées comme étant des fauteurs de trouble.

Les préjugés, exacerbés par des politiques incohérentes à l'échelle mondiale et locale, pèsent sur les ramasseurs de déchets en Afrique du Sud. Les stéréotypes, omniprésents, prennent leurs racines dans un mépris historique pour les travailleurs (d'ascendance non européenne) non réglementés, les empêchant d'obtenir le niveau de soutien nécessaire à leur participation à l'économie verte. Les ramasseurs de déchets sont perçus comme des vagabonds, dépendants de l'alcool ou de substances illicites, incapables de penser rationnellement, et une menace pour la sécurité et la tranquillité dans les banlieues résidentielles. Le ramassage des déchets est considéré comme une activité rétrograde et sale, et un moyen inefficace de réduire les déchets. Cette perception négative persiste d'autant plus que les politiques publiques considèrent les ramasseurs et le ramassage des déchets comme un indicateur de pays en développement. Ainsi, dans les villes soucieuses d'attirer le tourisme et les entreprises, les formes mécanisées de recyclage risquent de continuer à recueillir davantage l'adhésion de la population que les formes équivalentes à forte intensité de main-d'œuvre. ■

Toute correspondance est à adresser à Teresa Perez <tpz031@googlemail.com>

> Les petits exploitants du Zimbabwe s'adaptent au changement climatique

Christopher Mabeza, Zimbabwe Open University (Zimbabwe)

C'est un fait indéniable : le climat mondial est en train de changer. Les conséquences du changement climatique se font sentir de manière disproportionnée dans le monde entier, les populations des pays en développement étant les plus durement touchées. Le Zimbabwe ne fait pas exception. L'ensemble du paysage rural du pays porte l'empreinte des changements climatiques. La variabilité accrue de la pluviométrie a causé des ravages, les moyens de subsistance des petits exploitants confrontés à un épisode de sécheresse après l'autre devenant de plus en plus précaires. On fait généralement peu de cas du rôle d'avant-garde que jouent les petits exploitants agricoles dans la lutte contre la crise climatique. Face à cette menace existentielle, ils ont pourtant élaboré de remarquables stratégies d'adaptation au changement climatique. Malheureusement, leurs innovations sont souvent reléguées au second plan dans l'élaboration des politiques publiques, les responsables politiques répugnant à reconnaître le rôle crucial que jouent les innovations locales pour aider les communautés rurales à s'adapter au changement climatique. Les pouvoirs publics semblent essentiellement concevoir l'adaptation au changement climatique en termes de transfert technologique. Dans cet article, je montre que les stratégies déployées par les petits exploitants sont essentielles pour le développement des zones rurales.

L'expérimentation constante est au cœur des initiatives des petits exploitants agricoles des zones rurales du Zimbabwe, ce qui démontre une impressionnante ténacité. Leurs innovations aboutissent à de nombreuses impasses. Elles ne constituent pas de solution miracle à leur existence précaire, mais plutôt toute une batterie de solutions, c'est-à-dire une variété de solutions partielles pour s'adapter au changement climatique. Cela veut dire qu'il n'y a pas de solution unique, mais bien des solutions multiples, qui œuvrent ensemble pour combattre les effets du changement climatique.

Les Shona du Zimbabwe, qui composent le groupe ethnique le plus important du pays, se sont adaptés depuis des temps immémoriaux à la variabilité du climat. Fiers de leur réputation de travailleurs acharnés, ils n'ont aucune tolérance pour la paresse. Ils cultivent la terre principalement pour s'assurer d'avoir de quoi manger. Leur subsistance dépend de l'agriculture pluviale. Parmi ces agriculteurs se trouvent des personnes qui sont devenues des experts en agriculture et en adaptation à un environnement climatique changeant. Ces agriculteurs accomplis sont connus localement sous le nom de *hurudza*. On désigne parfois ces infatigables expérimentateurs sous le nom de *mutambanevhu* (celui qui « joue » avec la terre).

La plupart de leurs innovations sont fondées sur la conservation de l'eau.

De plus en plus, la collecte des eaux pluviales devient pour les agriculteurs une solution viable pour s'adapter à la variabilité accrue des précipitations – viable car sur ces terres peu productives, la pluie est réputée s'en aller aussi rapidement qu'elle est venue. Dans les zones rurales du Zimbabwe, un agriculteur qui a acquis une renommée mondiale comme collecteur d'eau, le regretté Zephaniah Phiri, a reçu un prix du National Geographic pour ses compétences en matière de collecte de l'eau. Il récoltait l'eau qui s'écoulait en cascade le long d'un affleurement rocheux près de sa maison. Il disait : « Je marie l'eau et la terre pour qu'elles ne s'enfuient pas et qu'elles élèvent une famille sur mon terrain ». Avec ces innovations, il cherchait à empêcher l'érosion des sols et à capter ainsi la majeure partie de l'eau pour l'irrigation de ses cultures. La plupart des petits exploitants agricoles recueillent l'eau de ruissellement et la canalisent vers de petits barrages qu'ils ont construits chez eux (photo 1). L'eau collectée est utilisée pour faire de la culture maraîchère. D'autres, qui se qualifient d'« ennemis de l'érosion », construisent un mur en travers d'un ravin, le transformant ainsi en un petit barrage qui est également utilisé pour la culture maraîchère (photo 2). Ce faisant, ils freinent l'érosion des ravins.



1. Un petit barrage sur la parcelle d'un petit exploitant, qui utilise l'eau ainsi canalisée pour arroser ses plants de tomates (à l'arrière-plan).



2. Ce petit barrage a été conçu pour lutter contre l'érosion des sols.

>>

Dans certaines zones rurales du Zimbabwe, des organisations non gouvernementales (ONG) ont initié ce qu'on appelle « l'agriculture de conservation » pour aider les agriculteurs à s'adapter au changement climatique. L'agriculture de conservation est fondée sur une perturbation minimale des sols et la conservation de l'eau. La plupart des agriculteurs qui pratiquent ce type d'agriculture utilisent de l'herbe pour le paillage (photo 3). Certains agriculteurs innovateurs qui pratiquent l'agriculture de conservation utilisent de vieilles boîtes de conserve pour fabriquer des pluviomètres (photo 4) et ainsi tenir des statistiques des précipitations.



3. Les agriculteurs utilisent de l'herbe pour le paillage.



4. À Shurugwi, un agriculteur pratiquant l'agriculture dite « de conservation » a fabriqué un pluviomètre à partir d'une boîte de conserve vide.

L'augmentation de la variabilité du climat dans les zones rurales du Zimbabwe a conduit à un phénomène qui se développe, celui de la « révolution bleue », en l'occurrence de la pisciculture. La pisciculture est plus « verte » que l'élevage en ce sens qu'elle émet moins de gaz à effet de serre. Il est encourageant de constater que la pisciculture est en train de devenir une activité de premier plan dans certaines régions du Zimbabwe. De petits exploitants construisent sur leurs terres des étangs à poissons (photo 5).

D'autres agriculteurs élèvent des poulets en plein air, ou ce que je préfère appeler des « poulets sans frontières ». L'élevage de poulets en liberté est maintenant adopté par de nombreux petits exploitants agricoles. Ces agriculteurs ont compris qu'il existe des moyens d'agir jusque dans



5. L'étang d'un petit exploitant.

l'adversité. Cela repose sur l'idée que la seule réponse raisonnable face aux changements est d'exploiter les possibilités qu'ils recèlent. Certains éleveurs élèvent jusqu'à 2.000 poulets « sans frontières ». Ils vendent leurs poulets dans les villes voisines et surtout dans la capitale, Harare, où la demande de poulets issus de l'agriculture biologique est très importante. Ce secteur d'activité est donc florissant, et les éleveurs espèrent augmenter le nombre de leurs poulets.

Les agriculteurs entreprenants diversifient leurs sources de revenus. Ils récoltent des produits forestiers non ligneux tels que les vers mopane, connus localement sous le nom d'*amacimbi* (photo 6). Les *amacimbi* sont un mets délicat et constituent un marché immédiatement accessible. Le produit de la vente sert à acheter de la nourriture et à payer les frais de scolarité des enfants.



6. Des vers mopane (*amacimbi*).

Les petits exploitants agricoles jouent un rôle essentiel dans le discours sur l'adaptation au changement climatique. Ils comprennent mieux leur environnement que les experts en politiques publiques. Ils sont d'importants dépositaires de connaissances qui peuvent être mises à profit pour aider les communautés à s'adapter au changement climatique. Il appartient aux décideurs politiques de prendre en considération ces diverses solutions innovantes en provenance des petits exploitants. ■

Toutes les photos sont de l'auteur.
Toute correspondance est à adresser à Christopher Mabeza <cmmabezah@gmail.com>

> Erik Olin Wright : un utopiste réel¹

Michael Burawoy, Université de Californie à Berkeley (États-Unis)



Erik Olin Wright parlant de son concept d'« utopies réelles ».
Rosa-Luxemburg-Stiftung/Flickr. Certains droits réservés.

Où cela a-t-il commencé ? C'est difficile à dire. Erik se plaisait à faire remonter son intérêt pour les utopies à 1971, lorsqu'il était étudiant au séminaire unitarien-universaliste de Berkeley, ce qui lui permit d'échapper à la conscription. C'est à cette époque qu'il anime un séminaire intitulé « Utopie et révolution » où les étudiants débattent des perspectives de transformation révolutionnaire de la société américaine. Il travaille ensuite comme aumônier à la prison d'État de San Quentin en Californie et adhère à une organisation qui milite en faveur d'une réforme des prisons.

Ces débuts l'avaient bien préparé pour poursuivre ses études à l'Université de Berkeley, dans le climat exaltant du début des années 70. Là, il devient bientôt une figure incontournable du projet intellectuel de l'époque, qui visait à réinventer la sociologie en tant que discipline marxiste. Dans sa thèse de doctorat, Erik remettait en question la sociologie dominante non sur des bases idéologiques, mais sur des

bases scientifiques. Il démontrait qu'une nouvelle définition marxiste des classes sociales permettrait de mieux expliquer les disparités de revenu que les modèles existants de stratification sociale ou la théorie du capital humain.

En même temps qu'il bousculait la sociologie, Erik réinventait le marxisme. Les classes moyennes posaient depuis longtemps un problème à l'analyse marxiste – appelées à disparaître, elles semblaient au contraire devenir plus importantes. Avec Luca Perrone, Erik résout ce dilemme en introduisant le concept de « positions de classe contradictoires », distinguées au nombre de trois : les petits patrons, qui se situent entre la petite bourgeoisie et le grand capital ; les administrateurs et les superviseurs, entre le capital et les travailleurs salariés ; et les employés semi-indépendants, entre les travailleurs salariés et la petite bourgeoisie.

En 1976, Erik est engagé comme professeur adjoint à l'Université du Wisconsin-Madison, où il commence à

>>

développer un programme de recherche consacré à l'analyse de classe. Étant donné que les enquêtes existantes n'avaient pas été conçues pour recenser ses nouvelles catégories, il choisit de constituer sa propre enquête à l'échelle nationale, conçue pour intégrer ses propres catégories de classe. En ces temps d'influence croissante du marxisme, ses idées se répandent et il ne tarde guère à mettre en place dans une douzaine d'autres pays des équipes qui réalisent des enquêtes sur le même modèle.

S'il y a un trait que l'on retrouve dans l'ensemble des travaux d'Erik – mais aussi de sa vie – c'est la détermination à bien faire les choses. Il ne s'agissait pas seulement pour lui d'établir un dialogue étroit entre réflexion théorique et recherche empirique, mais aussi d'approfondir la logique interne de ses modèles analytiques. On peut suivre l'évolution de sa pensée à travers ses livres, en commençant par *Class, Crisis and the State* (1978), suivi immédiatement par la publication de sa thèse, *Class Structure and Income Determination* (1979), puis par le changement plus profond qui a suivi son adoption de la notion d'exploitation de John Roemer dans *Classes* (1985), et la réponse qu'il apportera par la suite à ses critiques dans *The Debate on Classes* (1989).

En 1981, Erik rejoint un groupe de brillants philosophes et chercheurs en sciences sociales, parmi lesquels les philosophes G.A. Cohen et Philippe van Parijs et l'économiste John Roemer, qui vont particulièrement l'influencer. Ces pionniers du « marxisme analytique », plus prosaïquement connu comme *no bullshit Marxism* (un « marxisme sans baratin »), clarifient les fondements du marxisme en passant au crible tous les travaux des uns et des autres.

Alors que le marxisme a été depuis ses débuts allergique à la pensée utopique, après 1989, la conjoncture politique réclamait justement cela. Erik relève le défi. Contestant directement le pathos du nouveau conservatisme, il défend un programme socialiste en exposant des alternatives au capitalisme, mais en en identifiant les éléments essentiels au sein même de la société capitaliste.

Ce nouveau projet débute en 1991, précisément l'année de l'effondrement de l'Union soviétique. Erik entame une série de conférences pour traiter des « vraies utopies » – non pas d'un monde idéal spéculatif, mais d'alternatives réelles qui existent déjà au sein de nos sociétés.

Les thèmes abordés vont de la démocratie associative au socialisme de marché, en passant par la démocratie participative, le revenu universel ou l'égalité hommes-femmes. Les communications présentées lors de ces conférences ont été rassemblées par Erik et publiées dans une collection – dont son propre magnum opus, *Envisioning Real Utopias*, traduit en français sous le titre *Utopies réelles*, constitue l'apogée.

Erik rendait la sociologie à ses fondateurs – Marx, Durkheim et Weber, ceux-là mêmes qui s'étaient montrés moins réservés que les sociologues d'aujourd'hui pour édifier leurs constructions théoriques sur des valeurs morales. Pour lui, le projet de la sociologie consistait clairement à déterminer les possibilités institutionnelles de mettre en pratique ces valeurs.

Dans les dernières années de sa vie, Erik découvre que ces utopies réelles suscitent un grand intérêt chez les activistes. Il passe beaucoup de temps à parcourir le monde pour s'entretenir avec des collectifs soucieux d'établir la jonction entre son cadre idéologique et intellectuel et leurs propres projets. C'est alors qu'il décide d'adapter *Envisioning Real Utopias* sous une forme plus accessible, délestée de son jargon théorique, ce qui a donné un manuel d'anticapitalisme qu'il intitule opportunément *How to Be an Anti-Capitalist in the 21st Century* [Comment être anticapitaliste au XXI^e siècle].

Parmi ceux qui se battaient au sein de la société civile, ce message positif a été accueilli avec enthousiasme. Voilà un intellectuel qui rendait hommage à leurs actions en grande partie invisibles, qui luttait contre le capitalisme envers et contre tout, en dépit des insultes et des repréailles.

Erik nous laisse à la fois une façon de penser et une façon d'être. Pour être franc, je ne connais personne dont la pensée ait manifesté autant de lucidité, de force de conviction, de vivacité et d'aisance qu'Erik ; personne qui ait su aussi bien que lui aller réellement à l'essentiel concernant les enjeux d'une question, d'un article ou d'un livre. Nous ne pouvons pas être comme lui, mais nous pouvons être inspirés par ce qu'il a construit, pour suivre la voie qu'il a tracée, et, guidés par son analyse, l'adapter à mesure que nous avançons. ■

1. Ceci est la version abrégée d'un article paru en anglais en janvier 2019 dans [Jacobin](#).

> Mes souvenirs d'Erik Olin Wright

Michelle Williams, Université du Witswatersrand (Afrique du Sud)

Je fais partie des nombreuses personnes qui ont eu la chance d'avoir Erik Olin Wright comme mentor, collaborateur, ami et compagnon de voyage. Beaucoup lui ont rendu hommage en mettant en avant son immense contribution intellectuelle, ses qualités légendaires comme directeur de thèse et comme conseiller, son engagement et sa détermination pour trouver des voies au-delà du capitalisme, et sa contribution au marxisme. Bien que j'aie moi aussi connu ces facettes d'Erik, je voudrais m'arrêter sur mon expérience personnelle aux côtés d'Erik l'humaniste – ses nombreuses et excentriques passions, son imagination contagieuse et son enthousiasme pour le côté créatif des êtres humains.

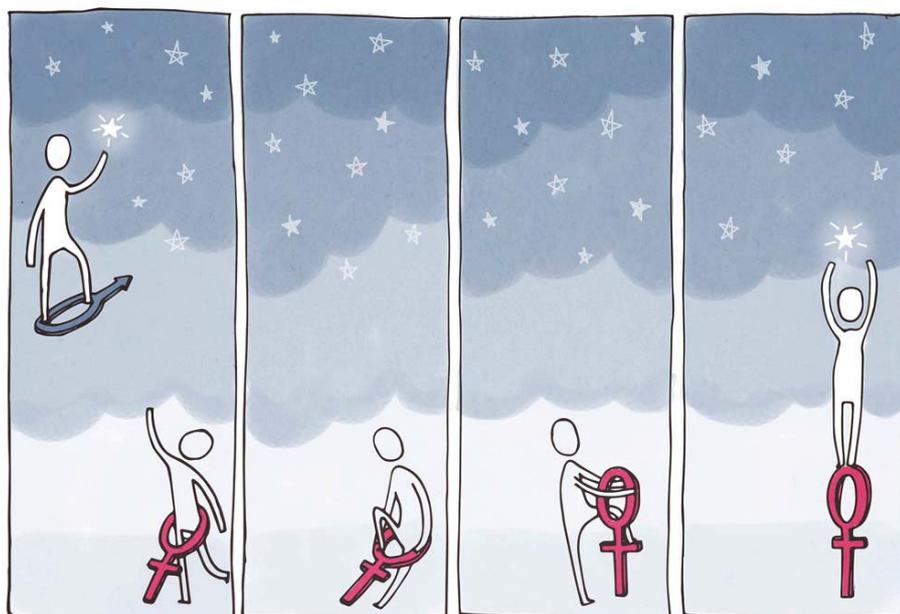
J'ai fait la connaissance d'Erik à la fin des années 90, à l'occasion de l'une de ses visites annuelles à son ami le plus proche, Michael Burawoy, qui était alors mon directeur de thèse à Berkeley. Lors d'une de nos premières conversations, Erik m'a dit : « Tu sais que je suis ton oncle ». Ce à quoi j'ai répondu « Vraiment ? Comment ça ? ». Il m'a alors expliqué que Michael était mon père intellectuel en même temps qu'un frère pour lui, ce qui faisait de lui-même mon oncle. C'était à l'évidence sa façon de m'intégrer dans son monde, et j'ai compris plus tard à quel point cela illustrait bien la manière si chaleureuse avec laquelle il accueillait tout un chacun comme faisant partie de sa famille – il trouvait toujours le moyen d'inclure les gens dans son immense réseau social, souvent au travers de liens affectifs fictifs. Dès le début, le rôle tutélaire d'Erik s'est exercé dans tout ce que nous avons fait ensemble – qu'il explique la différence entre l'élaboration théorique et l'élaboration conceptuelle et ce qui en constitue la complexité, ou durant nos longues discussions sur les aspirations démocratiques des partis communistes en Afrique du Sud et au Kerala, ou lorsque nous débattions sur ce qui permet de qualifier une initiative d'anti-capitaliste, ou échangeions nos lectures préférées, qu'il s'agisse d'essais ou de romans, ou assistions à des représentations de théâtre (il adorait les pièces très politiques dans lesquelles l'Afrique du Sud excelle) ou parlions de recettes de cuisine et de comment adapter son fameux coq au vin pour en faire un plat végétarien (ce qu'il appelait *Coqless Coq* ou « coq sans coq » – une variante qui me laissait sceptique jusqu'à ce que je la goûte !). Erik mettait toujours de la passion et de la gaieté dans tout ce qu'il faisait. Ses visites annuelles à Berkeley étaient aussi un moment de joie pour les étudiants de Michael parce qu'Erik préparait toujours un repas fabuleux chez Michael (le reste de l'année, Michael ne cuisinant pas, nous devions toujours apporter de quoi manger aux réunions qu'il organisait chez lui).

Ma relation avec Erik a été renforcée par notre motivation commune à trouver des alternatives anticapitalistes, en particulier en rapport avec les coopératives et l'économie solidaire que mon compagnon Vishwas Satgar et moi-même avons étudiées. Alors que nous étions d'accord sur l'importance de réfléchir à des alternatives concrètes, nous n'étions pas toujours d'accord sur les détails – souvent je désapprouvais son approche si farouchement analytique, mettant en avant ce qui se rapporte à la culture, l'importance de donner du sens, et le désordre absolu de la réalité. Au cours de ces échanges, Erik ne manifestait jamais ni frustration ni mécontentement : il semblait au contraire adorer les débats d'idées, et arrivait même à me donner l'impression qu'il n'était pas en désaccord, sans pour autant être d'accord. C'était aussi quelqu'un de généreux – je me souviens d'au moins deux occasions où il a écrit à des auteurs, Rohinton Mistry et Zakes Mda, pour les remercier de leur œuvre de fiction politique. Quand il a vu la pièce de Mda *The Dying Screams of the Moon* lors d'une de ses visites à Johannesburg, il en avait les larmes aux yeux et a dit que c'était la meilleure pièce qu'il ait jamais vue.

J'avais fait la connaissance d'Erik à Berkeley mais dans les vingt années qui ont suivi cette première rencontre, c'est surtout à l'occasion de nombreux voyages aux quatre coins du monde que notre amitié s'est consolidée : au Kerala, à Barcelone, Göteborg, Buenos Aires ou Padoue, et lors de ses trois visites en Afrique du Sud. Nous nous sommes d'abord retrouvés en 2000, au Kerala, en Inde, où je commençais tout juste des recherches sur le terrain. C'est là que j'ai découvert comment Erik parvenait à sympathiser avec des gens de tous âges, partout où il allait : un jour, il s'est mis à chanter dans un village de montagne du Kerala « She'll be coming down the mountain » (Elle descendra de la montagne) à un groupe d'écoliers qui s'esclaffaient émerveillés. Ma rencontre préférée, c'est sans doute quand Michael et Erik s'étaient retrouvés à Johannesburg. Au cours d'un dîner entre nous trois, j'ai eu l'immense privilège d'assister pendant plus d'une heure à un débat entre eux deux sur le marxisme. Ce qu'ils disaient était non seulement intéressant, mais la manière dont ils échangeaient était extrêmement amusante à voir. Erik faisait montre d'une incroyable équanimité ! De fait, l'humeur d'Erik ne semblait jamais être affectée par quoi que ce soit (y compris le manque de sommeil, l'inconfort ou un emploi du temps exténuant). Pour ce qui est de mon expérience, Erik a toujours été une personne tutélaire, aimante, passionnée et humaniste en même temps que l'un des sociologues et spécialistes du marxisme les plus importants de notre temps. *Hambe Kahle Erik !* ■

> Les liens entre genre et inégalités : introduction

Birgit Riegraf, Université de Paderborn (Allemagne) et membre du comité de recherche de l'ISA sur les Femmes, le Genre et la Société (RC32), **Lina Abirafeh**, Lebanese American University (Liban) et **Kadri Aavik**, Université de Tallinn (Estonie) et Université d'Helsinki (Finlande)



Parvenir à l'égalité n'est pas une question personnelle ou privée. C'est une question qui doit être abordée au niveau structurel, politique, social et économique. Nguyen Hai Ha/Flickr. Certains droits réservés.

Les inégalités de genre et les inégalités sociales figurent parmi les domaines privilégiés d'étude et d'analyse dans les domaines de la sociologie, des *gender studies* (études de genre) ainsi que dans de nombreuses autres disciplines. Un des constats importants qui ressort de ces divers domaines de recherche, c'est que les femmes représentent une fraction importante des pauvres et des exclus à travers le monde. D'après le [Global Gender Gap Report](#) (Rapport mondial sur la parité hommes-femmes) de 2018 du Forum économique mondial, il faudra 202 ans pour combler l'écart économique entre les hommes et les femmes à l'échelle mondiale.

Les inégalités économiques prennent de multiples formes ; par exemple, d'après le *Global Gender Gap Report* de 2018, les femmes n'ont accès à la propriété des terres que dans 41% des pays étudiés. Dans la sphère professionnelle, seuls 34% des postes de direction sont occupés par des femmes. Le rôle des femmes dans l'économie informelle est un autre enjeu sexospécifique. Les femmes sont majoritaires au sein de l'économie informelle

et consacraient deux fois plus de temps que les hommes à des tâches non rémunérées. Sachant que l'économie informelle n'est pas réglementée, les femmes se retrouvent dans une position particulièrement vulnérable à l'exploitation et aux abus. Beaucoup de ces statistiques pourraient être considérablement améliorées moyennant de véritables changements de politique. Cela étant, les femmes sont les mieux placées pour défendre leur cause, mais elles demeurent largement sous-représentées au plan politique. Sur les 149 pays étudiés dans le rapport, seuls 17 sont dirigés par une femme. De plus, seulement 18% des ministres et 24% des parlementaires dans le monde sont des femmes.

Malgré les avancées notables réalisées dans le sens d'une plus grande égalité hommes-femmes dans certains pays, d'importantes disparités subsistent au niveau des opportunités offertes aux femmes, en fonction de leurs identités intersectionnelles – notamment celles liées à la race, à la classe sociale et au sexe. Si certaines femmes plus privilégiées bénéficient de ces avancées, d'autres continuent de vivre dans des conditions précaires.

>>

Au sein d'un même pays, les disparités s'accroissent entre les femmes des différents milieux socio-culturels. Ces disparités ont des répercussions importantes sur la protection sociale et les perspectives ouvertes aux femmes. Par exemple, d'après des données de l'[UNICEF](#), les États-Unis ont un taux de mortalité maternelle relativement faible, se classant 54^e sur 182 pays étudiés. Mais, d'après les [Centers for Disease Control and Prevention](#), la mortalité maternelle des femmes noires y est plus de trois fois plus élevée que celle des femmes blanches.

Bien que de nombreux pays continuent à faire des progrès, les taux de progression sont variables. D'après le *Global Gender Gap Report*, le Moyen-Orient et l'Afrique du Nord sont la région où les inégalités de genre sont les plus marquées, mais affichent un meilleur taux de progression de la situation des femmes que celui de la région nord-américaine. Selon les estimations, l'Asie du Sud pourrait mettre 70 ans à combler l'écart existant entre les hommes et les femmes, alors qu'il faudrait à l'Amérique du Nord, au Moyen-Orient et à l'Afrique du Nord près d'un siècle de plus pour y parvenir. Toutefois, un examen plus approfondi de la région sud-asiatique nous amène à nous demander si cette statistique a un tant soit peu de sens pour les femmes rohingya déplacées au Myanmar, qui vivent dans des conditions extrêmement précaires en raison du nettoyage ethnique en cours. Ce type de statistiques nous oblige en effet à remettre en cause la façon dont nous définissons et mesurons les progrès en matière d'égalité hommes-femmes.

Les articles inclus dans ce volume de *Dialogue Global* mettent en lumière les différences socio-spatiales considérables qui existent dans la façon dont les inégalités de genre et les inégalités sociales sont reliées entre elles et sont conçues. L'objet de ces contributions est de fixer un point de départ à ces différentes dynamiques et de créer un espace de recherche et de débat, dans l'espoir que cela entraînera des changements sociaux et des changements de politique en faveur des femmes.

Dans le premier article de cette section, Liisa Husu fait observer que, malgré la progression considérable des femmes dans l'enseignement supérieur à travers le monde, la tendance selon laquelle plus la position est élevée, moins il y a de femmes, persiste. Dans son article « La dimension du genre dans le financement de la recherche », elle s'intéresse aux implications de cette sous-

représentation en Europe, et plus spécifiquement dans les pays nordiques.

Dans son article intitulé « Les attaques contre l'égalité des sexes en République tchèque », Blanka Nyklová décrit comment l'idéologie néolibérale et les attitudes conservatrices influent sur les inégalités de genre et les inégalités sociales en Europe centrale, et notamment en République tchèque. Elle utilise la notion de *distorted emancipation*, d'émancipation pervertie, pour mettre en évidence les privilèges accumulés par certaines femmes au détriment d'autres.

Dans « Persistance et changements : Les inégalités hommes-femmes aux États-Unis », Margaret Abraham montre comment les succès remportés dans la lutte pour l'égalité aux États-Unis coïncident également avec des reculs. Elle soutient que les progrès accomplis en matière d'égalité et de justice ne vont pas de soi et qu'il nous faut poursuivre nos actions au sein de la société et nos efforts au niveau de l'analyse sociologique.

Dans son article « Genre et inégalités dans le monde arabe », Lina Abirafeh examine les inégalités de genre dans le monde arabe, une région depuis longtemps en proie à une instabilité économique et politique aggravée par des barrières socioculturelles et un système patriarcal bien établi. Cette combinaison pernicieuse freine – et dans de nombreux cas, annule – les progrès vers l'égalité hommes-femmes. Il n'y aura pas de paix ni de prospérité possibles dans la région sans une pleine égalité pour les femmes arabes.

L'article de Nicola Piper intitulé « Travail genré et inégalités dans le contexte asiatique » fait état des mouvements massifs et durables de population dans la région, devenus un sujet de prédilection pour les chercheurs et experts. En particulier, les travailleuses migrantes, concentrées dans les secteurs féminisés, manquent souvent de droits et de protections. Leurs difficultés et leur vulnérabilité sont au cœur des inégalités de genre dans la région.

Dans son article « IPSP : Progrès social et réflexions sur le genre », Jeff Hearn s'intéresse au rapport du Panel international sur le progrès social (IPSP), en particulier aux recommandations formulées dans ce rapport sur la manière de conceptualiser le genre. ■

Toute correspondance est à adresser à :
 Birgit Riegraf <birgitt.riegraf@uni-paderborn.de>
 Lina Abirafeh <lina.abirafeh@lau.edu>
 Kadri Aavik <kadri.aavik@tlu.ee>

> La dimension du genre dans le financement de la recherche

Liisa Husu, Hanken School of Economics (Finlande) et Université d'Örebro (Suède) et membre du conseil d'administration du comité de recherche de l'ISA « Sociologie des sciences et de la technologie » (RC23) et membre du comité de recherche « Femmes, genre et société » (RC32)

Les inégalités hommes-femmes en termes de carrière chez les universitaires et les chercheurs sont un problème récurrent qu'on retrouve dans le monde entier. Globalement en Europe, seulement un tiers des chercheurs sont des femmes. Le schéma bien ancré qui veut que plus la position est élevée, moins il y a de femmes, est une tendance qui perdure, et ce, malgré les progrès considérables accomplis par les femmes dans l'enseignement supérieur à travers le monde. L'écrasante majorité des professeurs sont des hommes, et le rythme du changement dans le sens d'une meilleure parité entre les sexes est très lent, comme en attestent les dernières statistiques pour l'Europe et les pays nordiques.

> Le financement de la recherche est-il non sexiste ?

Dans le milieu universitaire et de la recherche, l'accès aux allocations de recherche constitue, aussi bien pour les femmes que pour les hommes, l'un des éléments clés de la progression de carrière. Dans la plupart des pays, cela implique de réussir à obtenir des financements externes, souvent dans un environnement très concurrentiel. Les études existantes sur les éléments sexospécifiques du financement de la recherche ne démontrent pas dans l'ensemble que le taux de réussite des femmes pour obtenir un financement est systématiquement plus faible, mais brossent plutôt un tableau plus complexe, où les enjeux liés au genre sont multiples. Ils peuvent concerner les chercheurs individuels, les groupes de recherche et les universités, les organismes de financement, le contenu de la recherche et les politiques publiques en matière de recherche. Les enjeux peuvent être liés à l'affectation des fonds, aux intermédiaires chargés de la sélection, à l'évaluation par les pairs, aux organismes de financement, à leur mode de gestion, leur politique et leurs pratiques, et à la définition même de ce qui est excellent et de qui est excellent – et aussi de qui définit l'excellence. Les recherches récentes en cours sur les questions de genre et le financement de la recherche mettent en évidence la nécessité de porter un regard critique sur l'ensemble du cycle de financement de la recherche et des conditions de financement dans une optique plus globale.

Pour avoir une vue d'ensemble de l'incidence du genre sur le financement de la recherche, il faut s'intéresser à l'intégralité du cycle de financement, en analysant les phé-

nomènes sexospécifiques potentiels dans le comportement des candidats (qui postule), le cercle des candidats (qui est habilité à postuler), la composition des groupes de recherche, les mécanismes de financement, le libellé des appels à candidatures, les lignes directrices à l'intention des candidats, les critères d'admissibilité (âge ou fonctions), les critères d'évaluation, les procédures d'évaluation, les préjugés potentiels dans l'évaluation, le recrutement des pairs évaluateurs, le processus d'évaluation par les pairs, les taux de réussite, le montant des fonds demandés et alloués, le contenu de la recherche, les déclarations de principe des bailleurs, notamment en matière de parité, la transparence globale des mécanismes de financement, le suivi et la disponibilité de statistiques sexospécifiques, et les répercussions à long terme des financements obtenus sur la carrière.

Les instruments de financement estampillés « d'excellence » sont particulièrement intéressants : centres d'excellence, initiatives diverses pour promouvoir l'excellence, chaires de *distinguished professors*, etc. Plusieurs études empiriques et analyses de suivi récentes ont montré que ces initiatives d'excellence ont souvent davantage profité aux chercheurs hommes qu'aux chercheuses, même dans des pays où l'égalité entre les sexes est globalement élevée, comme la Suède.

La constitution de réseaux formels ou informels en milieu universitaire joue un rôle important dans la recherche de financements. Dans de nombreux domaines, l'obtention de budgets de recherche est de plus en plus le résultat d'un effort de groupe plutôt qu'individuel. Les travaux portant sur les caractéristiques sexospécifiques de la constitution de réseaux et de l'intégration dans les milieux de la recherche sont très éclairants à cet égard.

> La situation en Europe

Le financement de la recherche est l'un des éléments clés des politiques de recherche nationales et régionales. À l'échelle de l'Union européenne (UE), ainsi que dans la politique nationale de certains pays européens, la question du genre dans le financement de la recherche est devenue une question politique depuis la fin des années 1990 et le début des années 2000. Le financement de la recherche par l'UE est organisé sous forme de « programmes-cadres » depuis le milieu des années 80. Dans

>>

“La volonté – ou le manque de volonté – politique joue un rôle important dans la façon dont les organismes de financement public font ou non de l'égalité hommes-femmes une priorité et s'attaquent aux problèmes liés au genre dans le financement de la recherche”

les premiers programmes-cadres européens, l'absence des sciences sociales était notoire, si ce n'est un rôle d'assistance en technologie, et la question du genre n'était pas abordée. Ce n'est qu'à partir du quatrième programme-cadre (1994-1998) que le financement de la recherche en sciences sociales a été inclus, et que les questions de genre ont commencé à être prises en compte. Depuis la fin des années 1990, on assiste à un élargissement progressif, d'une approche initialement axée sur « les femmes dans les sciences » à une interrogation sur la question du genre dans les sciences, y compris la dimension du genre dans le contenu de la recherche, en plus de l'intérêt plus traditionnel pour la parité hommes-femmes parmi les chercheurs et les groupes de recherche ainsi que les décideurs et évaluateurs. L'égalité hommes-femmes figure parmi l'une des cinq priorités de l'Espace européen de la recherche (EER). Trois éléments sont pris en compte : la parité dans les équipes de recherche, la parité parmi les évaluateurs, et la dimension du genre dans le contenu de la recherche.

Dans le cadre des mesures lancées par l'UE en la matière, une étude systématique sur la question du genre et le financement de la recherche a été menée pour la première fois en 2009 dans 33 pays. Les résultats obtenus faisaient état de fortes variations d'un pays à l'autre dans la manière dont les politiques de recherche et les organismes de financement abordent les questions de genre dans chaque pays, allant d'une « inactivité relative » et d'un suivi quasi inexistant du financement de la recherche en fonction du genre dans de nombreux pays, à diverses mesures proactives, un suivi et un engagement actif pour promouvoir l'égalité hommes-femmes dans le système national de financement, dans quelques pays, dont les pays scandinaves.

Le Conseil européen de la recherche (CER), porte-drapeau de la recherche européenne, a été créé en 2007 dans l'objectif de financer la recherche d'excellence qui remonte de la base en provenance de chercheurs en début de carrière, en milieu de carrière et confirmés, dans toutes les disciplines et dans tous les pays, avec un budget de 13,1 milliards d'euros pour 2014-2020. Toutefois, malgré l'intérêt affiché pour les questions de genre dans la politique de recherche de l'UE, le CER n'avait pas, au départ, l'égalité hommes-femmes parmi ses principes de gouvernance. Lorsque le CER a finalement commencé à opérer un suivi des subventions de recherche en fonction

du genre, les résultats ont montré qu'entre 2007 et 2013, le taux de réussite des hommes était de 30% et celui des femmes de 25% pour les subventions de démarrage, et de 15% pour les hommes et 13% pour les femmes pour les subventions à des chercheurs confirmés. Dans un seul domaine, le niveau des subventions de démarrage ne variait pas en fonction du sexe : les sciences physiques et les sciences de l'ingénieur, un domaine de recherche fortement dominé par les hommes. De nettes différences dans les taux de réussite apparaissent en faveur des hommes dans des domaines où les femmes sont traditionnellement nombreuses, comme les sciences de la vie et les sciences humaines et sociales.

La volonté – ou le manque de volonté – politique joue un rôle important dans la façon dont les organismes de financement public font ou non de l'égalité hommes-femmes une priorité et s'attaquent aux problèmes liés au genre dans le financement de la recherche. Par exemple, les sociétés nordiques sont très bien classées dans les comparaisons internationales en matière d'égalité entre les sexes, mais aussi au niveau des indices mondiaux d'innovation. L'égalité hommes-femmes figure en bonne place au programme des politiques de recherche, en particulier en Norvège et en Suède. En Suède, les organismes publics de financement de la recherche, tels que le Conseil suédois de la recherche et l'Agence nationale de l'innovation Vinnova, ont tous des directives gouvernementales pour intégrer la dimension du genre dans leurs activités. Afin d'assurer un suivi de la situation, les organismes de financement de la recherche suédois se servent non seulement de statistiques, mais aussi de méthodes qualitatives tirées des sciences sociales, comme par exemple la présence de *gender observers* aux réunions des comités de financement.

La parité hommes-femmes au sein des commissions de financement public de la recherche est un objectif politique atteint depuis le début des années 2000 en Finlande, en Norvège et en Suède, alors que dans de nombreux pays européens, ces commissions restent dominées par les hommes. Il ne s'agit pas là seulement d'une question de représentation égale et de justice ; une égale représentation à ces postes stratégiques est également importante parce qu'elle fournit des connaissances internes sur le fonctionnement du système de financement et permet aux personnes concernées de constituer des réseaux renforcés. ■

Toute correspondance est à adresser à Liisa Husu <liisa.husu@oru.se>

> Les attaques contre l'égalité des sexes en République tchèque

Blanka Nyklová, Institut de sociologie de l'Académie tchèque des sciences (République tchèque)



MASARYKOVA UNIVERZITA
FAKULTA SOCIÁLNÍCH STUDIÍ

Genderová studia FSS MU

Le logo de l'ancien département d'études de genre de l'Université de Brno, fermé en 2018.

Cette année marque le 30^e anniversaire de la disparition du « rideau de fer » dans la semi-périphérie de l'Europe, soit 30 années d'une néolibéralisation inégale, acclamée comme la seule voie possible vers la démocratie. L'essor de la démocratie a été perçu comme une progression vers la méritocratie, qui allait permettre d'effacer les anciennes structures de pouvoir fondées sur l'appartenance au Parti communiste. Les médias de l'époque montrent que la méritocratie, qui justifie l'inégalité de ceux considérés comme non méritants sur la base de critères personnels, a suscité beaucoup d'enthousiasme dans la mesure où elle rendait possible le saut vers le centre géopolitique. Pourtant, la République tchèque est actuellement dirigée par un Premier ministre oligarchique qui avant 1989 était agent secret et qui, comme la plupart des milliardaires tchèques, a réussi, à la faveur du processus de privatisation, à transposer sa position privilégiée d'avant 1989 en pouvoir économique. Dans le même temps, près d'un dixième de la population se retrouve pris dans une spirale de l'endettement en raison d'une législation sur les saisies délibérément pernicieuse, le nombre de sans-abri s'élevant à quelque 70.000 personnes et celui des personnes menacées d'expulsion à 120.000. J'expose ici quelques-unes des répercussions de la rationalité politique sous-tendant la néolibéralisation sur les inégalités sociales et les inégalités de genre dans les pays d'Europe centrale du groupe de Visegrad, en m'intéressant plus particulièrement au cas de la République tchèque. En partant du sort qui a été réservé aux études de genre, j'explore plus avant les répercussions de cette rationalité lorsqu'elle touche aux questions d'égalité et de justice.

Le néolibéralisme est devenu un raccourci conceptuel pour expliquer les causes des inégalités, y compris les inégalités hommes-femmes, à l'ère de la mondialisation. En tant que tel, le néolibéralisme est compris comme un

retour au libre marché comme principale finalité de tout ce qui touche à la vie. Certains théoriciens critiques ont tenté de contrer cette simplification excessive en examinant son fonctionnement dans des domaines interconnectés. En 1998, l'anthropologue français Pierre Bourdieu associait le néolibéralisme à la destruction des structures collectives et à l'atomisation toxique de la main-d'œuvre, qui érodait la capacité des individus à résister aux forces du capital mondial. Depuis bientôt vingt ans, la théoricienne britannique de la culture Angela McRobbie s'intéresse plus particulièrement à la façon dont les représentations culturelles de l'émancipation économique fondées sur une vision que l'on peut avoir de sa propre vie en tant que projet de vie – comme pour le personnage littéraire et de cinéma Bridget Jones – influent sur la vie des jeunes femmes qui se reconnaissent dans ce personnage. La théoricienne politique américaine Wendy Brown a pour sa part examiné les effets de la logique de marché non seulement sur la dimension économique de la vie sociale mais, plus important encore, sur la rationalité politique des institutions démocratiques.

> Néolibéralisation et genre dans les pays de Visegrad

Quoique les auteurs que je viens de citer utilisent des exemples concrets, on leur reproche souvent de proposer une théorie universelle du néolibéralisme, alors qu'une étude contextualisée du phénomène serait nécessaire. Les pays d'Europe centrale de groupe de Visegrad constituent un laboratoire utile pour observer les répercussions de la mise en application différenciée des instructions d'organisations telles que le Fonds monétaire international et la Banque mondiale visant à promouvoir la démocratisation. Notamment depuis l'année 2000, les études critiques de la néolibéralisation sous sa forme géopolitique contingente se sont multipliées. Les analyses portant sur les inégalités hommes-femmes et leur transformation montrent que le projet d'émancipation moderne a abouti à ce que Zuzana Uhde appelle *distorted emancipation*, une « émancipation pervertie », c'est-à-dire à une situation où le renforcement de la position de certains groupes de femmes se fait au détriment d'autres femmes, à travers la marchandisation de domaines qui se trouvaient auparavant hors marché, comme par exemple le secteur du *care*. Outre que l'émancipation pervertie est une émancipation incomplète, elle favorise de nouvelles injustices, et on

>>

ne pourra la combattre qu'en comprenant le rôle clé joué par le capitalisme pour la soutenir.

En République tchèque, les femmes représentent environ 20% des parlementaires ; l'écart salarial entre les hommes et les femmes se maintient à 22% en général, et à 10% pour le même poste dans la même entreprise ; 98,5% des parents qui prennent un congé parental (l'un des plus longs d'Europe) sont des femmes ; et dans 90% des familles monoparentales, le chef de famille est une femme. Les femmes sont confrontées à des niveaux croissants d'instabilité économique depuis 1989 et sont beaucoup plus exposées au risque de pauvreté ; les femmes âgées risquent davantage de tomber dans la pauvreté, les inégalités économiques et sociales étant exacerbées dans certaines régions du pays et en fonction de l'origine ethnique ou du statut de migrant. Qui plus est, sur les questions de relations entre les sexes, la culture tchèque et celle des pays du groupe de Visegrad en général est marquée par le conservatisme et le sexisme, ce qui contribue à ce que l'émancipation pervertie ne soit pas dénoncée ; certains des problèmes économiques de la région sont même attribués à l'émancipation des femmes et aux initiatives visant à la renforcer.

Des chercheurs spécialisés dans les études de genre ont démontré comment le conservatisme en matière de relations hommes-femmes et la néolibéralisation se sont mutuellement soutenus. Radka Dudová et Hana Hašková montrent que les politiques de congé parental mises en place après 1989 n'étaient qu'un prolongement de celles conçues avant 89 dans le cadre des politiques de refamilialisation. Libora Oates-Indruchová et Hana Havelková mettent l'accent sur la contribution non reconnue des femmes et du mouvement féministe à certaines des politiques d'émancipation de l'ère communiste, tandis que Kateřina Lišková montre comment une politique du deux poids, deux mesures a été réintroduite à la fin des années 1960 dans le discours médical sur la sexualité – un discours qui prévaut depuis. Aucune de ces contributions n'aurait été possible sans un essor des études de genre et des théories féministes dans la région

> Le sort des études de genre

Le sort des études de genre dans la région peut aider à mieux comprendre la persistance et la mutation des inégalités hommes-femmes dans le contexte d'un projet démocratique porté par le néolibéralisme. La discipline a été établie en lien avec le financement de l'activisme féministe local par des bailleurs de fonds d'abord américains, puis européens, les ressources locales étant très limitées. C'est autour de 2004 que les études de genre ont été introduites dans deux grandes universités tchèques, en partie à la faveur d'une augmentation du nombre d'étudiants liée aux réformes néolibérales de l'enseignement supérieur. C'est cependant cette même rationalité politique qui a facilité le récent démantèlement des programmes d'études de genre non seulement en Hongrie, mais aussi en République tchèque, ce qui

a eu un effet préjudiciable sur la capacité de mener des recherches sur le genre dans l'ensemble de l'Europe centrale. Comme l'a fait remarquer Wendy Brown, la rationalité néolibérale est en fin de compte normative – la règle de la logique de marché n'est pas assumée, mais n'en est pas moins activement institutionnalisée au détriment de toute rationalité aux fondements divergents, telle que la rationalité émancipatrice qui sous-tend une bonne part du projet féministe. Dans une région conservatrice sur les questions de genre, et où toute action ouvertement politique touchant aux inégalités sociales est rejetée avec une extraordinaire facilité comme étant le produit d'une manipulation sociale héritée de l'ère communiste, la rationalité politique néolibérale a dans un premier temps concordé avec certaines initiatives féministes, y compris celles visant à institutionnaliser les études de genre. L'interdiction des études de genre en Hongrie répond exactement à la même rationalité politique mais, et ce fait est important, présente cette décision comme une décision économique (au motif fallacieux que la demande de spécialistes en études de genre sur le marché du travail serait trop faible), et donc *apolitique*. Par là-même, cela conforte les objectifs politiques consistant à contrecarrer toute critique sociale possible et à augmenter la popularité du mouvement d'opposition à la « théorie du genre » (cf. l'article d'Agnieszka Graff et d'Elżbieta Korolczuk publié dans les pages de ce magazine en 2017). En République tchèque, la fermeture du programme d'études de genre de l'Université de Brno en 2018 a été justifiée au motif que le programme n'était pas « rentable », c'est-à-dire qu'il n'attirait pas suffisamment d'étudiants dans un système d'enseignement public qui dépend du nombre d'étudiants.

Le parallèle est frappant entre les deux cas, même si les motivations sont – du moins explicitement – différentes. Alors que dans le cas hongrois, la motivation politique est devenue apparente à partir du moment où les études de genre ont été présentées comme une discipline strictement idéologique et non scientifique, dans le cas de Brno, la rationalité politique néolibérale a été institutionnalisée par la direction de l'université dès lors qu'elle n'a pas su tenir compte de l'aspect éthique de sa décision. Pour véritablement lutter contre les inégalités hommes-femmes – dans leur dimension économique, mais aussi en termes de tolérance à l'égard des violences sexuelles et de cautionnement du harcèlement sexuel par des personnalités publiques et des responsables politiques – leur ancrage dans la rationalité politique néolibérale doit être rendu explicite. Si nous voulons contrecarrer avec succès les fondements normatifs du néolibéralisme, il nous faut reconnaître ces dépendances, qui menacent sans cela d'affaiblir la logique normative qui sous-tend la critique féministe des inégalités sociales et en particulier des inégalités de genre. Les 30 années écoulées depuis 1989 ont clairement montré que la rationalité politique néolibérale est vouée à l'échec lorsqu'il s'agit d'éliminer les inégalités, puisqu'elle est en fait investie dans la protection des fondements mêmes de ces inégalités. ■

Toute correspondance est à adresser à Blanka Nyklová <blanka.nyklova@soc.cas.cz>

> Persistance et changements : les inégalités hommes-femmes aux États-Unis

Margaret Abraham, University Hofstra (États-Unis), ancienne présidente de l'ISA (2014-18) et membre des comités de recherche de l'ISA « Racisme, nationalisme, indigénité et appartenance ethnique » (RC31), « Femmes, genre et société » (RC32), et du groupe thématique « Droits humains et justice globale » (TG03)



La « Marche des femmes » ainsi que d'autres mouvements importants de contestation se sont manifestés avec force en 2017 et 2018, se plaçant résolument à l'avant-garde de la résistance contre des systèmes d'exploitation bien ancrés. *miaiwicks9 de Pixabay.*

Un nombre record de femmes ont été élues lors des élections de mi-mandat de novembre 2018 et siègent désormais au 116^e Congrès des États-Unis. Des premières historiques ont marqué ce scrutin, notamment l'élection pour la première fois de deux femmes amérindiennes, de deux femmes musulmanes, de la première femme ouvertement bisexuelle et de la plus jeune femme jamais élue au Congrès. Une femme a par ailleurs été réélue à la présidence de la Chambre des représentants, la seule femme à avoir jamais occupé ce poste. Enfin, le 5 février 2019, Stacey Abrams, qui a été défaite au poste de gouverneur à l'issue d'une bataille électorale controversée, est entrée dans l'histoire en devenant la première femme afro-américaine à prononcer la réponse démocrate au discours du président américain sur l'état de l'Union ; Abrams a parlé de la nécessité de s'attaquer aux problèmes du racisme, des restrictions du droit de vote et de l'immigration, et a vivement critiqué le président Trump pour le *shutdown* (le blocage des administrations fédérales), qui avait eu des répercussions désastreuses et injustifiées sur la vie des gens.

Le combat et la victoire que représentent ces petits pas mettent en lumière le combat plus général qui est mené pour l'égalité des sexes et la justice. Ces petites victoires s'inscrivent dans une longue histoire de lutte collective pour briser les structures hégémoniques et mettre en évidence les nombreux systèmes et traditions d'oppression et

d'inégalité qui sont omniprésents et profondément ancrés dans la société. Ces petits pas sont un signe d'espoir, mais ne suffisent pas. Il nous faut continuer dans cette direction pour entraîner des transformations sociales et des changements structurels.

> La situation aux États-Unis

Bien qu'il y ait désormais plus de femmes au Congrès, [les inégalités hommes-femmes](#) restent généralisées aux États-Unis.

- Malgré l'intérêt porté par les médias à la question, les écarts de rémunération persistent, les femmes blanches gagnant 20% de moins que les hommes, et les femmes de couleur gagnant moins encore.
- Les emplois principalement occupés par des femmes, comme la garde d'enfants ou les services dans la restauration, continuent de figurer au bas de l'échelle salariale.
- Les hommes constituent la grande majorité des travailleurs les mieux rémunérés de l'économie américaine.
- D'après l'analyse des indicateurs de la Banque mondiale réalisée par l'Institute for Policy Studies, les femmes effectuent deux fois plus de travail non rémunéré que les hommes, notamment pour s'occuper des enfants, des personnes âgées et des tâches domestiques.
- L'[épargne](#) moyenne des hommes était de 123.000 dollars US en 2017, contre 42.000 pour les femmes.
- L'American Association of University Women indique qu'à

>>

l'issue de leurs études universitaires, les femmes noires sont plus endettées que tout autre groupe démographique.

- Le Censur Bureau (chargé des recensements aux États-Unis) déclare que les femmes de couleur connaissent les taux de pauvreté les plus élevés du pays.
- Le taux de chômage des transgenres est trois fois plus élevé que la moyenne américaine.
- Le [taux d'incarcération](#) des femmes afro-américaines est deux fois plus élevé que celui des femmes blanches, et celui des hommes afro-américains plus de cinq fois supérieur à celui des hommes blancs.
- Aux États-Unis, une femme sur trois déclare avoir subi des [violences sexuelles](#) au cours de sa vie.

> Aller de l'avant

Le 21 janvier 2017, sous les auspices de la Marche des femmes sur Washington, des millions de personnes sont descendues dans la rue, aux États-Unis et dans le monde entier, pour dénoncer l'élection de Trump. Cette marche s'inscrivait dans la continuité du travail réalisé depuis des années par le mouvement féministe et de nombreux autres mouvements et organisations différents : #BlackLivesMatter, #SayHerName, #MeToo, pour ne citer que ceux-là. Au fil des années, ces différents collectifs, ainsi que d'autres avec eux, ont contribué à mobiliser et à généraliser la notion d'« intersectionnalité » (un terme inventé par Kimberlé Crenshaw) et son large éventail de structures d'oppression interdépendantes et superposées. L'ampleur de la Marche des femmes a démontré le pouvoir collectif de la communauté mondiale et son besoin de dénoncer la persistance et la prédominance des structures patriarcales et misogynes tant au niveau du gouvernement que de la société.

La Marche des femmes ainsi que d'autres mouvements importants de contestation se sont imposés en 2017 et 2018 comme un bon moyen d'organisation et de communication en faveur du changement, se plaçant ainsi résolument à l'avant-garde de la résistance contre des systèmes d'exploitation bien ancrés. Les jeunes générations se servent des nouvelles technologies et de multiples autres moyens pour mobiliser l'opinion publique et répondre à des préoccupations mondiales primordiales tout en intégrant l'égalité des sexes et l'intersectionnalité dans la liste des questions soulevées. Ces différents mouvements ont aidé les communautés à se mobiliser pour aborder diverses questions telles que les droits en matière de reproduction, les questions de genre, les violences intersectionnelles, les droits des migrants, ceux des travailleurs et des citoyens, la justice raciale, la liberté d'expression, la justice environnementale, et d'autres encore. Ils créent une dynamique portuse d'espoir mais qui n'en constitue pas moins un défi. Il va en effet falloir qu'une majorité de la société s'unisse

pour faire en sorte que des changements durables soient réalisés de façon résolue, aussi bien à travers des petits pas qu'à travers des « bouleversements sismiques ».

Chercheurs et activistes ont montré à quel point les systèmes étatiques et sociaux sont intrinsèquement liés aux inégalités hommes-femmes et à l'oppression. Les violences faites aux femmes et les violences sexistes sont le résultat des inégalités hommes-femmes, des inégalités de pouvoir, de la corruption et du contrôle exercé. Les violences sexistes sont systémiques et profondément enracinées dans le patriarcat, mais sont aussi intersectionnelles de par leurs origines et leurs conséquences. Les structures et les relations patriarcales doivent être remises en question.

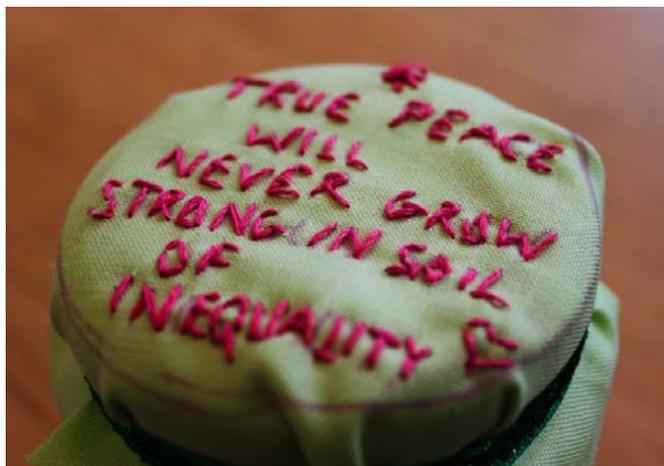
L'un des moyens de susciter le changement est d'adopter une approche intersectionnelle pour démanteler et combattre toutes les formes d'inégalité et d'oppression : raciales, économiques, discriminations liées aux handicaps, etc. Celles-ci font partie des structures, des pratiques et des histoires patriarcales. Il nous faut reconnaître et lutter contre le cloisonnement des approches et les méthodes à courte vue qui nous divisent, qui forcent les populations vulnérables à se faire concurrence dans l'intérêt d'une minorité de privilégiés. Il nous faut réimaginer de nouveaux moyens de contrer les forces qui sapent l'égalité et la justice et causent du tort, non seulement aux êtres humains, mais à la planète dans son ensemble.

Dans la recherche de paradigmes alternatifs, des approches sociologiques attentives à toutes les voix sont essentielles. La sociologie a déjà offert des éclairages très utiles sur les inégalités hommes-femmes, mais il y a beaucoup de sujets qui exigent notre attention. Pour la sociologie, le défi est d'examiner sérieusement les questions suivantes : Que faudra-t-il pour stimuler l'imagination sociologique au sujet de l'égalité (y compris au sein de notre propre discipline et de nos propres institutions) ? Quels types de théories et d'outils peuvent réellement aider à démanteler les inégalités systémiques ? Comment ne pas être pris en otage par les modes de financement qui reproduisent les inégalités et, au contraire, faire en sorte que notre travail de recherche montre les voies vers l'égalité ? Comment la sociologie peut-elle se concerter pour offrir la promesse et la possibilité à tous de pouvoir s'écouter et s'entendre mutuellement par-delà les clivages qui sont alimentés par des considérations politiques qui divisent ? La sociologie, aux côtés d'autres disciplines, peut-elle, grâce à la recherche et à l'action, offrir des solutions tangibles pour une vraie égalité et une justice sociale digne de ce nom ? Il est clair que les petits pas aussi bien que les bouleversements sismiques seront nécessaires pour faire en sorte que l'égalité soit un rêve qui devienne réalité. ■

Toute correspondance est à adresser à Margaret Abraham
<Margaret.Abraham@Hofstra.edu>

> Genre et inégalités dans le monde arabe

Lina Abirafeh, Lebanese American University (Liban)



Copyright : Jasmine Farram.

Si les inégalités hommes-femmes sont malheureusement une réalité mondiale, c'est dans le monde arabe que les disparités sont les plus fortes, et les difficultés pour remédier à ces inégalités sont considérables. La région souffre depuis longtemps d'insécurité économique et politique, doublée d'obstacles socioculturels et d'un système patriarcal solidement enraciné. Cette combinaison toxique paralyse – et dans de nombreux cas, annule – les progrès accomplis dans le sens de l'égalité des sexes.

À cela s'ajoutent de multiples crises humanitaires prolongées, comme celles qui sévissent en Syrie, en Palestine, au Yémen et en Irak. Dans toute la région, l'instabilité devient la norme. Ces conflits ont détruit les systèmes de protection sociale, réduit l'accès à des services sûrs et aux systèmes d'aide, déplacé les communautés et accru les vulnérabilités de tous types, entraînant de nouvelles insécurités pour les femmes. En temps de conflit, les objectifs d'égalité entre les sexes ne tardent pas à disparaître de l'ordre du jour.

Le *Global Gender Gap Report* de 2008 (Rapport mondial sur les inégalités de genre) du Forum économique mondial apporte des informations essentielles sur l'ampleur des inégalités entre les sexes dans le monde arabe. Quatre dimensions sont prises en compte dans le rapport : participation à la vie économique et opportunités, niveau d'instruction, santé et survie, et émancipation politique. À l'heure actuelle, l'écart hommes-femmes dans le monde

est de 68%, ce qui signifie qu'il reste un écart de 32% à combler à l'échelle mondiale. Le Moyen-Orient et l'Afrique du Nord, avec un écart à combler de 40%, apparaissent comme les régions les plus éloignées de la parité hommes-femmes.

Les pays du Golfe, comme les Émirats arabes unis et le Koweït, ont réduit les disparités hommes-femmes en matière de santé et de participation à la vie économique, mais des écarts subsistent en matière de salaires. Le Qatar a accru la participation des femmes à la vie politique : absentes du Parlement en 2017, elles représentaient près de 10% de ses membres en 2018.

Malgré ses piètres résultats en matière d'égalité hommes-femmes, l'Arabie saoudite a réduit les inégalités salariales et accru la participation des femmes au marché du travail. Cependant, des systèmes oppressifs comme la tutelle masculine restent en place, limitant la liberté et la mobilité des femmes.

La situation en Jordanie et au Liban reste largement inchangée, malgré de très timides avancées réalisées au Liban en ce qui concerne la proportion de femmes au Parlement. Les disparités hommes-femmes sont plus importantes à Oman qu'au cours des années précédentes en raison d'une baisse de la participation des femmes à la vie économique.

Les femmes n'occupent que 7% des postes de direction dans les quatre pays du monde qui affichent les plus mauvais résultats en matière d'égalité des sexes, dont trois se trouvent dans le monde arabe : l'Égypte, l'Arabie saoudite et le Yémen. Sur les 18 pays couverts dans la région, douze ont régressé. Au rythme actuel, il faudrait 153 ans à la région pour combler l'écart entre les sexes.

> Inégalités hommes-femmes : le cas du Liban

Le Liban est un exemple intéressant à cet égard, malgré son apparence progressiste. Le *Global Gender Gap Report* de 2018 a classé le Liban comme l'un des pires pays pour les femmes. Les dix pires pays au monde pour l'égalité entre les sexes sont l'Arabie saoudite, l'Irak, le Mali, la République démocratique du Congo, le Tchad, la Syrie, l'Irak, le Pakistan, le Yémen – et le Liban. En 2016, le Liban occupait la 135^e place sur 144 pays. En 2017, le

>>

pays est tombé à la 137^e place sur 144 pays. Et en 2018, il se classait 140^e sur 149 pays – derrière la plupart des pays arabes voisins, dont l'Égypte, la Tunisie, le Maroc, la Jordanie et Bahreïn.

Les épisodes prolongés de guerre civile, d'impasse politique et d'incertitude économique au Liban ont relégué au second plan les questions d'égalité entre les sexes. Bien que le pays semble favoriser – en apparence – un environnement plus libéral et progressiste pour les femmes, la réalité est beaucoup plus contrastée.

Le Liban a ratifié d'importantes conventions internationales, notamment la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes (CEDAW) et lors de la quatrième Conférence mondiale sur les femmes de 1995 à Pékin. Le pays a mis en place des mécanismes nationaux de promotion de la femme sous la forme d'une Commission nationale de la femme libanaise en 1998 et d'un Ministère de la condition féminine en 2016. Et il continue d'élaborer (sans toutefois les financer ni les mettre en œuvre) des stratégies nationales pour l'émancipation des femmes. Malgré ces évolutions, le Liban est à la traîne en matière d'égalité entre les sexes.

La participation des femmes à la vie politique libanaise reste scandaleusement faible. En juin 2017, le Parlement a rejeté la proposition d'un quota de 30% de femmes députées. Il s'agit d'un revers important pour les militantes des droits des femmes. Il n'y a actuellement que six femmes dans un parlement qui comprend 128 sièges. Les femmes libanaises continuent d'entrer en politique « vêtues de noir », en tant que veuves d'anciens hommes politiques, plutôt que de se représenter elles-mêmes. En agissant de la sorte, elles continuent de reproduire des intérêts sectaires plutôt que de porter les intérêts féministes, accentuant ainsi les divisions qui ont longtemps entravé le Liban.

Malgré des taux d'alphabétisation et des niveaux d'instruction élevés chez les femmes, les disparités entre les sexes restent prononcées pour ce qui concerne la participation à la vie économique et les opportunités offertes. En 2017, les femmes représentaient environ 25% de la main-d'œuvre totale, ce qui indique des niveaux élevés d'inégalité entre les sexes sur le marché du travail libanais. Le taux de chômage des femmes adultes est deux fois plus important que celui des hommes. Ni les politiques d'emploi ni les lois ne garantissent l'égalité des chances, l'égalité des salaires ou la conciliation entre vie professionnelle et vie privée. Les femmes libanaises restent une force économique sous-exploitée, souvent reléguée aux secteurs féminisés et à l'économie infor-

melle – et donc dépourvues de rémunération adéquate ou de protection sous la forme d'avantages sociaux et d'un salaire minimum, ou de sécurité des conditions de travail. En outre, les femmes sont sous-représentées dans les postes de direction, en particulier dans les secteurs à prédominance masculine.

Les efforts de réforme au Liban sont entravés par quinze lois distinctes correspondant aux diverses communautés religieuses du pays. Ces codes du statut personnel établissent le sort des femmes en matière de mariage, de divorce, d'héritage, d'enfants, etc. Ils sont la manifestation la plus flagrante du patriarcat enraciné dans le pays. Ces codes consacrent en effet l'inégalité entre les conjoints et discriminent ouvertement les femmes dans tous les aspects de leur vie. Le corps et la vie des femmes sont ainsi réglementés par les différents tribunaux religieux du pays.

Le système judiciaire libanais prévoit des protections contre certaines formes de violence sexiste, mais celles-ci ne sont pas appliquées de manière cohérente et équitable, et les violences se poursuivent dans une relative impunité. La violence conjugale est la forme de violence sexiste la plus répandue dans le pays. En 2014, le Parlement libanais a adopté la Loi sur la protection des femmes et des membres de la famille contre les actes de violence familiale, mais cette nouvelle loi s'est gardée de reconnaître le viol conjugal comme un délit.

En 2017, le Parlement a aboli l'article 522 du code pénal qui permettait au parquet d'abandonner les poursuites contre un violeur s'il épousait sa victime. Toujours en 2017, une loi a été élaborée pour criminaliser le harcèlement sexuel dans les lieux publics et sur les lieux de travail, mais la loi est à ce jour restée à l'état de projet.

Malgré des années de sensibilisation sur la question, il n'existe au Liban aucune loi interdisant le mariage des enfants, la décision restant entre les mains des tribunaux religieux. Le problème se trouve exacerbé dans le cas des réfugiés : face à la crise actuelle, les taux de mariages d'enfants parmi les réfugiés syriens sont en augmentation, et les jeunes filles ainsi contraintes au mariage n'ont pas accès aux protections juridiques du gouvernement libanais. Ceci vient nous rappeler de manière pressante que le fait d'échapper à un conflit n'apporte pas nécessairement la sécurité aux femmes et aux filles.

Le cas du Liban reflète celui du monde arabe dans son ensemble : il reste encore beaucoup à faire pour parvenir à l'égalité. La région doit s'engager pour accélérer le changement, car attendre 153 ans n'est pas une option. ■

Toute correspondance est à adresser à Lina Abirafteh <lina.abirafteh@lau.edu>

> Les femmes au travail

dans le contexte asiatique

Nicola Piper, Université Queen Mary de Londres (Royaume-Uni) et membre du comité de recherche de l'ISA sur la Pauvreté, la Protection sociale et les Politiques sociales (RC19)

L'Asie est le lieu d'importantes migrations « Sud-Sud » ou intra-régionales. Selon les estimations de l'Organisation internationale du Travail, on comptait 150,3 millions de travailleurs migrants en 2013, dont 83,7 millions d'hommes et 66,6 millions de femmes. Les Nations Unies évaluent la proportion de femmes dans les stocks de migration asiatiques à environ 42,7% contre 48,4% au niveau mondial. Cela s'explique en grande partie par la forte augmentation du nombre et de la proportion d'hommes migrants en Asie, qui a dépassé celle des femmes migrantes.

Entre 1990 et 2000, seuls trois des dix principaux flux migratoires bilatéraux se trouvaient en Asie, mais entre 2010 et 2017, ce nombre est passé à six. Le flux migratoire entre les pays de destination de la sous-région du Golfe (classée « Asie occidentale » par les Nations Unies) et les pays d'origine situés en Asie du Sud et du Sud-Est est particulièrement important en raison du pourcentage extrêmement élevé de résidents étrangers dans les pays du Golfe : Le Qatar et les Émirats arabes unis ont la proportion de migrants la plus élevée par rapport à la population totale, soit 90% et 88% respectivement, beaucoup étant originaires du même continent ou, de plus en plus, d'Afrique. Les autres destinations asiatiques les plus importantes pour les migrants asiatiques sont les pays économiquement très performants d'Asie du Sud-Est (Singapour, Malaisie) et d'Asie de l'Est (Corée, Taïwan, Japon). Les principaux pays d'origine des migrants sont les Philippines, l'Indonésie, le Sri Lanka, le Bangladesh et le Vietnam.

L'Asie ayant connu des mouvements massifs et continus de population depuis les années 1970, il n'est pas surprenant que chercheurs et acteurs de terrain se soient intéressés de plus en plus aux particularités de ces mouvements migratoires. L'une des particularités de la migration intra-asiatique est qu'elle est dominée par un cadre réglementaire, qui se traduit par l'attribution de permis strictement temporaires liés à l'employeur, offrant aux migrants la possibilité de travailler à l'étranger pour une du-

rée (éventuellement renouvelable) de deux à quatre ans. La majorité des travailleurs, peu qualifiés et peu rémunérés, ne peuvent prétendre à un quelconque regroupement familial ni s'établir de manière permanente dans le pays d'accueil. Le contrat de migration temporaire donne lieu au phénomène du « travailleur isolé », les hommes migrants répondant généralement aux besoins de main-d'œuvre dans les secteurs productifs (comme la construction) et les femmes migrantes principalement dans les secteurs « reproductifs » (c'est-à-dire les activités de *care*), en particulier dans le travail domestique, bien qu'elles soient également présentes dans le secteur manufacturier et d'autres types d'emplois.

Dans cette région, les secteurs du travail domestique et du *care* sont largement occupés par les femmes migrantes. En Asie occidentale, où le travail domestique comprend également les jardiniers, les chauffeurs, les agents de sécurité et les cuisiniers, les hommes migrants sont souvent également employés dans ce secteur : 10% des travailleurs domestiques dans les pays arabes sont des hommes. D'après l'Organisation internationale du Travail, au moins 53,6 millions de femmes et d'hommes âgés de plus de 15 ans travailleraient principalement comme domestiques, certaines sources faisant état d'un chiffre pouvant atteindre 100 millions. L'emploi des travailleurs domestiques représente au moins 2,5% de l'emploi total dans les pays post-industriels et entre 4% et 10% de l'emploi total dans les pays en développement. En termes de genre, les femmes représentent l'écrasante majorité de la main-d'œuvre domestique (83%), ce qui représente 7,5% de l'emploi des femmes dans le monde. Les employés de maison, pour la plupart des femmes, parcourent souvent des milliers de kilomètres pour occuper des emplois insuffisamment réglementés voire non réglementés, précaires et généralement mal payés, laissant derrière elles leur propre famille.

Des concepts tels que la « chaîne du *care* », qui sont désormais largement utilisés dans les travaux de recherche

“La politique des pouvoirs publics vise essentiellement à contrôler les migrations et à tirer des avantages économiques des travailleurs étrangers, ne manifestant qu’un intérêt de pure forme pour les droits des migrants”

et les politiques migratoires à travers le monde, se fondent sur l’expérience des migrants des pays asiatiques. Les femmes migrantes répondent aux besoins en travailleurs du *care* dans les économies les plus développées, ce qui entraîne un déficit de *care* dans leurs pays d’origine. Le fait que la marchandisation du *care* qui se trouve à la base des chaînes mondiales du *care* sous la forme de main-d’œuvre domestique migrante a des répercussions socio-économiques considérables qui vont au-delà des pronostics macroéconomiques, est un fait qui a été largement ignoré, et les répercussions sociales et psychologiques sur les familles restées au pays n’ont guère été prises en compte par les responsables politiques.

Le fait que l’essentiel de la main-d’œuvre intra-asiatique travaille dans des secteurs à bas salaires permet de relancer le débat sur les liens entre migration et développement. Ces dernières années, la manière positive d’aborder le lien entre migration et développement est en bonne partie fondée sur la présomption de gains de compétences ou de « circulation des cerveaux » dont les pays d’origine sont censés bénéficier. En cela, on ne tient pas compte du travail que la majorité des travailleurs migrants temporaires, en particulier les femmes, accomplissent réellement. Dans toute l’Asie du Sud et du Sud-Est, un grand nombre de travailleurs « peu qualifiés » trouvent un emploi à l’étranger dans des conditions très contraignantes. Il s’agit souvent de contrats à court terme, assujettis au régime de la *kafala* – le système de parrainage des visas par l’employeur, qui est largement utilisé dans les pays du Golfe – ou d’un réseau d’intermédiaires ou d’agents de recrutement privés qui manipulent les deux extrémités du processus de migration. Des recherches critiques ont démontré que cette marchandisation du travail de *care* n’entraîne aucune acquisition de « capital humain » et n’a guère d’impact sur les salaires ou le niveau de vie. Les « compétences » ne sont même pas assurées, et encore moins développées. L’invisibilité du travail de reproduction masque les répercussions de ces déficits de *care* sur le développement. Cela a des implications pour les pays d’origine : l’exode des travailleurs domestiques migrants a été accueilli avec enthousiasme du fait des importants flux d’envois de fonds qu’il a générés, mais sans tenir suffisamment compte des implications socioéconomiques ou des implications sur le développement des déficits considérables de *care* ainsi générés. Le discours des gouvernements et l’orientation des politiques publiques qui dominent, qui privilégient les seuls transferts de fonds, conduisent à instrumentaliser les contributions des migrants, en faisant abstraction des coûts sociaux de la migration pour les familles.

Ce paradigme de développement ne tient pas compte des expériences personnelles des femmes migrantes et des coûts liés à la migration, ce qui revient à fermer les yeux sur leurs droits, leur protection et leur subjectivité propre. Dans leur ensemble, les politiques gouvernementales se préoccupent avant tout de contrôler les migrations (c’est-à-dire la sortie et l’entrée des personnes, et leur accès au marché du travail ou aux emplois) et à tirer des avantages économiques des travailleurs étrangers, ne manifestant qu’un intérêt de pure forme pour les droits des migrants.

En résumé, les pays asiatiques s’abstiennent généralement de formuler une politique migratoire sensible à la problématique du genre, qui faciliterait la mobilité transfrontalière de la main-d’œuvre féminine. Certains pays imposent au contraire des restrictions légales à la migration de la main-d’œuvre féminine, généralement sous couvert de protection. Pourtant, dans la plupart des pays d’accueil, la législation du travail protège mal les droits des femmes migrantes, qui sont soumises à des facteurs structurels et discriminatoires croisés, fondés sur le sexe, la classe sociale, l’âge, l’appartenance ethnique et la nationalité. Ces facteurs aggravent encore les difficultés auxquelles elles sont confrontées.

Résultat, les femmes migrantes qui sont concentrées dans des secteurs féminisés de l’économie comme le travail domestique ou la confection – des secteurs où les salaires sont généralement bas – n’ont pas accès aux mêmes droits du travail et aux mêmes protections sociales que les travailleurs des autres secteurs. Les inégalités structurelles, la discrimination fondée sur le sexe sur le marché du travail dans les pays d’origine, et les contrôles restrictifs à l’immigration, se combinent de sorte que les femmes ont généralement moins d’options pour émigrer et sont plus susceptibles de se tourner vers des recruteurs (recruteurs individuels ou organismes qu’elles payent pour faciliter leur processus migratoire). Les femmes sont ainsi plus susceptibles que les hommes d’émigrer dans le cadre de programmes de travail temporaire peu qualifié ou via des canaux clandestins, en vue de travailler dans des secteurs souvent non réglementés et dépourvus de représentation syndicale. Le niveau élevé d’insécurité socioéconomique, l’isolement géographique et la privation des droits politiques des travailleuses migrantes temporaires se situent au cœur des inégalités hommes-femmes en Asie. ■

Toute correspondance est à adresser à Nicola Piper <n.piper@qmul.ac.uk>

> L'IPSP : progrès social et réflexions sur le genre

Jeff Hearn, Hanken School of Economics (Finlande), Université d'Örebro (Suède), Université de Huddersfield (Royaume-Uni) et membre du comité de recherche de l'ISA sur les Femmes, le Genre et la Société (RC32)



Près de 300 chercheurs participent au rapport du Panel international sur le progrès social (IPSP). Copyright : Sofie Wolthers (2015).

Le Panel international sur le progrès social (IPSP, <https://www.ipsp.org/>) a été conçu entre 2012 et début 2013 comme une vaste initiative non gouvernementale et indépendante dans le domaine des sciences sociales, faisant à certains égards pendant au Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC). L'idée a été débattue en mai 2013 lors de la conférence « Think Global » (<https://penserglobal.hypotheses.org/35>), puis officiellement lancée à l'été 2014, avec les premières réunions du comité de pilotage et du conseil scientifique qui allaient bientôt suivre. Marc Fleurbaey (Université de Princeton) et Olivier Bouin (RFIEA, Réseau français d'instituts d'études avancées), avec le soutien de nombreux spécialistes réputés des sciences sociales tels que Amartya Sen, Helga Nowotny, Ravi Kanbur et Elisa Reis, ont joué un rôle clé dans ce processus.

De manière générale, l'objectif du Panel a été de rendre compte du progrès social sous tous ses aspects, de faire en sorte que l'état actuel des sciences sociales soit davantage accessible et pris en considération, d'apporter aux acteurs sociaux et aux citoyens – y compris aux gouvernements mais pas seulement – des idées sur des futurs possibles, de peser sur les débats publics, et enfin d'accroître l'intérêt des universitaires pour la justice sociale et la réflexion prospective à long terme.

C'est en avril 2015 que j'ai reçu une invitation à participer au premier congrès d'auteurs organisé à grande

échelle, qui a réuni jusqu'à 200 grands spécialistes des sciences sociales du monde entier à Istanbul au mois d'août de cette même année. J'ai été invité à rejoindre l'une des équipes d'un sous-groupe travaillant sur un chapitre intitulé « Pluralisation de la famille, du genre, et de la sexualité ». Comme cela arrive parfois, entre l'invitation et l'événement, le sous-groupe a été rebaptisé « Pluralisation des familles », le genre étant devenu un concept « intégré ». Ce changement a nécessité quelques remaniements dans l'affectation des sous-groupes ; j'ai fini par participer à l'avant-dernier chapitre, « Les multiples directions du progrès social : Les voies à suivre », tout en travaillant à la création d'un groupe transversal sur le genre. Un deuxième congrès à grande échelle a été organisé à Lisbonne en janvier 2017.

Plus de 282 auteurs, y compris les auteurs contributeurs, ont signé les textes publiés par l'IPSP. Si l'on tient compte de la participation de divers membres de comités et de conseils scientifiques, le nombre total s'élève à environ 350. Au départ, les politologues représentaient environ le quart des auteurs, les sociologues et les économistes un peu moins d'un cinquième chacun ; et le reste provenait d'autres sciences sociales, et quelques-uns de secteurs littéraires. La majorité venait d'Europe et d'Amérique du Nord, et une minorité non négligeable d'autres régions du monde ; environ 60% étaient des hommes.

Les principes fondamentaux de l'IPSP impliquaient de travailler d'une manière collégiale, en partant de la base et en s'appuyant sur les pairs ; de compter sur le soutien et le financement non contraignants de près de 50 partenaires donateurs, universités et autres institutions, indépendants des gouvernements et des lobbyistes ; et d'accorder une valeur élevée aux approches pluridisciplinaires et à l'avis des parties prenantes. Les auteurs ont été encouragés à traiter les désaccords avec humilité et respect, à accepter d'être en désaccord et à reconnaître les limites de l'expertise. L'IPSP se voulait prescriptif de manière conditionnelle : « Si votre objectif est ceci, alors la meilleure voie est celle-là ». Les éléments clés du progrès social identifiés étaient : l'égalité de dignité, les droits fondamentaux, la démocratie, l'État de droit, le pluralisme, le bien-être, la liberté, la non-aliénation, la solidarité, l'estime et la reconnaissance, les biens culturels, les valeurs environnementales, la justice distributive, la transparence, la responsabilité.

>>

Ce travail a donné lieu à trois grands volumes collectifs publiés par Cambridge University Press sous le titre *Rethinking Society for the 21st Century : Report of the International Panel on Social Progress* (Repenser la société au XXI^e siècle : Rapport du Panel international sur le progrès social), et d'un volume signé par plusieurs auteurs, *A Manifesto for Social Progress: Ideas for a Better Society* (Manifeste pour le progrès social : Des idées pour une société meilleure). Les auteurs de l'IPSP sont également actifs dans de nombreux forums, par exemple le T20 (le réseau international de think tanks du G20 qui s'est réuni en Allemagne en 2017 et en Argentine en 2018), *The Conversation*, des numéros spéciaux de revues, et un film documentaire : https://www.instagram.com/a_new_society/.

Les grands chapitres des trois volumes donnent une idée de l'éventail des questions abordées : *I. Les transformations socio-économiques* : Les tendances sociales et nouvelles géographies ; Le progrès social : une boussole ; L'inégalité économique ; La croissance économique, le développement humain, l'aide sociale ; Les villes ; Les marchés, les finances et les entreprises ; L'avenir du travail ; La justice sociale, l'aide sociale et l'organisation économique. *II. Réglementation politique, gouvernance et transformations sociétales* : Les paradoxes de la démocratie et l'État de droit ; La violence, les guerres, la paix, la sécurité ; Organisations internationales et technologies de la gouvernance ; La gouvernance du capital, du travail et de la nature ; Les médias et les communications. *III. Les transformations des valeurs, des normes, des cultures* : Le changement culturel ; Les religions ; La pluralisation des familles ; La santé mondiale ; L'Éducation ; L'appartenance ; Les multiples directions du progrès social ; La contribution des sciences sociales au changement politique et institutionnel. Pour chaque thème, la situation actuelle, les tendances historiques et prospectives, les orientations du changement inspirées par la justice sociale, ainsi que les moteurs de ces changements et les obstacles sont analysés. Les sujets transversaux sont : La science, les technologies et l'innovation ; La mondialisation ; Les mouvements sociaux ; La santé ; et, comme nous l'avons noté, Le genre. Le groupe transversal sur le genre a apporté des commentaires sur les projets de chapitres et proposé une liste indicative pour guider les auteurs des chapitres sur la manière d'aborder le genre, dont les points indispensables suivants :

- les relations entre les hommes et les femmes, les relations de pouvoir entre les hommes et les femmes, et les processus de différenciation du genre, le genre n'étant pas rattaché seulement à un nom, à une variable ou à des catégories spécifiques ;

- la construction du genre et le pouvoir différencié des femmes et des féminités, et des hommes et des masculinités ;
- le fait d'appréhender le genre comme signifiant « femmes et hommes » risque de minimiser la diversité des genres, l'existence d'autres genres et les positions LGBTIQ+ ;
- les façons très différentes dont les relations entre les sexes sont organisées dans et entre les différentes sociétés, comme les généralisations entre les régimes sexospécifiques peuvent être faussées ;
- les enfants, « filles » et « garçons », ne doivent pas être minimisés ;
- l'attention et la cohérence dans la distinction entre « l'égalité des sexes » et « l'équité entre les sexes » ;
- les processus de différenciation du genre et les régimes sexospécifiques dans ce que l'on peut considérer comme des domaines « non sexistes » ou « non genrés », par exemple les relations internationales ou les transports ;
- la sexualité, y compris les sexualités non normatives, ne reproduisant pas l'hétéronormativité ;
- l'avenir du genre et de la sexualité, par exemple les implications des nouvelles technologies ;
- le genre construit intersectionnellement, à tous les niveaux, de l'identité aux relations sociales globales.

Dans l'ensemble, le rapport de l'IPSP a cherché à faire le point sur l'état actuel des connaissances sur les possibilités de changement social structurel, et à faire la synthèse des connaissances sur les principes, les possibilités et les méthodes permettant d'améliorer les institutions sociales. De nombreuses recommandations ont été formulées, par exemple à partir du seul avant-dernier chapitre, pour : surmonter les obstacles au progrès social durable ; développer des formes non capitalistes d'activité marchande et le rôle de l'État ou de la communauté dans la satisfaction des besoins humains ; construire des secteurs de marché coopératifs dynamiques ; convertir les entreprises capitalistes en coopératives et en entreprises rachetées par les travailleurs ; démocratiser les grandes entreprises capitalistes ; assurer un revenu minimum inconditionnel et des services de soins universels ; nommer et modifier les puissants et les privilégiés dans les institutions et la politique ; établir des alliances transnationales et interorganisationnelles pour l'élaboration des politiques en tirant des leçons de l'expérience des pays du Sud ; étendre les programmes d'égalité aux domaines de politique publique « non identifiés » et transnationaux ; démocratiser la démocratie ; et établir des budgets participatifs. ■

Toute correspondance est à adresser à Jeff Hearn <hearn@hanken.fi>

> Pauvreté et inégalités :

L'Afrique du Sud en guise d'avertissement

Jeremy Seekings, Université du Cap (Afrique du Sud), membre du comité de recherche de l'ISA sur la Pauvreté, la Protection sociale et les Politiques sociales (RC19), et ancien vice-président du comité de recherche sur le Développement urbain et régional (RC21)



À la recherche d'un emploi en Afrique du Sud, un pays où le nombre de chômeurs a doublé au cours des 25 dernières années.
Photo : Jeremy Seekings.

La pauvreté et les inégalités en Afrique du Sud ont à juste titre considérablement retenu l'attention. Les taux de pauvreté absolue en Afrique du Sud – calculés sur la base d'une valeur normalisée de revenu

monétaire – ont longtemps été, et demeurent, exceptionnellement élevés étant donné le PIB par habitant du pays. Cela s'explique, bien sûr, par le fait que la répartition des revenus en Afrique du Sud est très inégale. Les niveaux élevés de pauvreté

>>

et d'inégalité des revenus trouvent leur origine dans l'histoire de la dé- possession et de la discrimination raciales en Afrique du Sud avant et sous l'apartheid. Toutefois, après 25 ans de gouvernement démocratiquement élu, la pauvreté monétaire reste obstinément élevée, et les inégalités se sont probablement accrues. Il est clair que la démocratie ne réduit pas nécessairement la pauvreté monétaire ni les inégalités de revenus.

> La persistance de la pauvreté et des inégalités en Afrique du Sud

La persistance de la pauvreté et des inégalités relève de différents facteurs. Avec Nicoli Natrass, nous avons soutenu dans notre livre publié en 2005, *Class, Race and Inequality in South Africa* (Yale University Press), que les inégalités ont survécu à l'apartheid parce qu'elles n'étaient plus motivées par une discrimination raciale explicite. Sous le régime d'apartheid, les Sud-Africains blancs accumulaient non seulement des biens et des actifs financiers, mais aussi du capital humain (grâce à une éducation publique discriminatoire sur le plan racial) et du capital social (sans parler du capital culturel). Cela signifiait que la discrimination raciale a pu être abolie sans porter atteinte aux privilèges de la plupart des Sud-Africains blancs. Les gouvernements démocratiquement élus après 1994 ont démantelé les derniers vestiges d'une discrimination raciale explicite et ont introduit un important système de discrimination positive en faveur des Sud-Africains noirs. Mais la plupart des Sud-Africains blancs ont continué de jouir de privilèges de classe. Inversement, si certains Sud-Africains noirs ont bénéficié de la levée des restrictions raciales (puis de la discrimination positive) et ont prospéré, de nombreux Sud-Africains noirs ont continué à souffrir de l'absence de tout type de capital. Sans compétences, sans capital social et sans terres, quatre Sud-Africains adultes sur dix se sont trouvés au chômage.

Dans notre livre daté de 2015, *Policy, Politics and Poverty in South Africa* (Palgrave Macmillan), nous nous sommes intéressés avec Nicoli Natrass aux raisons pour lesquelles il n'y a pas eu de soutien plus affirmé en faveur des politiques d'aide aux pauvres après la démocratisation du pays. Nous reconnaissons que certaines politiques gouvernementales ont été favorables aux pauvres. Les programmes d'assistance sociale en Afrique du Sud redistribuent une part exceptionnellement importante (entre 3 et 4%) du PIB depuis les contribuables riches vers les ménages les plus pauvres. Cela réduit la pauvreté, mais pas les inégalités. Toutefois la pauvreté, de même que les inégalités, persiste. L'une des raisons principales est le taux élevé de chômage. Non seulement le taux de chômage a augmenté en 25 ans de gouvernement démocratique, mais le nombre absolu de chômeurs a doublé. Peu d'avantages de la croissance économique se sont répercutés sur les plus pauvres, si ce n'est une redistribution qui s'opère par le biais de l'aide sociale financée par les impôts. Nous pensons que cela reflète, en partie, l'effet réducteur de la politique relative au marché du travail sur les secteurs à forte concentration de main-d'œuvre.

> Un phénomène de plus en plus répandu dans toute l'Afrique

L'histoire de l'Afrique du Sud est souvent considérée comme un cas exceptionnel. Mais la persistance de la pauvreté et les inégalités croissantes en Afrique du Sud constituent un signe avant-coureur d'un phénomène en expansion dans toute l'Afrique. Entre 1990 et 2015, la proportion de la population mondiale vivant dans l'extrême pauvreté monétaire a chuté de deux tiers, passant de 47% à 14%. Le nombre total estimé de personnes vivant dans l'extrême pauvreté monétaire est passé d'un peu moins de 2 milliards de personnes en 1990 à 836 millions en 2015. En Afrique, cepen-

dant, le taux global de pauvreté a diminué beaucoup plus modérément, passant de 57% à près de 40%, alors que le nombre absolu de personnes vivant dans l'extrême pauvreté a en fait augmenté sur le continent. De même qu'en Afrique du Sud, la pauvreté persiste malgré la croissance économique. Trop peu des avantages de la croissance profitent aux pauvres. L'élasticité de la pauvreté par rapport à la croissance en Afrique entre 1990 et 2015 n'a été que de -0,7, contre -2 dans les autres régions du monde, ce qui signifie que chaque 1% de croissance économique en Afrique n'a réduit la pauvreté que de 0,7%, alors que la même croissance ailleurs a réduit la pauvreté de 2%. La croissance économique en Afrique a davantage contribué à augmenter les inégalités qu'à réduire la pauvreté.

Dans le reste de l'Afrique, contrairement à l'Afrique du Sud, les pauvres étaient jusqu'à présent surtout des paysans vivant dans les zones rurales. Dans de nombreuses régions (mais pas toutes), les paysans ont une faible productivité et sont à la merci d'épisodes destructeurs de sécheresse. Les gouvernements ont souvent négligé la population rurale. Le « développement » imposé aux paysans a rarement apporté de bénéfices substantiels. Une grande partie de l'Afrique était autrefois caractérisée par une abondance de terres et une pénurie de main-d'œuvre. Aujourd'hui, elle se caractérise de plus en plus par la rareté des terres et un excédent de main-d'œuvre. L'augmentation de la productivité des paysans est à l'évidence nécessaire pour améliorer la sécurité alimentaire et réduire la pauvreté des populations rurales, mais il est très probable que cette augmentation permette d'absorber une main-d'œuvre croissante. Le résultat est déjà visible, avec un taux de chômage en hausse chez les jeunes, dont beaucoup émigrent vers les zones urbaines, où ils sont considérés par les élites politiques comme une menace politique.

> La nécessité d'une industrie à forte concentration de main-d'œuvre

En Afrique du Sud et, de plus en plus, dans toute l'Afrique, la réduction de la pauvreté passe par l'expansion des secteurs non agricoles à forte concentration de main-d'œuvre. Historiquement, pratiquement tous les cas de croissance économique soutenue et de réduction de la pauvreté ont impliqué une phase de production manufacturière à forte concentration de main-d'œuvre. Dans le nouveau livre que j'ai co-écrit avec Nicoli Natrass, *Inclusive Dualism: Labour-Intensive Development, Decent Work, and Surplus Labour in Southern Africa* (Oxford University Press, 2019), nous nous appuyons sur les travaux de W. Arthur Lewis – le seul économiste d'origine africaine à avoir reçu le prix Nobel d'économie – pour examiner le rôle de l'industrie de la confection dans la création d'emplois et la réduction de la pauvreté. L'industrie de la confection est importante en ce qu'elle constitue une source potentiellement considérable d'emplois pour les pauvres. Les quatre millions d'emplois dans le secteur de l'habillement au Ban-

ladesh sont peut-être mal rémunérés, mais ils ont joué un rôle majeur dans la réduction de la pauvreté, en permettant à des femmes des zones rurales d'accéder à des emplois à productivité plus élevée et mieux rémunérés. L'industrie du vêtement, à l'image du canari que les mineurs gardaient en cage dans les mines de charbon pour les alerter du danger produit par les émanations de gaz, sert d'indicateur sur l'état général d'un pays. Si un pays qui a un surplus de main-d'œuvre n'a pas d'industrie de la confection en expansion, c'est le signe qu'il y a quelque chose qui ne va pas au niveau politique.

Inclusive Dualism comprend un examen approfondi des leçons tirées de l'Afrique du Sud, où l'emploi dans le secteur de la confection a diminué en même temps que le chômage a augmenté. Plus alarmant encore, l'élasticité de la croissance par rapport à l'emploi dans le secteur manufacturier sud-africain a probablement été négative, ce qui signifie que l'augmentation de la production manufacturière a coïncidé avec le déclin de l'emploi dans ce secteur. La productivité du travail a augmenté, les employeurs ayant investi dans des

technologies à plus forte concentration de capital et de compétences, mais l'emploi a diminué. C'est la formule qui conduit à coup sûr à la persistance, si ce n'est à l'augmentation, des inégalités et de la pauvreté. Nous attribuons cela à ce que nous appelons le « fondamentalisme du travail décent », c'est-à-dire la recherche d'« emplois décents » sans tenir compte des conséquences pour l'emploi et le chômage. Tant que l'Afrique du Sud et d'autres pays africains n'offriront pas les conditions nécessaires au développement du secteur de la confection, la pauvreté et les inégalités subsisteront.

Les données sur la pauvreté en Afrique citées dans cet article proviennent du *Rapport des Nations Unies sur les objectifs du millénaire pour le développement* (New York : Nations Unies, 2015), de *Poverty in a Rising Africa* de Kathleen Beegle et al. (Washington DC: Banque mondiale, 2016) et de Zarobabel Bicaba et al., « Eliminating Extreme Poverty in Africa: Trends, Policies and the Roles of International Organizations », document de travail 223 (Abidjan : Banque africaine de développement, 2015). ■

Toute correspondance est à adresser à Jeremy Seekings <jeremy.seekings@uct.ac.za>

> Pentecôtisme et christianisme charismatique en Afrique du Sud

Mokong S. Mapadimeng, Human Sciences Research Council (Afrique du Sud) et membre des comités de recherche de l'ISA sur la Sociologie de l'art (RC37) et les Mouvements de travailleurs (RC44)



Le pasteur d'une église pentecôtiste pulvérise de l'insecticide Doom sur le visage d'une fidèle.

Les élections démocratiques de 1994 en Afrique du Sud ont marqué un tournant décisif, avec l'effondrement officiel de l'apartheid issu de l'ordre colonial et son remplacement par le gouvernement démocratique de la majorité noire. Ces changements ont été accompagnés d'autres changements, en particulier au niveau des anciennes institutions et structures, et des pratiques qui leur sont associées. Parmi

ces changements, il y a eu l'essor des mouvements religieux chrétiens qui s'est manifesté à travers les Églises chrétiennes pentecôtistes et/ou charismatiques. Bien que ces Églises ne soient pas nouvelles en Afrique du Sud, puisqu'elles seraient apparues au début du XX^e siècle, elles ont connu un développement exponentiel dans tout le pays juste après 1994, aussi bien dans les milieux urbains que dans les villages les plus reculés.

>>



Le pasteur d'une église pentecôtiste fait avaler un serpent vivant à un membre de la congrégation.

La croissance exponentielle de ces Églises ne s'est cependant pas déroulée sans problèmes ni controverses. Récemment, celles-ci ont ainsi fait l'objet d'interminables controverses au motif qu'elles se livraient à des pratiques perçues comme étant contraires à une foi chrétienne authentique, en donnant par exemple à manger des serpents, de l'herbe, de l'essence ou des pesticides à des fidèles à titre de thérapie spirituelle ou pour lutter contre les esprits démoniaques (voir les photos). Au moment où j'écris cet article, des procès se poursuivent à l'encontre du pasteur d'origine nigériane Timothy Omoso, de l'Église évangéliste Jesus Dominion International (JDI), poursuivi pour agressions sexuelles, trafic d'êtres humains et racket, et à l'encontre du pasteur multimillionnaire originaire du Malawi Sheperd Bushiri et de sa femme, de l'Église évangéliste Enlightened Christian Gathering (ECG), mis en examen pour fraude et blanchiment d'argent. Récem-

ment aussi, une vidéo dans laquelle le pasteur d'origine congolaise Alph Lukau affirmait avoir réussi, grâce à la seule prière, à faire revenir à la vie un homme qui gisait mort dans un cercueil, est devenue virale sur les réseaux sociaux.

Les controverses sans fin au sujet de ces Églises, notamment accusées d'opérer comme des entreprises privées tout en échappant à l'impôt du fait de l'absence de tout cadre réglementaire, ont conduit le gouvernement sud-africain à nommer une commission d'enquête pour examiner ces controverses et les pratiques commerciales présumées illégales de ces Églises. Cette tâche a été assignée à la Commission pour la promotion et la protection des droits des communautés culturelles, religieuses et linguistiques (CRL Rights Commission). L'enquête avait pour objectif d'aborder le problème posé par des Églises frauduleuses considérées comme préjudiciables à la popula-

tion au plan émotionnel et spirituel. Certaines de ces Églises auraient été créées à des fins commerciales – alors même que leurs fidèles vivent dans la pauvreté.

Ce qui est frappant dans ce contexte de popularité croissante et de controverses autour des Églises pentecôtistes et/ou charismatiques, c'est l'absence d'analyses sociologiques. Cela est dû au fait qu'en Afrique du Sud la sociologie de la religion reste largement sous-développée. Par conséquent, toute une série de questions sociologiques se rapportant à ces Églises sont laissées sans réponse et restent inexplorées, notamment : Comment peut-on expliquer la soudaine prolifération de ces Églises et leur croissance exponentielle, ainsi que leur popularité auprès des Sud-Africains ? Quels segments de la société sud-africaine sont des fidèles actifs au sein de ces Églises ? Qui sont les dirigeants de ces Églises et qu'est-ce qui les rend si charisma-

tiques ? Comment peut-on expliquer ce qui apparaît comme de la passivité de la part des fidèles face aux pratiques nuisibles et dangereuses de ces Églises ? Qu'en est-il des cadres réglementaires des organisations religieuses en Afrique du Sud, et ne sont-ils pas respectés ?

Je voudrais ici tenter d'apporter une première analyse sociologique, par le biais d'une approche théorique sur la religion et son rôle au sein de la société. Il s'agit d'examiner comment la religion est comprise, c'est-à-dire ce qu'elle est et quels sont son rôle et son influence dans la société. Au niveau des définitions, il y a des désaccords, que James A. Bedford attribue au fait que la religion est une construction sociale enracinée et façonnée dans des contextes socio-politiques et historiques spécifiques qui lui donnent son caractère non figé, diversifié et dynamique. Cette approche est utile pour comprendre le développement exponentiel des églises pentecôtistes et charismatiques dans l'Afrique du Sud d'après 1994. L'année 1994 fut un moment politique marqué par la promesse d'une « vie meilleure pour tous », un idéal qui n'a jamais été complètement atteint. Et ce malgré certaines améliorations apportées moyennant la prestation à grande échelle de services de base au profit des pauvres. Le faible taux de croissance annuel de l'Afrique du Sud, actuellement établi à tout juste 2,2%, n'a pas permis de générer des taux d'emploi significatifs (le taux de chômage officiel

est supérieur à 27%). La pauvreté et les inégalités s'aggravent, le coefficient Gini du pays se situant à 0,63, soit l'un des plus élevés du monde. Cet état de fait est exacerbé par une déchéance morale et une corruption omniprésente marquées par le pillage des fonds publics par des élites politiquement associées en vue de leur enrichissement personnel. Au moment où j'écris cet article, deux commissions d'enquête sont en cours, pour examiner la captation présumée de l'État par des entreprises corrompues, et la place qu'occupent la corruption et la fraude.

Ce contexte permet d'expliquer la croissance exponentielle des Églises charismatiques et leur popularité grandissante auprès de la population sud-africaine. Ces Églises promettent à leurs adeptes des bienfaits tels que la fin miraculeuse de leurs souffrances liées à la pauvreté, aux problèmes de santé ou au chômage, mais leur promettent aussi la richesse matérielle. À ces fins, les fidèles sont encouragés à faire des donations d'argent, qui au bout du compte permettent aux pasteurs de devenir très riches. Beckford avait parfaitement raison lorsqu'il observait que la religion est une construction sociale non homogène, complexe et diverse qui dépend des finalités qu'elle exploite pour réussir. Les éléments charismatiques particuliers du pentecôtisme, y compris les guérisons miraculeuses, ont été utilisés en vue d'un enrichissement personnel par des pasteurs qui se font passer pour des

prophètes capables d'accomplir des miracles. Alors que pour Steve Bruce, l'influence de la religion est favorisée par la croyance qu'en accomplissant la volonté de Dieu sur Terre, on sera récompensé par un bonheur éternel dans l'au-delà et par des richesses bien plus grandes que celles que le monde ordinaire peut offrir, la vague actuelle des Églises pentecôtistes et charismatiques en Afrique du Sud met l'accent sur les récompenses matérielles dans le monde présent.

Je ne peux pas conclure sans souligner les conséquences historiques du colonialisme, liées aux Églises missionnaires chrétiennes et au système éducatif occidental. En particulier, le rôle des Églises missionnaires chrétiennes a été d'éloigner les Africains de la foi qu'ils avaient avant la colonisation, qui était une foi centrée sur les ancêtres *Badimo* ou *Amadliози* considérés comme des médiums spirituels leur permettant d'accéder à *Modimo/Unkulunkulu* (Dieu). Cela a conduit les Africains à rejeter les *Badimo* ou *Amadliози* comme étant des esprits démoniaques, et donc à asseoir le projet de colonisation fondé sur un système d'éducation qui repose sur des concepts et des catégories théoriques d'ordre colonial. Cela confirme le point de vue de Bruce selon lequel la religion peut aussi bien promouvoir la cohésion en reliant les gens entre eux sous la bannière d'un Dieu ou d'une cosmologie commune, que changer et remettre en cause l'ordre pré-existant. ■

Toute correspondance est à adresser à :
Mokong S. Mapadimeng
<mmapadimeng@gmail.com>

> Envahisseuses de l'espace :

les femmes dans les mines

Asanda Benya, Université du Cap (Afrique du Sud)



Le travail dans les mines.
Photo : Asanda Benya.

Cela fait 15 ans que les femmes ont rejoint la main-d'œuvre qui travaille sous terre dans les mines d'Afrique du Sud. Il y a actuellement près de 50.000 femmes dans le secteur minier, soit environ 10,9% des emplois permanents de l'industrie minière. Bien que près de 11% de la main-d'œuvre minière soient des femmes et que des lois facilitant et accélérant leur inclusion aient été adoptées, le secteur continue de s'imaginer et de se présenter implicitement comme un secteur masculin et ne dépeint que des hommes ou des corps masculins comme convenant aux travaux miniers souterrains.

Cette aptitude des corps masculins pour le travail dans les mines souterraines est presque considérée comme naturelle et éternelle dans le discours et dans la culture professionnelle du secteur minier.

L'assimilation des corps masculins à la mine a, indirectement, facilité l'exclusion des femmes, en dépit de la législation qui vise à remédier aux exclusions passées. Comme je l'affirme ailleurs, les femmes travaillant dans les mines sud-africaines sont à la fois « incluses et exclues ». En effet, pour reprendre les mots de Nirmal Puwar, elles sont considérées comme des *space invaders*, des « envahisseuses

de l'espace » et, en tant que telles, produisent un « état de désorientation et d'anxiété ontologique ». Non seulement on les a accusées de nuire à la productivité et à la sécurité, mais elles ont aussi été stigmatisées à la fois à l'intérieur des mines et à l'extérieur parce qu'elles ne respectaient pas les normes sociétales en matière de féminité, et leur moralité a été mise en question.

Alors qu'en théorie, les femmes peuvent faire n'importe quel travail souterrain, en réalité, on leur interdit d'occuper certains emplois. Dans tous les puits où j'ai effectué mes recherches, les femmes ne pouvaient

>>

pas être des opératrices de foreuses, et très peu étaient des ouvrières au rocher ou des conductrices de treuil. Les quelques conductrices de treuil avec qui j'ai travaillé ne conduisaient presque jamais les treuils sous terre. Sous prétexte de protéger ces travailleuses, la stratégie dans les mines consiste à refuser de recruter, de former et d'affecter des femmes à certains emplois souterrains. Cela malgré le fait que les protéger contre ces « emplois souterrains pénibles » les désavantage aussi financièrement, car elles ne peuvent pas, dans certains cas, prétendre aux mêmes primes à la production que les hommes.

Plus loin je fais référence à l'un des nombreux incidents intervenus sous terre, qui illustrent comment l'exclusion des femmes, enveloppée dans un discours culturel et protectionniste, est favorisée et enracinée au quotidien. Beaucoup sont recrutés comme complices, permettant de cimenter et d'ancrer l'exclusion tout en continuant, sur le plan rhétorique, à prêcher l'inclusion.

Au début de mes recherches, alors que j'étais encore en formation pour devenir conductrice de treuil, on m'a dit que les femmes n'étaient pas autorisées à participer aux cours de forage. Les raisons de leur exclusion avaient à voir avec leur corps, que les instructeurs et l'entreprise jugeaient inadapté et « trop fragile » pour manier la machine de forage. Les instructeurs ont fait valoir que les machines de forage auraient des répercussions négatives sur l'utérus des femmes. Dans mon cas, après avoir persisté et avoir finalement été autorisée à rejoindre la classe de forage, on m'a formellement demandé de me contenter d'observer et de ne rien toucher parce que « les excavations à température élevée et le forage » étaient pour les hommes et incompatibles avec l'anatomie des femmes. La conception des machines et la ventilation dans les cavités n'ont pas été évoquées.

Après quelques séances au centre de formation et quelques jours

d'observation, toutes les nouvelles recrues ont eu l'occasion d'essayer les machines et ont été encouragées à imiter le plus fidèlement possible les instructeurs et les travailleurs expérimentés – que ce soit la façon dont ils s'assoient à cheval sur la machine, les cuisses serrées contre celle-ci, ou le rythme de leur respiration et de leur corps. Cependant, quand mon tour est venu, j'ai eu droit à une leçon différente. L'instructeur a d'abord refusé de me laisser utiliser la machine, avant de me dire que les femmes ne peuvent pas chevaucher les machines. Pourtant, pour utiliser la machine et être stable, il faut la chevaucher. Néanmoins mon instructeur m'a dit de refermer les jambes. Il a dit que mes « *jambes devaient être d'un seul côté, comme une dame* ». Cela en dépit du fait que je l'ai vu de façon répétitive pousser les garçons sur leurs machines, en leur disant d'ouvrir grand leurs jambes, de chevaucher la machine et de la sentir entre leurs cuisses et de « *la tenir fermement en la pressant* ». Il m'a dit de refermer mes jambes et de les déplacer d'un côté « *sans cela vous ne pourrez pas avoir d'enfants... ça serait fatal pour vos ovules* ». Les travailleurs ont également fait la remarque qu'une femme chevauchant une machine a l'air « indécente ».

Comme je m'y attendais, lorsque j'ai suivi leurs instructions et que j'ai foré « comme une dame » avec les deux jambes d'un seul côté, la machine m'a entraînée. *Quand je l'ai éteinte afin de leur dire qu'il est impossible de forer dans cette position, avant de me retourner vers eux, l'instructeur s'est exclamé : « Vous voyez, je vous l'avais dit que les femmes ne peuvent pas forer, je travaille dans les mines depuis des lustres, je sais de quoi je parle. Les femmes ne peuvent pas faire cela, c'est impossible... cette machine est lourde » (tous les travailleurs présents hochaient la tête en signe d'acquiescement)* (Notes de terrain, Rustenburg, avril 2012). Pour ces hommes, le fait d'avoir été entraînée par la machine ne faisait que confirmer « l'inaptitude » du

corps des femmes pour le forage, et non le résultat de leurs instructions « spéciales » de ne pas chevaucher la machine.

Ces idées préconçues et pudibondes sur le corps des femmes n'ont pas cours seulement au centre de formation, mais s'immiscent au quotidien dans le travail sous terre. Comme j'en ai rendu compte ailleurs, il y a de nombreux cas où les femmes sont empêchées d'effectuer leur travail sous terre, ou sont réduites à être des assistantes qui nettoient et vont chercher l'eau pour les équipes, ou sont retirées de leurs lieux de travail et séparées de leurs équipes, surtout si l'équipe travaille dans des excavations à température élevée. C'est ce que j'appelle la réaffectation officieuse des emplois, un phénomène qui a pour résultat d'isoler les femmes par rapport à leurs équipes et de les aliéner par rapport à leur travail, et de provoquer des effets désastreux sur leurs promotions que ce soit à court terme (exclusion des primes de production) ou à long terme.

Il ne s'agit pas d'incidents isolés, mais plutôt d'un phénomène systémique qui renforce le statut périphérique des femmes dans le secteur minier, malgré leur inclusion défendue par la loi dans les travaux souterrains. J'utilise les exemples ci-dessus pour illustrer les différences significatives et très réelles, bien qu'invisibles, dans la manière dont les hommes et les femmes sont formés et traités au travail et comment des idées préconçues sur la fragilité et la faiblesse du corps des femmes conduisent à leur exclusion, ce qui en fait des travailleurs « de deuxième ordre » sous terre. Il est clair que la législation à elle seule ne suffit pas – ce sont la culture et les normes professionnelles masculines profondément enracinées qui doivent être remises en question et modifiées. ■

Toute correspondance est à adresser à :
Asanda Benya <asanda.benya@uct.ac.z>

> Les répercussions extra-économiques du chômage

Thabang Sefalafala, Université du Witwatersrand (Afrique du Sud)

Lorsqu'ils traitent des expériences de chômage, aussi bien les chercheurs et les analystes, que les responsables politiques et les citoyens se concentrent souvent sur les répercussions économiques du chômage, au risque de négliger les facteurs extra-économiques qui sont pourtant tout aussi importants. On laisse souvent entendre que le problème du chômage concernerait avant tout ses conséquences au niveau des difficultés matérielles et de la pauvreté. Mais l'incapacité d'un homme à subvenir aux besoins matériels de sa famille est perçue comme une menace majeure pour sa masculinité et une source importante d'humiliation et de honte.

Les débats sur le chômage, en particulier au sein des pouvoirs publics mais aussi au-delà, se limitent souvent principalement aux répercussions économiques du chômage, celui-ci étant par conséquent essentiellement appréhendé comme un problème de moyens de subsistance.

Entre 2013 et 2014, j'ai mené une étude ethnographique auprès d'anciens travailleurs noirs des mines qui avaient perdu leur emploi dans les gisements aurifères de la province de l'État libre en Afrique du Sud. Les résultats de cette étude apportent des informations qui confirment cette idée, en même temps qu'elles la remettent en question. Autrement dit, si les répercussions économiques du chômage ne sont pas niées, il ressort également que la souffrance des hommes au chômage est également d'une autre nature.

Le capitalisme des XIX^e et XX^e siècles a fortement marqué le travail salarié comme point d'ancrage de la personnalité et de la masculinité. En Afrique, de nombreux hommes ont été recrutés dans les zones rurales et embauchés dans des emplois salariés. La prolétarianisation impliquait la puissante production d'identités prolétariennes collectives partagées, où le travail salarié était synonyme d'une vie décente, en particulier pour les hommes dans leur rôle de soutien de famille.

Alors que le travail salarié s'est imposé dans les représentations d'une vie digne et décente, une crise du salariat s'est produite en Afrique du Sud et ailleurs dans le monde. La montée du chômage a fait qu'un nombre croissant de demandeurs d'emploi s'est retrouvé dans l'incapacité de trouver un emploi. En outre, les emplois de l'ère capitaliste néolibérale sont souvent dépourvus des caractéristiques associées aux emplois traditionnels. Ils ont souvent moins de possibilités de se faire entendre, de sécurité et d'avantages sociaux. Malgré cette profonde crise du salariat, qui semble indiquer l'épuisement de sa capacité à s'acquitter des responsabilités qui lui étaient traditionnellement attribuées, l'emploi salarié demeure un élément central de notre conception de la dignité humaine dans le monde moderne.

Dès lors, la vie quotidienne d'un grand nombre de personnes est marquée par l'instabilité et une insécurité économiques profonde et de longue durée. En Afrique du Sud, le

système de sécurité sociale, salué par certains comme le plus avancé du continent africain, ne couvre pas les chômeurs. Ainsi, les jeunes chômeurs et d'autres catégories de la population active n'ont aucun véritable espoir d'avoir un revenu stable et prévisible pour subvenir à leurs besoins fondamentaux.

Mes recherches montrent que les expériences d'insécurité économique chez les anciens mineurs licenciés ont souvent été façonnées par la conscience de leur masculinité associée au travail dans les mines, notamment comme soutiens de famille. Par exemple, d'après Raseboko, l'un des anciens travailleurs des mines que j'ai interrogés, le chômage érode le statut d'un homme parce qu'il ne peut plus subvenir aux besoins de sa famille : « Le chômage m'a enlevé mon statut d'homme. Un homme obtient son statut en subvenant aux besoins de sa famille. Si je ne peux pas subvenir aux besoins de ma famille, qu'ai-je donc comme statut ? ».

Les hommes sans emploi perdent confiance en eux, se sentent dévalorisés et peuvent même envisager le suicide à la suite de changements brusques et de difficultés d'adaptation liés au chômage : « En tant qu'homme, on n'arrive pas à subvenir aux besoins de sa famille. La pression de ma famille était trop forte, j'ai même envisagé le suicide. Je sentais que je n'étais rien, personne d'important pour ma propre famille. Bon à rien. Je n'ai plus de raison de vivre ». Ces chômeurs éprouvent de l'envie en voyant d'autres hommes

>>

“Perdre son travail ne signifiait pas seulement la perte d’un revenu, mais aussi un avilissement moral, c’est-à-dire le fait de ne plus se situer et exister dans le monde d’une manière qui corresponde au modèle dominant de travail salarié et des relations, normes et valeurs capitalistes”

subvenir aux besoins de leur famille, et se retrouvent dans l’incapacité de participer aux enterrements et aux clubs d’épargne au sein de leur communauté.

En apparence, les données semblent confirmer l’idée que les effets préjudiciables du chômage sont principalement liés aux difficultés économiques et à la pauvreté. Mais les chômeurs ne sont pas les seuls à être confrontés aux difficultés économiques et à la pauvreté : les « travailleurs pauvres » sont des personnes qui ont un emploi mais qui sont démunies au plan matériel.

Certains des anciens travailleurs des mines interrogés se sont servis des images provocatrices de corps de travailleurs noirs mutilés pour évoquer ce que signifiait pour eux d’être au chômage. Cela signifiait un type particulier de « déclassification », c’est-à-dire un processus qui consiste à être ravalé à une condition différente, ou inférieure. Des images de corps noirs malades et usés ont été utilisées comme métaphores pour décrire l’éclatement de l’ordre social et moral. L’idée ainsi exprimée est qu’une telle existence est pour eux un état d’anomie au monde.

Le travail salarié n’apparaît plus comme une activité extérieure dans laquelle ils se sont engagés de manière utilitaire, simplement pour construire et développer des moyens

de subsistance durables ; il devient un objet de désir incarné.

Cette incarnation du travail salarié implique une autorité morale plus profonde, plus existentielle, une autorité telle que l’absence d’emploi salarié transcende les implications économiques, sociales et psychologiques et s’impose avec force comme une condition intangible d’anomie, qui est ressentie comme une perte.

Perdre son travail ne signifiait pas seulement la perte d’un revenu, mais aussi un avilissement moral, c’est-à-dire le fait de ne plus se situer et exister dans le monde d’une manière qui corresponde au modèle dominant de travail salarié et des relations, normes et valeurs capitalistes.

Ainsi, l’humiliation et la stigmatisation dont souffrent les chômeurs ne sont pas seulement dues au fait que leurs moyens de subsistance se trouvent compromis. Elles s’expliquent aussi par le fait que, dans un discours centré sur le travail salarié, le chômage est une situation de crise, dans la mesure où il représente un état d’inadaptation à un certain ordre hégémonique collectivement partagé. Appréhender le chômage uniquement comme un problème de subsistance conduit à penser que le simple fait d’opérer tout type de transfert monétaire, comme un revenu de base ou une allocation de chômage, résoudrait le problème. En fait, les anciens

employés des mines ont rejeté les transferts monétaires au motif qu’ils n’apportaient pas de solution globale au problème du chômage. Leur rejet d’un certain type de transfert monétaire n’était pas dû au fait qu’ils n’y voyaient aucune valeur, mais au fait que, de leur point de vue, cela ne remplaçait pas ce qui avait été perdu.

Si le travail salarié vient à faire défaut, il sera nécessaire pour l’avenir d’élaborer une stratégie pour le décentraliser et repenser un nouveau système partagé et collectif. Pour envisager des idées alternatives à l’ère du post-travail, il faudrait tenir compte du fait qu’un désir fortement incarné s’est manifesté de manière systématique.

Les anciens travailleurs des mines ne songeaient pas à des solutions de rechange, ils voulaient des emplois. On voit bien là le défi que représente la réflexion sur de possibles alternatives. L’importance morale attachée au travail salarié empêche les chômeurs, les responsables politiques et les analystes de discerner des avenir possibles en dehors du travail salarié.

Pour que des alternatives de post-travail soient réalisables, il faudrait que les anciens travailleurs des mines, les responsables politiques et la société en général imaginent un monde dans lequel le salariat ne jouerait plus un rôle central dans notre conception de la dignité. ■

Toute correspondance est à adresser à :
Thabang Sefalafala
<Thabang.sefalafala@gmail.com>

> Comment nourrir la planète : l'exemple de la Tanzanie

Marc C.A. Wegerif, Université de Pretoria (Afrique du Sud)



Le marché d'Ilala à Dar es Salaam.
Photo : Marc C.A. Wegerif.

À mon arrivée à Dar es Salaam en Tanzanie, j'ai été fasciné par les *duka*, ces petits magasins de quartier qui vendent des denrées alimentaires et des articles ménagers à presque tous les coins de rue. J'ai également été fasciné par les marchés populaires – des espaces sociaux pleins de vie et de petits commerçants qui se connaissent et connaissent la plupart de leurs clients – qui se trouvaient pas loin de là où j'habitais. Cet intérêt m'a amené à faire des recherches sur la façon dont s'alimentaient les près de cinq millions d'habitants de Dar es

Salaam. On trouve là d'importants enseignements pour nourrir de manière durable une population mondiale qui augmente et qui s'urbanise.

> Sur la trace des œufs

Au début, j'ai suivi le cheminement des œufs qui étaient vendus, en diverses quantités, à mon *duka* local, dans des barquettes en carton recyclées de 30 œufs chacune. Pour voir d'où ils venaient, j'ai roulé à vélo avec Samuel, qui livrait les œufs. Après avoir parcouru 22 kilomètres, nous sommes arrivés chez lui, en périphérie de la ville, et nous nous sommes

>>



Samuel livre des œufs à une échoppe de quartier (duka) à Dar es Salaam.
Photo : Marc C.A. Wegerif.

assis sous un arbre pour déjeuner avec sa famille. Samuel élève 100 poules) et achète des œufs qu'il paie comptant aux éleveurs de volaille des environs. Il achète 600 à 900 œufs en fin de journée, et se rend en ville pour les vendre le lendemain matin. À l'époque, ses trois voyages par semaine lui rapportaient deux fois et demie le salaire minimum d'un travailleur agricole employé à temps plein. D'après une analyse quantitative, environ un million d'œufs par semaine sont ainsi transportés en ville à bicyclette le long de la route empruntée par Samuel. Ce mode écologique de distribution d'œufs frais est un élément essentiel de l'approvisionnement de la ville et permet à des milliers de personnes de se procurer un moyen convenable de subsistance.

D'autres recherches ont révélé à quel point l'industrie des œufs est intégrée dans tout un système alimentaire. Samuel achète de la nourriture pour volailles dans une usine suffisamment proche de chez lui pour pouvoir transporter les sacs dans une brouette. L'usine d'aliments pour animaux se procure l'ingrédient principal, le son de maïs, auprès de moulins locaux, qui sont plus de 2.000 à Dar es Salaam. Les excréments de poulet sont utilisés comme fumier pour l'horticulture, puis les légumes

cultivés sont vendus sur les marchés et aux voisins.

J'ai suivi pour mes recherches le cheminement d'autres denrées alimentaires importantes pour la majorité de la population de la ville : maïs, riz, lait, bœuf et légumes verts. Bien que la nature des denrées était différente et que leur origine géographique pouvait s'étendre de la ville elle-même aux quatre coins du pays, l'organisation de leur production et de leur distribution présentait des similitudes avec celle des œufs. Une bonne partie des légumes verts et du lait, tout comme les œufs, sont produits en zone urbaine et périurbaine, ce à quoi s'ajoutent des produits acheminés par camion depuis des lieux distants de plusieurs centaines de kilomètres. Le riz et le maïs sont cultivés par des millions d'agriculteurs de l'arrière-pays, dont la plupart ne possèdent que quelques hectares de terres et produisent pour leur propre consommation, pour la replantation et pour la vente à des commerçants. Les commerçants, qui travaillent avec des agents locaux qui sont souvent eux-mêmes des agriculteurs, se rendent dans des villages reculés et paient comptant, même pour des petites quantités, puis regroupent les denrées achetées pour les acheminer, principalement à Dar

es Salaam, parfois via des marchés régionaux. Les commerçants organisent le transport, la transformation et la distribution jusqu'aux points de vente comme les *duka* et les marchés populaires. Les camions sont loués au besoin, auprès de nombreuses entreprises de transport différentes. Une grande partie de la mouture du maïs et du décorticage du riz se fait en payant au sac ou au kilo pour utiliser des machines de mouture appartenant à des entrepreneurs locaux.

> **Un système alimentaire « symbiotique »**

Ce système alimentaire qui fournit la plus grande partie des denrées alimentaires de la ville comprend une multitude de petits acteurs, des agriculteurs aux détaillants, qui approvisionnent ensemble toute la ville, sans l'intervention d'entreprises et seulement une intervention directe limitée de l'État, mis à part le recouvrement des impôts. J'appelle cela un « système alimentaire symbiotique » car d'autres qualificatifs, comme « informel », ne lui rendent pas justice. Symbiotique ne signifie pas que toutes les relations sont des relations d'égalité, mais elles sont mutuellement bénéfiques et non prédatrices, sans cela elles ne seraient pas maintenues. Les différents acteurs impli-

>>

qués exercent leurs activités dans le cadre de relations économiques socialement ancrées, qui impliquent une tension entre concurrence et travail collaboratif ; il s'agit de rechercher l'autonomie en même temps que la solidarité. Dans certains cas, comme dans celui des marchés municipaux, il existe des structures officielles avec des comités élus et des règles établies qui répondent à des principes communs de gestion des ressources. Le plus souvent, cependant, la collaboration se fait de façon organique, sans règles, structures ou contrats établis de manière explicite. Des acteurs interdépendants, doté d'un statut relativement équitable et de références culturelles communes, commercent les uns avec les autres et travaillent ensemble, sur la base de normes établies et de relations, au minimum, de familiarité. La réciprocité fait partie de ces normes, mais ne se limite pas à des échanges matériels directs bien précis. La collaboration – comme le partage du transport et de l'information, la surveillance mutuelle des étals par les commerçants et l'aide à la garde d'enfants – permet de surmonter le manque de ressources et de créer de précieux réseaux sociaux. Ce système ne repose pas sur une solidarité intentionnelle (bien que la solidarité se développe en la pratiquant) ou sur l'altruisme, mais plutôt sur ce qui fonctionne dans un contexte particulier. Dans le cas de la Tanzanie, l'agriculture est ainsi protégée de la concurrence internationale par des droits de douane et autres mesures, et comporte toute une histoire d'interventions de l'État pour limiter l'accumulation du capital par quelques-uns.

Une forme importante d'assistance mutuelle est la façon dont les nou-

veaux arrivants – qu'il s'agisse d'agriculteurs, de commerçants ou de détaillants – s'y prennent pour débiter dans le métier. Invariablement, ils lancent leur propre activité avec l'aide d'autres personnes – famille, amis et connaissances – déjà présents dans le même domaine d'activité, qui leur montrent les possibilités et les méthodes de travail et les présentent aux acteurs clés. D'un point de vue strictement économique, ils contribuent ce faisant à faire émerger leurs propres concurrents, mais en même temps également à de futurs collaborateurs. Samuel a commencé le commerce des œufs après qu'un autre négociant lui a montré les routes et les magasins qu'il pouvait approvisionner. Les négociants en riz et en maïs commencent par se rendre dans les zones de production avec un négociant déjà en activité et sont présentés aux autres négociants et aux agriculteurs. Les commerçants débutent normalement comme vendeurs, ce qui leur permet d'apprendre le métier et d'économiser de l'argent pour démarrer leur propre entreprise. De tels mécanismes permettent d'étendre le système par reproduction, d'en assurer le caractère équitable et d'initier les nouveaux venus aux normes établies.

Toutes les denrées alimentaires produites en Tanzanie et distribuées par le biais de ce système alimentaire symbiotique sont moins chères dans les *duka* et les marchés populaires que dans les supermarchés. De plus, ces points de vente rendent les denrées plus accessibles dans la mesure où il s'agit de commerces de proximité, qui vendent au consommateur la quantité qu'il désire (ou peut se permettre de payer), restent ouverts tard et offrent un crédit sans intérêt aux clients régu-

liers qu'ils connaissent. Les agriculteurs vendent également leurs produits à de meilleurs prix s'ils le font par le biais du système alimentaire symbiotique que s'ils approvisionnent des supermarchés ou d'autres chaînes de valeur des entreprises.

> Répercussions sur le système d'approvisionnement alimentaire

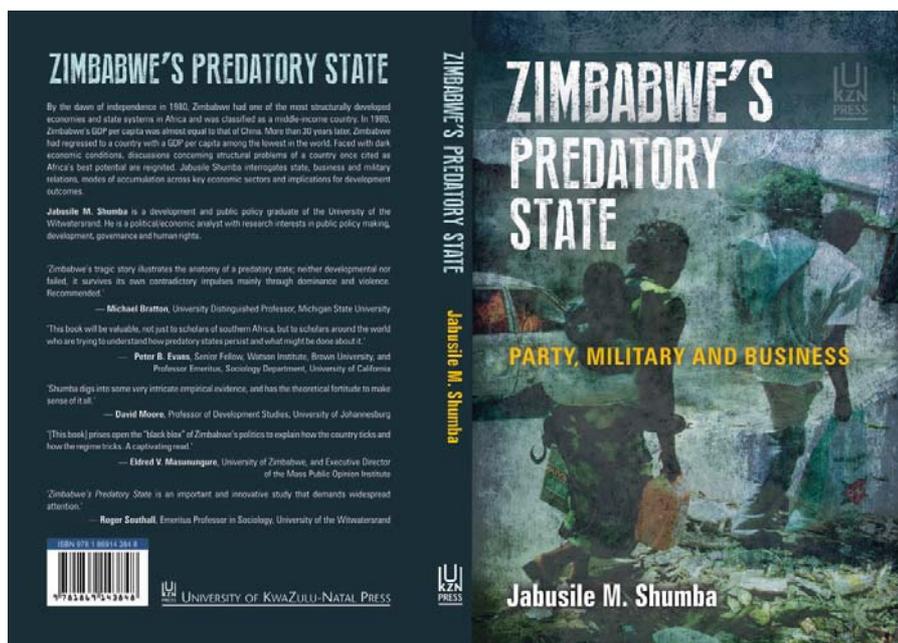
Trois groupes internationaux de supermarchés ont fait faillite ou ont quitté la Tanzanie depuis 2014. Un certain nombre de projets d'investissements agricoles à grande échelle, y compris d'importantes transactions foncières, ont également avorté ou sont restés très en deçà des objectifs fixés, y compris le « corridor de croissance agricole » du Sud (SAG-COT), qui a été soutenu par des entreprises, notamment Monsanto, Yara et Unilever, ainsi que par des organismes multilatéraux (G8, Banque mondiale, Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture) lors de son lancement au Forum économique mondial de 2010.

Malgré ces échecs, les denrées alimentaires ne manquent pas sur les rayons et les étals des commerces de Dar es Salaam. La production tanzanienne de maïs et de riz, qui continue à être assurée par de petits agriculteurs, a considérablement augmenté au cours des 15 dernières années, suivant le rythme d'une ville dont la population a doublé, avec 2,5 millions d'habitants en plus depuis 2002. Samuel a augmenté le rythme de ses livraisons de trois à cinq fois par semaine et fournit le même *duka* ainsi que quelques autres commerces de proximité. ■

Toute correspondance est à adresser à :
 Marc C.A. Wegerif
 <marc.wegerif@up.ac.za>

> L'État prédateur du Zimbabwe

Jabusile Madyazvimbishi Shumba, Université d'Afrique (Zimbabwe)



pondu aux attentes de la population et des nombreux partisans du projet de lutte pour l'indépendance. Dans la mesure où la guerre de libération s'est soldée par la défaite de la minorité coloniale suprémaciste blanche, une conquête historique a été réalisée. Mais une fois au pouvoir, le mouvement de libération a déçu les espoirs non seulement de nombreux sympathisants, mais aussi de la majorité des Zimbabweens. Jeune État très prometteur lors de son accès à l'indépendance en 1980, le Zimbabwe des années 2000 est désormais associé à des images sinistres de violence, de cataclysme économique, de misère et de souffrance. Plusieurs questions exigent des réponses : Pourquoi cela s'est-il produit ? Comment cela est-il arrivé ? L'élite au pouvoir savait-elle que ses choix entraveraient le développement du Zimbabwe ?

> L'État prédateur

Dans *Zimbabwe's Predatory State: Party, Military and Business* [L'État prédateur du Zimbabwe : le parti, l'armée et le milieu des affaires], je soutiens que le qualificatif qui définirait le mieux l'État zimbabween est celui de « prédateur ». La notion d'État prédateur reste cependant un concept difficile à définir. Je ne suis pas d'accord avec d'autres partisans de ce terme, qui se le sont approprié pour l'opposer à celui d'État développemental (*developmental state*), pour désigner une variété particulière de criminalisation ou une forme de néopatrimonialisme. En fait, la plupart des analyses d'économie politique concernant l'Afrique postcoloniale tendent à mettre en

Dans les discussions entre spécialistes, l'histoire du Zimbabwe prête à controverse autant qu'elle polarise. La nature même de l'État est mise en doute et contestée : le Zimbabwe est-il un exemple d'État fragile, d'État fort et non coopératif ou d'État prédateur ? Le 15 novembre 2017, lorsque les militaires sont intervenus, entraînant la chute du président Robert Mugabe qui dirigeait le pays depuis tant d'années, certains ont qualifié cette intervention militaire décisive de « coup d'État » classique. Mais pour d'autres, peut-être frustrés de longue date et désireux d'assister au départ du président Mugabe à n'importe quel prix, la fin justifiait les moyens. Ces derniers ont préféré requalifier cette intervention de « transition assistée par l'armée ».

Nombreux sont ceux qui conviendront que le Zimbabwe n'a pas ré-

avant l'absence d'autorité centrale. Or, paradoxalement, le terme de « prédateur » par définition dénote une force – c'est-à-dire qu'il implique la capacité des prédateurs à s'en prendre à leurs cibles, ce qui exige la force nécessaire pour subordonner leurs victimes. Pour les États, cette force repose sans doute sur la présence plutôt que sur l'absence d'une autorité centrale grâce à laquelle l'État peut exercer un contrôle.

Sur la base de mes recherches empiriques, je montre que l'État prédateur est un projet d'accumulation et de reproduction antidéveloppemental de la classe dominante caractérisé par : (1) un État dominé par le parti et l'armée ; (2) des relations entre l'État et le milieu des affaires définies par la domination et la captation ; et (3) des relations entre l'État et la société marquées par la violence et le clientélisme. Cependant, la distinction entre « État autoritaire développemental » et « État prédateur » mérite d'être clarifiée. Comment faire la distinction entre les deux en termes de structure étatique et de relations avec la société si l'on veut se baser sur les variations structurelles pour expliquer les différentes trajectoires de développement ?

> États prédateurs contre États autoritaires développementaux

Je soutiens qu'aussi bien la première version de l'État autoritaire développemental que l'État prédateur sont caractérisés par de réelles tendances autoritaires et par le rôle important joué par les réseaux personnels. Par exemple, pendant la période d'industrialisation et de forte croissance de la Corée du Sud, Park Chung-hee a entretenu des liens personnels étroits avec deux des principales entreprises du pays, Hyundai et Daewoo ; dans ce contexte, il peut s'avérer difficile de dissocier le rôle de l'objectif public de croissance défini par l'État de celui de la recherche du profit privé et du capitalisme de connivence. L'État

n'en est pas moins toujours resté aux commandes ; il n'a jamais perdu sa capacité disciplinaire. Par exemple, lorsque les objectifs fixés par l'État n'étaient pas atteints par les entreprises, celles-ci étaient sanctionnées par la suppression de mesures incitatives. La coercition de l'État était omniprésente et bien réelle.

Les deux types d'États diffèrent également considérablement sur le plan de leurs relations avec le milieu des affaires, et de la nature de leurs relations avec l'armée. L'État autoritaire développemental du XX^e siècle a joint le recours à la puissance disciplinaire à des mesures incitatives pour encourager des alliances productives avec le milieu des affaires, tandis que les relations de l'État prédateur avec le monde des affaires sont de nature parasite plutôt qu'orientées vers la production, ce qui aboutit à des résultats opposés en matière de développement.

Par ailleurs, la nature des relations de l'État avec l'armée n'est pas la même dans la mesure où le recours aux forces armées dans l'État développemental du XX^e siècle était guidée par un projet national plutôt que par la recherche de l'accumulation personnelle. Par exemple, dans le modèle asiatique classique de l'État développemental, l'armée a joué un rôle effectif dans l'encadrement et la répression de la main-d'œuvre nationale pour maintenir les coûts de production à un bas niveau et ainsi assurer la compétitivité des entreprises du pays. Dans un État prédateur, le recours à la violence militaire va de pair avec l'accumulation au titre des intérêts personnels de l'élite au pouvoir.

Pour ce qui est des modes d'accumulation, le secteur manufacturier brille par son absence au sein de l'État prédateur. On voit bien là la nature rentière de l'État prédateur, c'est-à-dire d'un État fondé sur l'extraction des ressources plutôt que sur la production industrielle. L'évolution de la structure de l'économie zim-

babwéenne, qui est passée d'un secteur manufacturier non négligeable à une domination de l'extraction des ressources naturelles après l'indépendance, va de pair avec sa mutation en État prédateur. L'absence du secteur manufacturier a des implications qui éclairent le manque de stratégies de production, une caractéristique qu'on retrouve dans des secteurs très divers. En fait, l'objectif principal des pouvoirs publics (comme la loi d'indigénisation et d'émancipation économique) est de canaliser les rentes à destination des membres de l'élite au pouvoir. Enfin, l'État a besoin du concours de capitaux étrangers (en l'occurrence, chinois et sud-africains) pour générer des devises et des recettes fiscales nécessaires au maintien des fonctions gouvernementales essentielles. Par conséquent, les capitaux étrangers amicaux sont autorisés à participer au partage des bénéfices tirés des ressources.

La principale conclusion que nous tirons de cette étude est non seulement que l'élite au pouvoir avait des intérêts de classe qui ont fait obstacle à la transformation et au développement de l'économie du pays, mais aussi que ses modes voraces d'accumulation et de reproduction politique ont transformé et assuré la pérennité de l'État prédateur du Zimbabwe. Cet état de fait sera lourd de conséquences. Au fil des années, les capacités de développement du pays ont été minées par une élite prédatrice qui s'est appuyée sur la violence et le clientélisme pour conserver son pouvoir et accumuler des richesses. La réforme aura naturellement un coût politique dans la mesure où elle est appelée à porter atteinte à des réseaux clientélistes profondément enracinés. Au lendemain de l'intervention militaire déclarée de novembre 2017, l'ensemble constitué par le parti au pouvoir, l'armée et le monde des affaires a été régénéré et semble devoir perdurer dans les années à venir. ■

Toute correspondance est à adresser à :
 Jabusile Madyazvimbishi Shumba
 <jabusile_shumba@biari.brown.edu>

> Jozi, la cité précaire de l'or

Alexia Webster, photographe, et **Edward Webster**, Université du Witwatersrand (Afrique du Sud) et membre et ancien président du comité de recherche de l'ISA sur les Mouvements de travailleurs (RC44)



Cet ancien puits de mine d'or désaffecté à la périphérie de Johannesburg est à nouveau exploité par des mineurs clandestins. Photo : Alexia Webster.

Pôle économique de l'Afrique depuis plus de 125 ans, Johannesburg – affectueusement surnommée « Jozi » – est également la plus grande ville du monde qui n'est pas construite sur les rives d'un fleuve ou près d'un grand port. Au lieu de cela, la ville a été construite sur de l'or. Depuis

ses débuts, l'exploitation des mines d'or a transformé le monde alentour grâce à une innovation constante, stimulée par des vagues de migrants venus de toute la région – et même du monde entier. C'est ce qu'évoquent de manière éloquent Sarah Nuttall et Achille Mbembe dans leur recueil d'essais consacré à Johannesburg,

où la ville est décrite comme un lieu de brassage et d'improvisation, une ville en train de développer sa propre culture cosmopolite.

Mais il y a une autre facette de Johannesburg, une facette destructrice qui affecte non seulement la vie humaine, mais aussi la nature environnante. Johannesburg est, pour reprendre les mots de Joseph Schumpeter, un cas de « destruction créatrice ». L'exploitation minière non réglementée dans les puits de mine désaffectés à la périphérie de la ville pourrait, selon certains, détruire la « cité de l'or ».



Anonymes et à l'abri des regards, des colonies de mineurs clandestins avec leurs enfants se sont développées. Portés par le désespoir, ces migrants transfrontaliers sans papiers sont venus avec leur famille et mènent une existence précaire dans des lieux cachés, non loin du centre-ville. Photo : Alexia Webster.

> Les origines de l'industrie minière

On ne peut pas aborder l'exploitation de l'or à Jozi sans parler de la question centrale de la structure des coûts. La difficulté pour les premiers prospecteurs n'était pas de trouver de l'or, mais de le trouver en quantités rentables. Les bénéficiaires reposaient sur de faibles coûts de production, et ce pour deux raisons. Tout d'abord, parce que la teneur moyenne en or du minerai est faible et que celui-ci se trouve profondément enfoui dans le sol. Deuxièmement, parce que le prix de l'or,

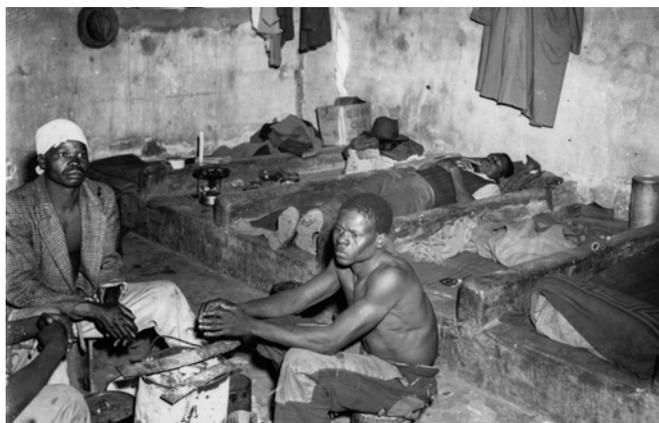
qui est fixé au niveau international, ne permet pas aux sociétés minières de reporter la moindre augmentation des coûts d'exploitation sur les consommateurs. Par conséquent, dans le cadre extrêmement circonscrit de cette structure des coûts, la minimisation des coûts s'est réalisée dans le domaine des salaires. Dès lors, la tâche historique des propriétaires de mines a consisté à créer et à maîtriser une vaste réserve de travailleurs africains bon marché.

La dépossession de leurs terres et l'imposition obligatoire ont forcé les

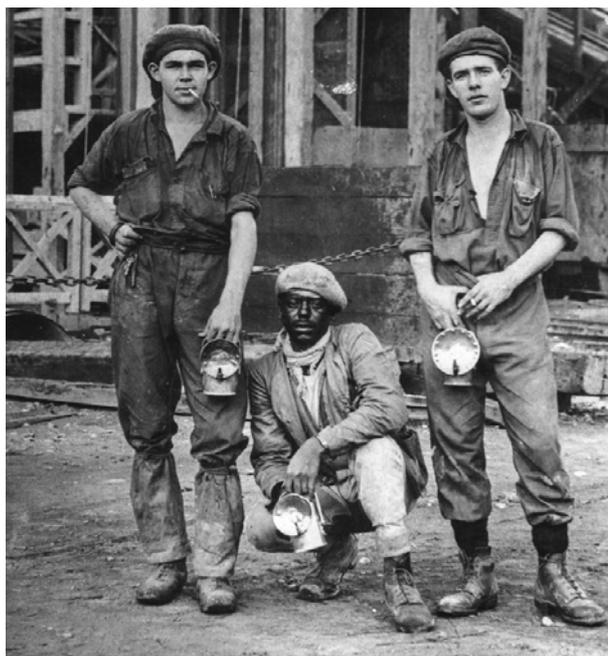
hommes à intégrer la main-d'œuvre salariée. Logés dans des foyers non mixtes surpeuplés, ils n'avaient pas le droit d'amener leur famille avec eux. La fonction de la famille était de reproduire la force de travail et de prendre soin des travailleurs lorsqu'ils revenaient chez eux parce qu'ils étaient malades, blessés ou trop âgés pour travailler. Ainsi la vaste population de paysans de la région, en particulier les femmes, ont subventionné les propriétaires des mines en leur permettant de ne subvenir aux besoins que d'une seule personne par famille.



Dans les profondeurs du sous-sol, avec un espace très réduit au-dessus de leur tête et des moyens rudimentaires, des mineurs noirs se préparent à dynamiter la roche. De nombreuses années plus tard, leur santé s'en est trouvée affectée, la plupart mourant prématurément et dans la souffrance de maladies respiratoires. Source : photographe inconnu, archives de Luli Callinicos.



Dans un compound (zone d'habitation réservée aux travailleurs noirs), des travailleurs des mines se reposent sur des couchettes en béton. Un dortoir pouvait héberger jusqu'à 40 hommes et ne disposait que des moyens les plus élémentaires pour stocker de la nourriture, s'éclairer et se chauffer. Photo : UWC-Robben Island Museum, Mayibuye Archives.



Deux jeunes mineurs blancs aux côtés d'un mineur noir expérimenté en 1907. Les mineurs noirs étaient payés environ dix fois moins que les mineurs blancs. Source : Photographe inconnu, archives de Luli Callinicos, Gold and Workers, p. 75.



Sur le chemin du retour. Après un contrat d'un an, les mineurs rentrent chez eux chargés de cadeaux pour leur famille. Source : Collection Neave Africana, archives du Museum Africa.



Le retour. Un migrant revient chargé de cadeaux pour sa famille à Mduduma en 1933. Source : SA Review Pictorial, 1935-36.

Pour maintenir la production, des mines étaient creusées toujours plus profondément dans les entrailles de la terre. Le taux élevé d'accidents dans les mines d'or est lié aux profondeurs exceptionnelles auxquelles l'extraction du minerai est réalisée. On creuse en moyenne à plus de 1.600 mètres, et jusqu'à 4.000 mètres sous terre. La plupart des accidents sont liés à des « coups de toit » ou à des éboulements. En 1983, lorsque nous avons débuté nos recherches, 371 mineurs ont été tués par des éboulements. Entre 1900 et 1985, 66.000 mineurs sont morts sous terre et plus d'un million se sont retrouvés grièvement blessés. Beaucoup d'hommes ont été paralysés à vie, condamnés à passer le restant de leurs jours en fauteuil roulant ou dans des hôpitaux pour paraplégiques.

L'or est une « ressource épuisable ». Avec le temps, la quantité d'or rentable présente sous Johannesburg a été épuisée. La population de la ville a connu une croissance exponentielle, tandis que son secteur secondaire a prospéré au point d'en faire le plus grand centre financier du pays. Les mines ont officiellement cessé leur activité et les sites ont été abandonnés.

Pourtant, aujourd'hui, ainsi que l'a montré Janet Munakamwe dans sa thèse de doctorat, on trouve non loin du centre-ville des migrants transfrontaliers qui cherchent à subsister dans la clandestinité, en marge du secteur minier. Ils sont connus sous le nom de *zama zamas*. Chaque matin, ils descendent sous terre équipés d'un matériel extrêmement rudimentaire, en s'aidant de cordes et en s'éclairant à la lampe torche de leur téléphone portable. Ils se fraient un chemin jusqu'à la paroi rocheuse avec de simples marteaux, bêches ou pelles et burins, pour casser la roche et recueillir le minerai.



Sur le site d'une mine désaffectée récemment rouverte, des femmes broient le minerai tout en portant leur bébé sur le dos. Photo : Alexia Webster.



Un mineur montre le maillet qu'il utilise pour briser la roche sous terre. Photo : Alexia Webster.



*Un zama zama verse dans un seau la boue contenant le minerais.
Photo : Alexia Webster.*



*Une orpailleuse brosse des fragments de minerais.
Photo : Alexia Webster.*



*Ces femmes conjuguent plusieurs activités : elles broient le minerais, tressent les cheveux et donnent à manger aux enfants.
Photo : Alexia Webster.*

C'est une activité risquée, écrit Angela Kariuki : « Il y a une possibilité très réelle de manquer de nourriture une fois sous terre, surtout quand on travaille pendant des semaines (parfois même des mois) d'affilée. Ces travailleurs parlent du manque d'air, là où le système de ventilation ne fonctionne plus. Ils rapportent également que certains ont des suffocations, surtout lorsqu'ils allument des feux, que ce soit pour se réchauffer compte tenu des très basses températures sous terre, ou pour ramollir des surfaces de roche dure. Ils font également mention d'infections thoraciques, de toux persistantes et de blessures provoquées par les fréquentes chutes de pierres, inondations ou autres accidents, ou de blessures dues à l'absence de chaussures de sécurité pour protéger les chevilles. »



*Le fruit de nombreuses heures de travail : une petite pépite d'or.
Photo : Alexia Webster.*

Face à l'indifférence du mouvement syndical officiel, ces mineurs commencent à s'auto-organiser à travers des réseaux sociaux soutenus par les médias sociaux. Très peu d'entre eux sont syndiqués, mais de nouvelles formes de représentation et de participation voient le jour, comme par exemple des bureaux de conseil aux travailleurs, des sociétés funéraires et des associations de défense des droits des migrants.



À la différence de l'ancien système minier établi, les mines clandestines font participer à la fois les femmes et les hommes, ainsi que leurs familles. Photo : Alexia Webster.

Mais l'exploitation minière non réglementée a connu un tournant dramatique lorsque le maire de Johannesburg, Herman Mashaba, a annoncé que la ville s'exposait à une « catastrophe imminente » (*Sunday Times*, 25 novembre 2018). Les mineurs clandestins ou *zama zamas*, a-t-il déclaré, avaient entraîné la ville au bord d'un désastre sans précédent, en dynamitant le sous-sol de la ville, à quelques mètres seulement de conduites de gaz et de carburant hautement inflammables. Si l'une de ces canalisations était endommagée, tout ce qui se trouve dans un rayon de 300 mètres serait anéanti, a-t-il déclaré. Un haut fonctionnaire du conseil municipal a déclaré au *Sunday Times* que des quartiers clés de la ville étaient également menacés d'effondrement en raison du dédale long de 140 kilomètres

d'anciens et de nouveaux tunnels que les mineurs illégaux creusent ou font sauter sous la ville.

Ainsi la ville qui a été construite sur le dos des travailleurs des mines d'or risque-t-elle de s'effondrer sous l'influence d'hommes et de femmes désespérés qui luttent pour subsister en travaillant comme « mineurs clandestins » dans les mines d'or désaffectées de Jozi. Si certains célèbrent le « libre marché » et l'esprit d'entreprise de ces braves mineurs, le marché non réglementé ne peut pas, comme l'a fait remarquer Karl Polanyi il y a déjà plusieurs décennies, « exister de façon suivie sans anéantir la substance humaine et naturelle de la société ».

Les communautés minières touchées par la destruction de l'envi-

ronnement ont formé des réseaux pour protéger ces communautés précaires. Que ces initiatives puissent être l'embryon du contre-mouvement envisagé par Polanyi semble peu probable, mais elles vont dans le sens de ce que Michael Burawoy et Karl von Holdt appellent, dans leurs *Conversations avec Bourdieu*, « *the Johannesburg moment* ». Ce moment, écrivent-ils, est un moment post-apartheid, un moment de rupture politique. C'est aussi un moment de vive contestation, de fragmentation sociale, et celui d'un « profond bouleversement de la société ». ■

Toute correspondance est à adresser à :
 Alexia Webster <alexiawebster@gmail.com>
 Edward Webster <edward.webster@wits.ac.za>

> Le populisme de droite

et les conceptions de la solidarité

Jörg Flecker, Université de Vienne (Autriche) et membre du comité de recherche de l'ISA sur la Sociologie du Travail (RC30), **Carina Altreiter**, **István Grajczar** et **Saskja Schindler**, Université de Vienne (Autriche)



Manifestation en janvier 2019 contre la réforme du droit du travail à Budapest (Hongrie). Copyright : Attila Kisbenedek/AFP/Getty Images.

Les partis d'extrême droite en Europe ont bénéficié des importants changements socioéconomiques qui ont suivi la crise financière et économique de 2008, ainsi que de la perte de confiance dans les institutions publiques. Depuis le début des années 2000, ils ont été nombreux à inscrire la question sociale dans leur agenda politique. L'immigration ayant toujours été une question centrale pour ces partis, ils ont su exploiter le ressentiment et l'hostilité suscités par l'arrivée massive en 2015 de réfugiés parmi les populations. Leur carte maîtresse, celle du « chauvinisme social » (*welfare chauvinism*), s'appuie donc à la fois sur une rhétorique plus favorable à l'État providence et sur une position xénophobe plus agressive. Ce faisant, l'extrême droite s'est emparée du concept de solidarité, qu'elle ne laisse plus à la gauche. C'est ainsi par exemple que le Premier ministre hongrois Viktor Orbán a pu présenter la fermeture des frontières de la Hongrie aux réfugiés comme un acte de solidarité européenne.

Le projet de recherche « Solidarité en temps de crise » (SOCRIS)¹ prend comme point de départ les affrontements

symboliques autour du concept de solidarité. Par affrontements symboliques, nous entendons les controverses dans lesquelles des acteurs (collectifs) tentent d'imposer aux autres leur vision de la société. Il s'agit à la fois de ce qu'ils considèrent comme juste ou faux, bon ou mauvais, utile ou inutile, et des « frontières symboliques » qui séparent les gens en groupes et créent un sentiment de similitude et d'appartenance. Le projet se concentre sur les cas de l'Autriche et de la Hongrie, deux pays qui ont été affectés de manière très différente par la crise économique mais qui présentent des évolutions politiques similaires. Grâce à la triangulation méthodologique de données quantitatives et qualitatives, SOCRIS permet de mieux comprendre les relations complexes entre changement sociétal et subjectivité politique.

Pour analyser les différentes conceptions de la solidarité et les affrontements symboliques qui s'y rapportent, nous avons pris en compte l'étendue, ou les limites, de la communauté imaginaire créée autour du concept de solidarité, les fondements de cette solidarité et les activités solidaires, par exemple, au sein de la société civile. L'enquête SOCRIS menée entre juillet et septembre 2017 en Autriche et en Hongrie était basée sur des échantillons représentatifs de personnes en âge de travailler. L'analyse des données a permis de mieux comprendre pour qui les gens expriment leur solidarité, quand et pourquoi ils sentent qu'ils ont la responsabilité d'aider les autres, et s'ils sont favorables à un système de protection sociale pour tous les groupes de populations.

L'une des questions importantes du projet de recherche était la suivante : Quels sont les différents types de conceptions de la solidarité que l'on peut identifier dans des pays qui semblent profondément divisés, notamment sur la question de l'aide aux réfugiés, celle des prestations sociales sous condition de ressources ou celle du soutien de l'État à la minorité rom ? Afin de regrouper les personnes en fonction de leur conception de la solidarité,

>>



Manifestation contre le racisme à Vienne (Autriche), en mars 2019.
Photo : Jörg Flecker.

les données de l'enquête ont fait l'objet d'une analyse statistique en grappes, avec sept groupes par pays. Il est surprenant de constater que certains de ces groupes présentent une conception de la solidarité similaire dans les deux pays. Par exemple, un groupe « non solidaire et inactif » se caractérise par son faible niveau d'adhésion à l'État-providence, par une solidarité circonscrite à la famille et à l'entourage, et par l'absence d'activités au sein des organisations de la société civile. À l'autre pôle du continuum de la solidarité, nous trouvons dans les deux pays un groupe « solidaire et actif », c'est-à-dire des personnes dont le modèle de solidarité apparaît caractérisé par une adhésion forte à l'État providence et par un niveau élevé d'activité au sein des organisations de la société civile. Mais la portée de la solidarité dans ce groupe diffère d'un pays à l'autre : alors qu'en Autriche, les gens se préoccupent de l'ensemble de l'humanité, en Hongrie, leurs préoccupations sont circonscrites au niveau national.

Une grande majorité de la population se situerait néanmoins entre ces deux extrêmes. Nous avons pu ainsi identifier plusieurs autres groupes reflétant différentes combinaisons en termes de fondement de la solidarité, de portée de cette solidarité et de niveau d'activités solidaires. Certaines des tendances n'existent que dans l'un des pays étudiés, mais la différence la plus évidente entre les pays concerne la taille des groupes. Si l'on rassemble les groupes ou les types de solidarité en ne faisant la distinction qu'entre leur caractère exclusif ou inclusif, c'est-à-dire si les gens sont favorables à la fermeture ethnique et nationaliste ou manifestent au contraire une solidarité universelle, on constate que 62% des personnes interrogées présentent une forme de solidarité inclusive en Autriche alors qu'elles ne sont que de 39% en Hongrie. Inversement, environ 40% des Hongrois font preuve d'une solidarité clairement circonscrite en fonction de l'appartenance ethnique ou nationale, contre 27% des personnes interrogées en Autriche.

Étant donné la force des partis xénophobes et partisans du chauvinisme social dans les deux pays, nous voulions également savoir si les modèles de solidarité correspondent aux préférences partisans. Comme on pouvait s'y attendre, c'est parmi les groupes non solidaires et les groupes partisans d'une solidarité exclusive réservée aux nationaux que l'on trouve dans les deux pays le soutien le plus fort en faveur des partis d'extrême droite et populistes. Cependant, nous constatons également qu'une part substantielle de la population parmi les groupes les plus inclusifs (soit 20% en Hongrie, et environ 15% en Autriche) soutient ces partis. Cela signifie que certaines personnes votent pour ces partis non pas pour leur position xénophobe et chauvine, mais malgré elle. Cela doit également nous mettre en garde contre l'hypothèse que l'extrême droite ne représente que les opinions existant au sein de la population, car les gens peuvent être attirés par l'extrême droite pour des raisons bien différentes.

Contrairement à une bonne partie des analyses actuelles consacrées au populisme de droite, les résultats du projet SOCRIS indiquent qu'il n'y a pas un groupe social particulier, comme par exemple les ouvriers défavorisés, dont le comportement électoral expliquerait le succès des partis d'extrême droite. Si la position sociale subalterne, la pauvreté et le sentiment d'impuissance politique sont en effet des facteurs importants, il est surprenant de constater qu'une part non négligeable des sympathisants des partis d'extrême droite autrichiens et hongrois sont des individus aisés, qui se sentent reconnus et qui ont bénéficié des récentes évolutions socioéconomiques.

Le point de vue de la solidarité nous aide à mieux comprendre les clivages existant dans les sociétés et l'adhésion à l'extrême droite. Il existe une certaine concordance entre les conceptions de la solidarité et les préférences partisans. Pourtant, malgré l'importance du chauvinisme social, on ne peut pas situer l'origine du succès de ces partis seulement dans une solidarité fondée sur l'exclusion. Tout d'abord, contrairement à leur rhétorique, ces partis ne soutiennent même pas un État providence fort en faveur de l'endogroupe national. En outre, les modalités de la solidarité sont souvent assez complexes, et les ambiguïtés et contradictions qui en découlent offrent une certaine ouverture à la mobilisation politique tous azymuts. ■

1. Le projet est financé par le Fonds pour la promotion de la recherche autrichien (FWF, n° I 2698-G27) et le Fonds de recherche scientifique hongrois (OTKA, n° ANN 120360).

Toute correspondance est à adresser à Jörg Flecker <joerg.flecker@univie.ac.at>